



21^{ème} CD d'AFRISTAT
Rapport d'activité 2009 – **CD21/10/04**

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

RAPPORT D'ACTIVITE 2009

Bamako, mars 2010

SOMMAIRE

ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES	4
RESUME	6
INTRODUCTION	11
1. RENFORCEMENT DES MOYENS DE TRAVAIL ET ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL D'AFRISTAT	13
1.1. RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, MATERIELLES ET FINANCIERES	13
1.1.1. <i>Renforcement des ressources humaines</i>	<i>13</i>
1.1.2. <i>Locaux et équipements</i>	<i>14</i>
1.1.3. <i>Financement des activités en 2009</i>	<i>15</i>
1.2. RENFORCEMENT DU CADRE D'ORGANISATION ET DE GESTION	15
1.3. ORGANISATION DES REUNIONS STATUTAIRES D'AFRISTAT ET ATELIER DES DIRECTEURS GENERAUX DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE SUR LES OUTILS DE PILOTAGE ET DE SUIVI ET EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SNDS	16
1.3.1. <i>Réunions statutaires d'AFRISTAT</i>	<i>16</i>
1.3.2. <i>Atelier des Directeurs Généraux des instituts nationaux de statistique sur les outils de pilotage et de suivi et évaluation de la mise en œuvre des SNDS</i>	<i>17</i>
1.4. DEVELOPPEMENT ET GESTION DES BASES DE DONNEES	18
1.4.1. <i>Gestion de la base de données socio-économiques et de la banque de données d'AFRISTAT</i>	<i>18</i>
1.4.2. <i>Gestion des bases de données des ordres et rapports de mission et des consultants</i>	<i>18</i>
1.5. DIFFUSION, PUBLICATION ET DOCUMENTATION	18
1.5.1. <i>Gestion du site Internet d'AFRISTAT</i>	<i>18</i>
1.5.2. <i>Collecte des données statistiques auprès des systèmes statistiques nationaux des Etats membres d'AFRISTAT</i>	<i>19</i>
1.5.3. <i>Communication et diffusion</i>	<i>19</i>
1.5.4. <i>Participation aux séminaires et ateliers internationaux</i>	<i>19</i>
1.6. COOPERATION AVEC LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS	20
1.6.1. <i>Coopération française</i>	<i>20</i>
1.6.2. <i>Partenariat avec les organisations régionales et sous-régionales</i>	<i>20</i>
1.6.3. <i>Partenariat avec la BAD</i>	<i>21</i>
1.6.4. <i>Partenariat avec AFRITAC-Ouest</i>	<i>22</i>
1.6.5. <i>Partenariat avec la Banque mondiale</i>	<i>22</i>
1.6.6. <i>Partenariat ACBF</i>	<i>22</i>
1.6.7. <i>Partenariat avec PARIS21</i>	<i>22</i>
1.6.8. <i>Partenariat avec le CESD-Statisticiens pour le développement</i>	<i>23</i>
1.6.9. <i>Partenariat avec d'autres institutions et organismes</i>	<i>23</i>
2. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS	24
2.1. RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET DE COORDINATION DES SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX (SSN)	24
2.2. APPUI AU DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI ET EVALUATION DES STRATEGIES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE (SRP) ET DES OMD SYSTEMES D'INFORMATION POUR LE SUIVI DES SRP ET OMD	25
2.3. DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES ET DES SYNTHESSES ECONOMIQUES	27
2.4. APPUI POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE DIFFUSION STATISTIQUE	30
2.5. RECHERCHE APPLIQUEE EN VUE DU DEVELOPPEMENT DES METHODOLOGIES ADAPTEES AUX SSN DES ETATS MEMBRES	31
3. APPUIS DIRECTS AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX	32
3.1. RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES ETATS MEMBRES, DES ECOLES DE STATISTIQUE ET DES INSTITUTIONS D'INTEGRATION ECONOMIQUE SOUS-REGIONALES EN MATIERE D'ORGANISATION DES SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX	32
3.1.1. <i>Renforcement des capacités d'organisation institutionnelle et de coordination statistique</i>	<i>32</i>
3.1.2. <i>Coordination et suivi des appuis de PTF/reporting</i>	<i>33</i>
3.1.3. <i>Appui à l'élaboration et la mise en œuvre des SNDS et d'autres programmes de développement statistique</i>	<i>33</i>
3.1.4. <i>Appui à la formation</i>	<i>34</i>
3.1.4.1 PARTICIPATION AUX ACTIVITES INSTITUTIONNELLES DES ECOLES	34
3.1.4.2 APPUI A LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE	35
3.1.5. <i>Autres activités de renforcement institutionnel</i>	<i>36</i>
3.1.5.1 PARTICIPATION AUX REUNIONS D'ORDRE INSTITUTIONNEL	36
3.1.5.2 PARTICIPATION AUX REUNIONS D'ORDRE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE	38
3.2. APPUI POUR LE DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LA CONCEPTION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI ET EVALUATION DES STRATEGIES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE ET DES OMD	39
3.2.1. <i>Appui au développement des systèmes d'information opérationnels pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD</i>	<i>39</i>
3.2.2. <i>Appui à l'amélioration des systèmes d'information de suivi des stratégies sectorielles</i>	<i>40</i>
<i>Amélioration des systèmes d'information sur le marché du travail (SIMT)</i>	<i>40</i>
<i>Projet de recherche sur le secteur informel en Afrique</i>	<i>40</i>
<i>Projet de recherche sur le travail décent en Afrique</i>	<i>40</i>
3.2.3. <i>Amélioration des statistiques socio-démographiques et du développement rural</i>	<i>40</i>
PARTICIPATION A LA PREPARATION DE LA SERIE DES RECENSEMENTS 2010	41
APPUIS TECHNIQUES POUR L'EXPLOITATION DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL	41
3.2.4. <i>Suivi des conditions de vie des ménages</i>	<i>42</i>

3.3.	APPUI AU DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES ET SYNTHESSES ECONOMIQUES	43
3.3.1.	<i>Amélioration des statistiques économiques de base</i>	<i>43</i>
3.3.1.2	<i>Amélioration des statistiques d'entreprises.....</i>	<i>46</i>
3.3.2.	<i>Nomenclatures d'activités et de produits.....</i>	<i>47</i>
3.3.3.	<i>Appuis en conjoncture et prévision</i>	<i>47</i>
3.3.4.	<i>Comptabilité nationale.....</i>	<i>49</i>
3.4.	APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DE DIFFUSION.....	49
3.4.1.	<i>Appui a la gestion des sites Internet et à l'amélioration des connectivites.....</i>	<i>50</i>
3.4.2.	<i>Appui à la diffusion</i>	<i>51</i>
3.4.3.	<i>Développement de la plate-forme éditoriale commune.....</i>	<i>51</i>
4.	ETUDES ET RECHERCHE APPLIQUEE	52
	CONCLUSION	54
	ANNEXES	55
	ANNEXE 2 : APPUIS DIRECTS AUX ETATS.....	60
	ANNEXE 2.2 : EVALUATION DES COUTS DES APPUIS DIRECTS AUX ETATS MEMBRES EN FCFA.....	84
	ANNEXE 3 : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2009 AU 31 DECEMBRE 2009	86

ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

2gLDB	<i>Live Data Base</i> 2ème génération
ACBF	African Capacity Building Foundation
AFC	Analyse factorielle des correspondances
ACM	Analyse des correspondances multiples
ACP	Analyse en composantes principales
AFCAS	Commission des Statistiques Agricoles pour l'Afrique
AFD	Agence française pour le développement
AFRILB	Base de données socio-économiques d'AFRISTAT / Adaptation de 2gLDB
AFRIPUB	Module d'automatisation des publications de AFRILDB
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne – Bamako
AFRITAC	Centre d'appui technique pour l'Afrique du FMI
AMAO	Agence monétaire de l'Afrique de l'ouest
ANSD	Agence nationale de la statistique et de la démographie - Sénégal
APU	Administration publique
BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des Etats d'Afrique de l'ouest
BEAC	Banque des Etats d'Afrique centrale
BDCEA	Bulletin des données conjoncturelles des Etats membres d'AFRISTAT
BIT	Bureau international pour le travail
CAMES	Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur
CAS	Centre africain de la statistique
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest – Abuja
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale – Bangui
CEPED	Centre Français sur la Population et le Développement
CERA	Centre d'études et de recherches d'AFRISTAT
CHAPO	Calcul harmonisé des prix par ordinateur
CILSS	Comité inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel
CITI	Classification internationale type par activité
CNSEE	Centre national de la statistique et des études économiques
CPC	Central products classification
CPS	Cellule de planification et des statistiques
COCOZOF	Comité de convergence de la Zone Franc
CODESA	Conférence des écoles de statistique africaines
COICOP	Classification of Individual Consumption by Purpose
CRESMIC	Cadre de référence et support méthodologique minimum commun pour la conception d'un système d'information pour le suivi des DSRP et des OMD
CSLP	Cellule chargée de la stratégie de lutte contre la pauvreté
DataBank	Banque de données d'enquêtes et de recensements statistiques
DESC	Division des Etudes, des Statistiques et de la Coopération
DESS	Diplôme d'études supérieur spécialisé
DGSCN	Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale
DMAS	Division méthodes et analyse statistique
DSNU /UNSD	Division Statistique des Nations unies
DSF	Déclarations statistiques et fiscales
DSP	Description structurée des produits
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
EBC	Enquête budget consommation
EDM	Enquête dépenses des ménages
EDS	Enquête démographique et de santé
EESIC	Enquête sur l'emploi et le secteur informel en milieu urbain au Congo
EICVM	Enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages
ELIM	Enquête légère annuelle auprès des ménages
ENSAE-Sénégal	Ecole nationale de la statistique et de l'analyse économique – Dakar
ENSAE	Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique – Paris
ENSEA	Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée - Abidjan
EPC	Enquête post censitaire
EPCV	Enquête prioritaire sur les conditions de vie
ERETES	Equilibre ressources – emplois, Tableau entrées-sorties
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FCFA	Franc de la Communauté financière d'Afrique

FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
FSP	Fonds de solidarité prioritaire
GAR	Gestion axée sur les résultats
GFHR	Global Forum for health research
GRAFFOS	Groupe africain pour la formation statistique et les ressources humaines
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
IIS	Institut international de statistiques
INSTAT	Institut malien de statistiques
INS	Institut national de statistique
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
IOF	Enquête sur les dépenses des ménages
ISE	Ingénieur statisticien économiste
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques – Paris
INSEED	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques – Tchad
IPC	Indice des prix à la consommation
ISSEA	Institut Sous-régional de Statistique et d'Économie Appliquée de Yaoundé
ISTEEBU	Institut de statistiques et études économiques de Burundi
LMD	Licence, Master et Doctorat
LMIS	projet d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et de la gestion du système d'information du marché du travail en Afrique (LMIS) Labour market information system
MAPS	Plan d'action de Marrakech pour la statistique
MIGMAC	mesurer les inégalités de genre des ménages ouest-africain en matière de consommation
NACCA	Needs Assessment Conference on Census Analysis
NAEMA	Nomenclature d'activités des Etats membres d'AFRISTAT
NBS	National bureau of statistics
NCOA	Nomenclature de consommation en Afrique de l'Ouest
NOPEMA	Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT
OCDE	Organisation de coopération pour le développement économique
OHD	Observatoire du développement humain
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONS	Office national de la statistique – Nouakchott
PARIS21	Partenariat statistique au service du développement au XXI ^e siècle
PARSTAT	Programme régional d'appui statistique de l'UEMOA
PACDIP	Projet d'Appui à l'Amélioration du Circuit de la Dépense et du Suivi de la Pauvreté
PARCPE	Projet d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique
PCI	Programme de comparaison internationale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPP	Programme, projet, politique
PSTA	Programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010
PRIME Mali	Programme d'appui à la mise en œuvre de la SRP du Mali financé par ACBF
PTF	Partenaires techniques et financiers
QUIBB	Questionnaire unifié des indicateurs sur le bien-être
RCA	République centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RIFOSSA	Réseau d'institutions pour la formation statistique supérieure en Afrique
RGA	Recensement général de l'agriculture
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
SCAC	Service de coopération et d'action culturelle – de l'ambassade de France
SCN93	Système de comptabilité nationale version 93
SDMX	Statistics Data and Metadata eXchange
SDS	Schéma directeur statistique
SIMT	Système d'information sur le marché du travail
SISIA	Séminaire international sur le secteur informel en Afrique
SIRP	Système d'information pour la réduction de la pauvreté
SNDS	Stratégie nationale de développement de la statistique
SNF	Société non financière
SQS	Société et quasi société
SRP	Stratégies de réduction de la pauvreté
SSN	Système statistique national
STATCOM	Commission africaine pour la statistique
TABLO	Modèle quasi-comptable pour pays en voie de développement
TFSCB	Trust fund for statistic capacity building
UA	Union africaine
UEMOA	Union économique et monétaire Ouest africaine – Ouagadougou
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance

RESUME

Le présent rapport rend compte de la mise en œuvre du quatrième plan d'action annuel du PSTA 2006-2010 et présente également la suite réservée aux recommandations formulées au cours des dernières sessions du Conseil des Ministres et du Comité de direction.

Les activités menées au cours de l'année 2009 relèvent des principaux domaines du PSTA ci-après : (i) Renforcement des moyens de travail et activités d'ordre institutionnel d'AFRISTAT ; (ii) Renforcement des capacités institutionnelles et de coordination des systèmes statistiques nationaux (ssn) ; (iii) Appui au développement des systèmes d'information pour la mise en œuvre et le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) et des OMD ; (iv) Appui pour le développement des statistiques et des synthèses économiques ; (v) Recherche appliquée en vue du développement des méthodologies adaptées aux SSN des états membres ; et (vi) Appui pour le renforcement des capacités de diffusion statistique.

En matière de renforcement des moyens de travail de la Direction générale d'AFRISTAT, les activités menées étaient relatives à l'élaboration du programme de travail pour la période 2011-2015, à l'amélioration de la communication, à l'organisation des réunions statutaires, à la mobilisation des financements et au renforcement des partenariats.

Ainsi, sur le plan institutionnel, une réunion extraordinaire et une réunion ordinaire du Conseil scientifique, deux réunions du Comité de direction et une session du Conseil des Ministres se sont tenues. Les principales décisions prises ont concerné le financement d'AFRISTAT, notamment la reconstitution du Fonds AFRISTAT, l'approbation des rapports d'activité et d'exécution du budget 2008, du plan d'action et du budget 2010-2011 et l'élaboration du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2011-2015. En particulier, le Conseil des Ministres en sa 18^{ème} session a autorisé la conduite d'une étude approfondie sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT et a fixé les orientations stratégiques pour l'élaboration du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2011-2015.

Concernant la communication, La lettre d'AFRISTAT, le Site web et le rapport d'activité illustré en constituent les principaux supports. Quatre numéros de « La lettre d'AFRISTAT » ont été diffusés et le site Internet a été "relooké". Cinq numéros du bulletin des données conjoncturelles des Etats membres ont été diffusés. Le rapport d'activité 2008 en format illustré a été publié.

Pour la mobilisation des contributions au titre du Fonds AFRISTAT 2006-2015, des visites de travail ont été conduites dans certains pays et des lettres de relance ont été envoyées aux autorités compétentes des Etats membres concernés. Le partenariat a été renforcé par la signature (i) d'un Protocole d'accord avec la BAD pour la mise en œuvre du Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux¹ en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats, (ii) d'une Convention de prestation de service pour fournir une assistance technique à la

¹ Les pays bénéficiaires sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, RCA, Comores, Congo, RDC, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Tchad et Togo pour les pays FAD. Gabon et Guinée pour les pays BAD.

Commission de la CEMAC et aux INS de ses Etats membres dans le cadre de la réalisation du projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation finale, (iii) d'une Convention avec la Banque mondiale pour la mise en œuvre du projet de Plate-forme éditoriale commune des INS, (iv) d'un protocole d'accord de don avec ACBF pour l'amélioration des statistiques du marché du travail et de renforcement de la gestion de l'information sur le marché du travail et des systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique, (v) d'un contrat de subvention avec la Commission de l'UEMOA pour aider les pays à accélérer la production des comptes nationaux et (vi) d'autres arrangements avec des centres de recherche dans le domaine de la pauvreté et du secteur informel.

Pour ce qui est du renforcement des capacités institutionnelles des SSN, la Direction générale a poursuivi l'amélioration des outils de pilotage et de suivi des SNDS et sa coopération avec les écoles de formation.

Elle a contribué à la réalisation des revues par les pairs des INS du Burkina Faso et du Niger. Sur recommandation du Comité de direction, un séminaire-atelier sur les outils de pilotage et de suivi de la mise en œuvre des SNDS à l'attention des responsables de la programmation des activités des INS a été organisé. Au cours de ce séminaire, les principaux outils de suivi et évaluation des SNDS ont été présentés ainsi que les besoins des Etats en matière d'assistance d'AFRISTAT pour la période 2010-2011. Des recommandations relatives au renforcement du plaidoyer, à la nécessité pour les INS d'élaborer des programmes annuels de travail et des rapports d'activité annuels, à la vulgarisation de la gestion axée sur les résultats et à l'intégration de la SNDS dans le DSRP ont été formulées et validées par les Directeurs généraux des INS. Des appuis directs ont été également apportés aux SSN pour l'élaboration de leur SNDS.

Dans le domaine de la formation, le partenariat avec les écoles s'est poursuivi à travers la participation aux réunions de la CODESA, la gestion pour le compte des écoles d'un projet de renforcement des écoles de statistique d'Afrique francophone financé par la Banque mondiale, l'animation de cours dans divers domaines de la statistique (management des SSN, planification stratégique et gestion axée sur les résultats, analyse de la pauvreté, statistiques des prix et systèmes d'information) et assurer l'encadrement de quelques stagiaires.

S'agissant de l'appui au développement de systèmes d'information pour le suivi des politiques de développement économique et social, et des conditions de vie des ménages, AFRISTAT a poursuivi l'amélioration des systèmes d'information sectoriels notamment, dans le domaine du travail et du secteur informel. Au titre des statistiques du travail, les activités se sont inscrites dans le cadre du Projet régional d'amélioration des statistiques du marché du travail et de renforcement de la gestion de l'information sur le marché du travail et des Systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique phase II. Au niveau du secteur informel, AFRISTAT, chef de file du Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique, a préparé un plan d'action pour l'amélioration et le suivi des statistiques du secteur informel en Afrique sur la période 2010-2012. Ce plan a été validé par StatCom-Africa en janvier 2010. En plus des travaux du Groupe, AFRISTAT est associé à la mise en œuvre d'un projet de recherche sur le secteur informel en Afrique en partenariat avec l'ISS (Institut des études sociales) des Pays-Bas. Dans le domaine des statistiques sociodémographiques, des réflexions sur des stratégies pour réduire

les coûts des RGPH et la réalisation d'un RGPH simultané et harmonisé dans les Etats membres de l'UEMOA se sont poursuivies ainsi que les appuis directs pour l'amélioration des statistiques d'état civil.

Dans le domaine du renforcement des capacités techniques pour la production de statistiques fiables et comparables, deux cadres méthodologiques harmonisés pour la mise en place et la gestion de répertoires d'entreprises et pour l'élaboration d'indices de la production industrielle ont été élaborés. Le Conseil des Ministres, lors de sa 18^{ème} session, a adopté deux règlements rendant obligatoire l'application de ces méthodologies. Leur application effective permettra à chaque Etat membre de disposer d'un répertoire d'entreprises et d'un indice de la production industrielle comparable d'un Etat à un autre. Cela contribuera à l'amélioration des outils de suivi de la conjoncture économique et à l'établissement des comptes nationaux. Au plan régional, l'exercice de la surveillance multilatérale des économies et le suivi et évaluation des politiques communautaires dans le secteur de l'industrie connaîtront une nette amélioration. Depuis l'adoption de ces méthodologies, cinq pays (Burkina Faso, Burundi, RCA, Guinée et Niger) ont entamé la mise place de leur répertoire et de leurs indices harmonisés de la production industrielle avec l'appui d'AFRISTAT. Outre la mise à disposition de ces deux importants outils méthodologiques, il convient d'indiquer le démarrage des travaux de rénovation des nomenclatures d'activités et de produits des Etats membres. Ces nomenclatures rénovées renforceront l'harmonisation et la coordination statistiques.

Dans le même domaine, les travaux de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC) des Etats membres de l'UEMOA et ceux relatifs à la mise en place d'un projet IHPC-CEMAC se sont poursuivis. Concernant le projet de rénovation des indices des prix des Etats membres de l'UEMOA, tous les dispositifs rénovés de production desdits indices sont fonctionnels. Tous les pays ont pu calculer les IHPC de 2008 et 2009. Les dispositifs seront adoptés par le Conseil des Ministres de l'UEMOA en 2010. Au niveau de la CEMAC, les dispositifs de production des indices ont été évalués en vue de leur renforcement et une convention a été signée avec AFRISTAT pour la mise en place d'un projet d'harmonisation de ces indices.

Dans le domaine du renforcement des capacités en matière de synthèses économiques et du suivi de la conjoncture, les actions de formation se sont poursuivies.

Pour ce qui est de la comptabilité nationale, AFRISTAT a poursuivi ses appuis aux Etats membres pour le rattrapage de leurs retards dans l'élaboration des comptes nationaux et à renforcer leurs capacités dans l'analyse des agrégats macroéconomiques. Ainsi une assistance technique directe, deux ateliers et un séminaire régional ont été effectués. Le premier atelier avait trait à l'affinement de la méthode de reconstitution d'années comptes manquantes dans des séries de comptes nationaux préconisée pour le rattrapage des retards dans l'élaboration des comptes nationaux.. Le second atelier a porté sur l'analyse des agrégats macroéconomiques. Lors de cet atelier, le cadre général d'analyse des comptes a été adopté et les comptables nationaux ont été formés aux différentes techniques d'analyse des comptes et de l'appréciation de leur cohérence avec les autres comptes macroéconomiques. Au cours du séminaire régional tenu en septembre 2009, le guide méthodologique d'interpolation et celui portant sur la validation, l'analyse, la publication et la diffusion

des comptes nationaux ont été validés. Des appuis techniques apportés au Burkina Faso, au Burundi, à la RCA, à la Guinée, au Mali, à la Mauritanie, au Niger, au Sénégal, au Tchad et au Togo ont permis de finaliser ou de consolider leurs comptes nationaux.

Concernant le suivi de la conjoncture économique, trois séminaires ont permis de renforcer les capacités des experts nationaux, notamment en matière de publication et de modélisation. Les deux premiers, tenus de façon alternative en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, ont concerné tous les pays et ont porté sur la conjoncture du premier semestre 2009 et prévisions économiques 2009-2010 dans les Etats. Le troisième, qui a concerné le groupe de pays les plus avancés, s'était focalisé sur les techniques de production rapide de publications conjoncturelles. Au cours de ces séminaires, les experts nationaux se sont engagés à réduire les délais de publication, à accélérer la mise en place ou la rénovation des modèles de projection macroéconomique à court terme, à mettre en place des bulletins de données conjoncturelles et des notes de prévisions macroéconomiques.

Dans le domaine de la diffusion et de la communication, à la suite du séminaire sur la communication institutionnelle et utilisation du web pour la promotion des Instituts nationaux de statistique tenu à Libourne du 7 au 11 juillet 2008, un projet d'élaboration d'une plate-forme éditoriale commune a été élaboré. Il a bénéficié d'un financement du Trust Fund de renforcement des capacités statistiques de la Banque mondiale.

Enfin, en matière de recherche et d'études les activités ont été centrées sur les travaux du projet sur l'évaluation des dépenses de recherche pour la santé dans trois pays pilotes (Burkina Faso, Cameroun et Mali) et sur le projet dénommé MIGMAC (mesurer les inégalités de genre des ménages ouest-africain en matière de consommation). Le premier mené en partenariat avec Global Forum for health research vise à proposer et tester une méthodologie pour l'évaluation des dépenses de recherches pour la santé. Le deuxième, axé sur la valorisation des données d'enquêtes est mené en partenariat avec le CePeD.

La mise en œuvre du plan d'action 2009 a été satisfaisante. Tous les partenaires ont fait montre d'une grande disponibilité pour accompagner la Direction générale et les Etats membres en mettant à leur disposition les financements et les appuis techniques nécessaires. Il convient de relever la disponibilité des responsables des INS pour soutenir AFRISTAT dans la définition et la mise en œuvre de ses interventions et la mobilisation des contributions de leur Etats respectifs au Fonds AFRISTAT.

Quelques difficultés ont, cependant, émaillé l'exécution du plan d'action. Il s'agit notamment de la lenteur observée au niveau du démarrage des activités des projets régionaux, de la mise œuvre d'activités non programmées et du report de certaines déjà programmées et de la lourdeur des procédures nationales de gestion qui ralentissent la mise en œuvre activités.

En termes de perspectives, AFRISTAT s'attèlera, au cours de l'année 2010 à finaliser le Projet de rénovation de l'IHPC-UEMOA et l'élaboration du programme de travail de moyen terme 2011-2015. Il entamera la mise en œuvre du plan d'action 2010-2011 qui renferme des chantiers nouveaux et en cours, notamment, le renforcement des conventions de travail et la réalisation d'études sur

l'amélioration des conditions de travail et sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT pour tenir compte de son développement actuel et futur.

INTRODUCTION

1. Le présent rapport rend compte de l'exécution du Plan d'action 2009 et des recommandations formulées lors de la dernière session du Conseil des Ministres et des deux dernières réunions du Comité de direction.
2. L'exécution du plan d'action 2009 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre ou la révision des stratégies nationales de développement statistique et des réflexions sur une meilleure coordination des actions des partenaires dans les Etats membres.
3. AFRISTAT a également pris part à un certain nombre de réunions internationales. Il s'agit notamment du sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine en février 2009 qui adopté la Charte africaine de la statistique, de la réunion du Consortium de PARIS21 et du 5^{ème} Symposium sur le développement statistique en Afrique à Dakar, respectivement, du 16 au 18 et du 19 au 21 novembre 2009, de la 40^{ème} session de la Commission statistique des Nations unies du 24 au 27 février 2009, de la 57^{ème} session de l'Institut international de statistiques (ISI) du 12 au 22 août 2009 à Durban en Afrique du Sud et d'autres rencontres portant sur les statistiques d'état civil, les statistiques agricoles, les recensements généraux de la population et le secteur informel.
4. Concernant les conditions de mise en œuvre du plan d'action, la Direction générale a, d'une part, pu bénéficier de l'appui des Etats membres à travers leur disponibilité lors des missions d'assistance et, d'autre part, des appuis des partenaires. Au ce dernier titre, AFRISTAT a signé des conventions de travail avec plusieurs institutions pour la mise en œuvre de projets et programmes de développement statistique. Il s'agit, notamment, (i) du Protocole d'accord avec la BAD pour la mise en œuvre du Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux² en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats, (ii) de la Convention de prestation de service pour fournir une assistance technique à la Commission de la CEMAC et aux INS de ses Etats membres dans le cadre de la réalisation du projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation finale, (iii) de la Convention avec la Banque mondiale pour la mise en œuvre du projet de Plate-forme éditoriale commune des INS et (iv) d'autres arrangements avec des centres de recherche.
5. S'agissant de la reconstitution des ressources propres pour la période 2006-2015, les Etats membres ont versé au moins 67,6%³ de leurs contributions malgré le report, par le Conseil des Ministres, de la date butoir au 31 décembre 2009 au lieu du 31 décembre 2008 initialement fixée. A cette date, cinq pays avaient versé 100% de leur contribution.
6. Les activités majeures réalisées au cours de cette année concernent l'organisation de divers ateliers et séminaires dans les domaines de la programmation stratégique, le démarrage des activités de la deuxième phase du Projet régional d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et la gestion du système d'information sur le marché du travail en Afrique, la poursuite de la mise en œuvre

² Les pays bénéficiaires sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, RCA, Comores, Congo, RDC, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Tchad et Togo pour les pays FAD.

³ Situation cumulée au 12 janvier 2010

du projet de rénovation de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) des Etats membres de l'UEMOA, le renforcement des capacités en production et analyse des comptes nationaux et, en suivi de la conjoncture économique, la révision des nomenclatures d'activités et des produits, et l'élaboration du Programme de travail de moyen terme d'AFRISTAT 2011-2015.

7. Outre le résumé, l'introduction et la conclusion, ce rapport s'articule autour de quatre parties principales. La première partie est relative au renforcement des moyens de travail et aux activités d'ordre institutionnel d'AFRISTAT. Elle rapporte la situation du personnel, des ressources matérielles et financières, rappelle les principales conclusions des réunions statutaires et présente l'état de la coopération avec les principaux partenaires techniques et financiers et les outils essentiels de travail de la Direction générale. La deuxième partie porte sur les principaux résultats atteints. La troisième est relative aux appuis apportés aux systèmes statistiques nationaux. Elle indique les interventions de la Direction générale dans le domaine du renforcement des capacités (institutionnelles, de collecte, d'analyse des données et de diffusion statistique) ainsi que dans celui de l'appui au développement des systèmes d'information pour la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté. La quatrième partie rend compte des résultats des études et de la recherche appliquée.

8. Le rapport comporte cinq annexes. La première fait le point de la mise en œuvre des recommandations des réunions précédentes des instances, la deuxième est relative aux appuis directs apportés aux Etats membres ; la troisième annexe concerne la matrice des réalisations du Plan d'action 2009 qui indique les résultats obtenus au cours de l'année 2009. La quatrième annexe est relative à la note faisant le point sur la mise en œuvre des règlements portant adoption et application de cadres méthodologiques communs pour la création et la gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et pour l'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle aux Etats membres d'AFRISTAT. La cinquième annexe est un document distinct du rapport qui présente les rapports d'exécution des programmes et projets exécutés par AFRISTAT.

1. RENFORCEMENT DES MOYENS DE TRAVAIL ET ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL D'AFRISTAT

9. En matière de renforcement de ses capacités d'intervention, la Direction générale s'est attelée à l'organisation des réunions statutaires, au renforcement des ressources humaines, à la mobilisation des ressources financières à travers l'élargissement de son partenariat et à l'élaboration de son programme de travail de moyen terme 2011-2015. Elle a aussi poursuivi ses travaux dans les domaines de la diffusion, de la communication, de la documentation et de la gestion de ses bases de données.

1.1. Renforcement des ressources humaines, matérielles et financières

1.1.1. Renforcement des ressources humaines

10. Le renforcement des capacités de la Direction générale en ressources humaines s'est poursuivi au cours de l'année 2009 par le recrutement de six experts (deux experts en statistiques des prix, un expert en comptabilité nationale, un expert en suivi et évaluation des SNDS, un expert en système d'information sur le marché du travail et un expert en statistiques démographiques et sociales) et de trois cadres administratifs et financiers ainsi que d'un assistant comptable⁴. Les départs du chef du service administratif et financier en fin de détachement et du cadre administratif recruté au cours de l'année ont été enregistrés. Tout compte fait, AFRISTAT enregistre une augmentation de l'effectif de son personnel. En effet, au 31 décembre 2009, le personnel était composé d'une équipe de vingt huit experts (contre vingt un en fin 2008) dont quinze sont pris en charge par le Fonds AFRISTAT et les autres par la Coopération française et des projets financés par des partenaires (Cf. tableau n°1)

11. L'équipe des experts est assistée par le personnel d'appui administratif et technique composé de quinze agents.

12. Par ailleurs, les capacités des experts ont été renforcées à travers des formations in situ (mise en place de répertoires d'unités économiques, anglais et communication institutionnelle sur le Web).

⁴ Un des experts en statistique des prix, l'expert en statistiques sociodémographiques, l'assistant comptable et deux cadres administratifs et financiers ont été recrutés sur le Fonds AFRISTAT

Tableau n°1 : Etat du personnel au 31 décembre 2009

Domaines	Répartition par source de financement		TOTAL
	Fonds AFRISTAT	Autres sources de financement	
Experts			
Management	2	0	2
Comptabilité nationale	2	2	4
Macroéconomie	1	1	2
Informatique	2	2	4
Statistiques des prix	1	3	4
Statistiques agricoles	1	0	1
Statistiques d'entreprises	1	0	1
Enquêtes auprès des ménages	1	0	1
Statistiques sociodémographiques	1	2	3
Analyse de la pauvreté	1	0	1
Organisation institutionnelle des SSN	1		1
Planification stratégique et GAR	1		1
Système d'information pour le suivi et évaluation des SNDS	0	1	1
Système d'information sur le marché du travail	0	1	1
Autres	0	1	1
Sous-total 1	15	13	28
PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE			
Administration	1	1	2
Comptabilité	2	1	3
Finances	1	0	1
Secrétariat	3	0	3
Documentation	1	0	1
Reprographie	1	0	1
Liaison	1	0	1
Chauffeurs	3	0	3
Sous-total 2	13	2	15
TOTAL	28	15	43

13. Les experts ont participé également à des formations organisées par des institutions partenaires dans les domaines du traitement des séries chronologiques, de la modélisation des séries temporelles, des statistiques du commerce extérieur, du calcul des parités des pouvoirs d'achat, de la gestion des bases de données, de l'analyse des données des recensements généraux de la population et de l'habitat et des enquêtes post censitaires.

14. Dans le cadre de la mise en œuvre du cadre régional de formation continue, des fiches techniques ont été élaborées et postées sur le site Internet d'AFRISTAT. Les besoins de formation en bureautique du personnel ont été identifiés et ont fait l'objet d'une consultation restreinte pour une programmation future.

1.1.2. Locaux et équipements

15. L'amélioration des moyens de fonctionnement de la Direction générale s'est poursuivie par l'acquisition et l'installation de nouveaux équipements informatiques et de reproduction afin d'optimiser le fonctionnement du réseau informatique d'AFRISTAT (nouveaux éléments du réseau, nouveau routeur internet, etc.). Certaines configurations ont en outre permis de fluidifier le trafic sur Internet. Le parc automobile a été partiellement renouvelé avec l'acquisition d'un véhicule tout terrain après la réforme d'un autre véhicule du même type.

1.1.3. Financement des activités en 2009

16. Pour le financement des activités, un montant de 3 246,6 millions de francs CFA a été mobilisé dont 1 172,5 millions de francs CFA du Fonds AFRISTAT et 2 074,1 millions au titre des partenaires.

17. En dépenses, le budget AFRISTAT a été exécuté à 85,1% contre 85,7% en 2008. L'exécution du budget n'a pas connu de difficultés particulières.

18. Concernant la reconstitution du Fonds AFRISTAT 2006-2015, le Conseil des Ministres, lors de sa dix-huitième session avait pris une résolution fixant exceptionnellement le 31 décembre 2009 comme date butoir ultime pour permettre à tous les Etats membres de s'acquitter entièrement de leurs engagements. Pour la mise en œuvre de cette résolution, la Direction générale a saisi par courrier les Etats concernés. A cette échéance, seulement sept Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Mali et Togo) se sont acquittés intégralement de leurs contributions. Outre le Bénin qui a totalement épongé sa dette (189 millions de FCFA soit 275 932,72 Euros), seuls la Mauritanie et le Gabon ont consolidé leurs contributions au cours de l'année à hauteur de 123 677,53 Euros et 190 560,77 Euros respectivement. Le Gouvernement français a versé une somme de 550 000 euros sur un reliquat de 2,2 millions d'euros. Le taux de mobilisation des contributions des Etats membres au 12 janvier 2010 s'est établi à 67,6% contre 61,7% en 2008 à la même date.

1.2. Renforcement du cadre d'organisation et de gestion

19. Suite à la revue à mi-parcours du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT 2006-2010 (PSTA), la Direction générale a élaboré des orientations stratégiques du programme de travail d'AFRISTAT 2011-2015. Adoptées par le Conseil des Ministres en avril dernier, elles ont été traduites en anglais et diffusées sur le site Internet d'AFRISTAT. Les orientations au nombre de cinq se déclinent comme suit :

- Consolider les acquis résultant de la mise en œuvre des programmes de travail antérieurs ;
- Elargir les domaines d'intervention d'AFRISTAT aux statistiques sectorielles et aux nouvelles thématiques ;
- Développer et mettre en œuvre des méthodes alternatives et complémentaires pour une production statistique durable et plus régulière ;
- Inscrire l'action d'AFRISTAT dans une dynamique de réponse aux sollicitations de son élargissement à d'autres Etats ;
- Mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du programme de travail 2011-2015. Sur la base de ces orientations, la Direction générale, avec l'appui des Etats membres élaborera son programme de travail 2011-2015.

20. Sur la base de ces orientations, la Direction générale a défini les propositions d'objectifs et de résultats attendus du programme qui ont été approuvés par le Comité de direction en octobre 2009. Le document final sera examiné lors de la prochaine session du Comité de direction.

1.3. Organisation des réunions statutaires d'AFRISTAT et atelier des Directeurs Généraux des instituts nationaux de statistique sur les outils de pilotage et de suivi et évaluation de la mise en œuvre des SNDS

1.3.1. Réunions statutaires d'AFRISTAT

21. La Direction générale a organisé la 18^{ème} session ordinaire du Conseil des Ministres, la 19^{ème} réunion du Comité de direction et une réunion extraordinaire du Conseil scientifique, respectivement, le 16 avril, du 13 au 15 avril et les 9 et 10 avril 2009 à Ouagadougou (Burkina Faso) et la 20^{ème} réunion du Comité de direction les 13 et 14 octobre 2009 et la 14^{ème} session du Conseil scientifique du 30 septembre au 2 octobre 2009 à Bamako (Mali). Ces rencontres ont permis de traiter des aspects touchant à la gestion courante et de prendre des décisions importantes relatives à l'avenir d'AFRISTAT.

22. Le Conseil des Ministres a fixé les orientations stratégiques pour l'élaboration du programme de travail de moyen terme d'AFRISTAT au titre de la période 2011-2015 et a instruit la Direction générale de respecter la feuille de route établie (cf. 1.2).

23. Sur la base des conclusions de l'étude « diagnostic institutionnel d'AFRISTAT », le Conseil des Ministres a autorisé le lancement d'une étude approfondie sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT pour tenir compte de son développement actuel et futur. Cette étude, dont les résultats devraient être disponibles avant fin 2012 au plus tard, doit porter aussi bien sur l'évaluation des ressources de l'institution au titre de la période 2016-2025, que sur les propositions de réponses à apporter aux sollicitations sur l'extension des interventions d'AFRISTAT à d'autres Etats et communautés économiques régionales.

24. Le Conseil des Ministres a pris la résolution d'organiser une session de ses travaux, une fois tous les deux ans, en dehors des réunions des Ministres des Finances de la Zone Franc.

25. Le Conseil des Ministres a adopté des règlements relatifs au Cadre pour la création et la gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et à une Méthodologie pour l'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle communs aux Etats membres d'AFRISTAT. Il a invité chaque Etat membre à disposer d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et d'un indice de la production industrielle conformes aux cadres méthodologiques communs. A cet effet, il a également invité les institutions d'intégration économique sous-régionales et les partenaires à leur apporter les appuis nécessaires.

26. Outre l'adoption du rapport d'activité, du rapport d'exécution du budget 2008 et du plan d'action et du budget 2010, le Comité de direction a :

- dans un souci d'améliorer les conditions de vie et de travail du personnel, approuvé les termes de référence pour la mise en place d'un régime de retraite en faveur des experts et autorisé la réalisation de l'étude y relative ;
- défini les étapes pour le recrutement du directeur général et du directeur général adjoint ;

- approuvé les objectifs, les résultats proposés et le plan du document du programme de travail d'AFRISTAT 2011-2015 ;
- approuvé les termes de référence de l'étude sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT et le Fonds AFRISTAT 2006-2015 ;
- décidé de mettre en place un groupe de travail chargé du plaidoyer pour la pérennisation d'ERETES.

27. Par ailleurs, les Directeurs généraux des INS ont pris la résolution d'inviter la Direction d'AFRISTAT aux différentes sessions de leur Conseil national de la statistique.

28. Le Conseil scientifique, en plus des recommandations au Comité de direction, a prodigué quelques conseils à la Direction générale, aux Directeurs des INS et aux Directeurs des écoles. Ainsi, il a demandé à la Direction générale d'adopter une attitude proactive envers les Etats membres en vue de leur apporter des conseils pour l'expression de leurs besoins en assistance technique. Il a suggéré aux Directeurs des INS de mettre l'accent sur la sensibilisation et le retour aux enquêtés pour une collecte satisfaisante des données sur les entreprises et d'accorder une attention particulière aux plans de mise en œuvre des SNDS en vue de la mobilisation des ressources financières nécessaires. Quant aux directeurs des écoles, il les a invités à mener une action concertée pour la reconnaissance de leurs diplômés par le CAMES. Le Conseil a fortement encouragé les statisticiens francophones des organismes, des institutions et des écoles à s'organiser pour améliorer leur capacité de communication en anglais.

1.3.2. *Atelier des Directeurs Généraux des instituts nationaux de statistique sur les outils de pilotage et de suivi et évaluation de la mise en œuvre des SNDS*

29. La 20^{ème} session du Comité de direction a été précédée d'un atelier des directeurs généraux des INS sur les outils de pilotage, de suivi et évaluation de la mise en œuvre des SNDS. L'objectif général de l'atelier était de mener des réflexions sur la meilleure façon de mettre en œuvre les SNDS et rendre compte des résultats issus de leur mise en œuvre. Les objectifs spécifiques se présentent comme suit : (i) faire ressortir et analyser les obstacles qui entravent la mise en œuvre des SNDS et préconiser des pistes de solutions pour les surmonter ; (ii) échanger sur des modèles (canevas) d'outils de pilotage et de suivi et évaluation de la mise en œuvre des SNDS en vue de retenir des modèles harmonisés (communs) à utiliser par les Etats membres d'AFRISTAT ; (iii) restituer les résultats du séminaire-atelier des responsables de la programmation au sein des INS sur les outils de pilotage et de suivi et évaluation des SNDS et examiner les besoins en assistance technique des Etats membres à intégrer au Plan d'action 2010-2011 d'AFRISTAT ; (iv) examiner le rapport sur l'état d'avancement de l'élaboration du programme de travail de moyen terme d'AFRISTAT pour la période 2011-2015. A l'issue de l'atelier, les Directeurs Généraux ont validé les canevas de suivi et évaluation de la mise en œuvre de leur SNDS, exprimé leurs besoins en matière d'assistance technique et ont fait leurs recommandations du séminaire-atelier des responsables de la programmation au sein des INS. Celles-ci étaient relatives, entre autres, à l'élaboration des programmes de travail annuel, à la vulgarisation de la pratique de la Planification stratégique, au renforcement de la culture de la gestion axée sur les résultats, au plaidoyer pour mobiliser des ressources financières nécessaires à la

mise en œuvre de la feuille de route et de la SNDS et à l'intégration de celle-ci dans le Document stratégique de réduction de la pauvreté afin d'assurer son financement.

1.4. Développement et gestion des bases de données

30. En tant qu'observatoire, AFRISTAT dispose de base de données sur ses Etats membres, sur ses interventions et les consultants et publie régulièrement un bulletin de données conjoncturelles.

1.4.1. Gestion de la base de données socio-économiques et de la banque de données d'AFRISTAT

31. Au cours de l'année 2009, la Direction générale a poursuivi la mise à jour de sa base de données socio-économiques, AFRILDB et de sa banque de données, la DataBank. La collecte et le traitement des données conjoncturelles en vue de l'alimentation de l'AFRILDB ont été réalisés. La validation des données a permis de publier sur le site Internet les numéros 13 à 16 du bulletin des données conjoncturelles des Etats membres d'AFRISTAT (BDCEA).

32. Des améliorations ont été apportées au module de publication d'AFRILDB qui permet maintenant d'obtenir des documents PDF en format A4 ou A5 en mode portrait ou paysage. Les documents sont en outre davantage paramétrables (titre, bas de page, composition, etc.).

33. La base de données AFRILDB a été étendue aux données structurelles. Ainsi, des indicateurs supplémentaires liés aux données structurelles recueillies auprès des Etats y ont été introduits. Les recueils de données des Etats créés par Afripub ont été révisés et sont disponibles sur le réseau interne. Ils seront ensuite mis en ligne sur le site Internet de la Direction générale.

34. Une mission d'étude d'AFRISTAT s'est rendue en septembre 2009 à la BAD (Tunis) qui utilise depuis près d'un an un nouveau système de bases de données de la Banque mondiale. Cette mission a permis de constater in situ les avantages à retirer d'un tel système. Les réflexions sur un projet de déploiement de cet outil avec l'appui de la BAD sont en cours avec comme objectif une concrétisation en 2010.

1.4.2. Gestion des bases de données des ordres et rapports de mission et des consultants

35. La base de données des rapports et ordres de mission d'AFRISTAT et celles de consultants sont régulièrement mises à jour. Ces bases de données ne sont consultables qu'en interne. La base de données des consultants sert à AFRISTAT et à ses partenaires pour l'identification d'experts pour la réalisation de projets ou consultations.

1.5. Diffusion, publication et documentation

1.5.1. Gestion du site Internet d'AFRISTAT

36. AFRISTAT continue de diffuser à travers son site Internet des informations sur l'actualité statistique africaine et internationale et des données statistiques conjoncturelles et structurelles sur ses Etats membres.

37. Le site web d'AFRISTAT a été réécrit en 2009. En plus de la convivialité, les améliorations concernent la mise en place d'un mécanisme d'interrogation des données conjoncturelles qui permet aux internautes de sélectionner des indicateurs parmi la liste disponible en fonction d'une

combinaison de pays, thèmes et sous thèmes. Le résultat s'affiche sous forme de tableau exportable vers Excel. Un système automatisé de mise à jour est en place afin de garantir chaque semaine une copie des données de la base d'AFRISTAT vers le site web.

1.5.2. Collecte des données statistiques auprès des systèmes statistiques nationaux des Etats membres d'AFRISTAT

38. La collecte des données institutionnelles, structurelles et conjoncturelles selon le nouveau dispositif a été lancée dans quinze Etats membres ayant signé des conventions de travail ou des contrats de consultation avec AFRISTAT. Il s'agit des Etats membres suivants : Benin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, RCA, Sénégal et Togo. Les questionnaires dûment remplis des douze pays suivants ont été réceptionnés et sont en cours de vérification de cohérence : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Niger, RCA, Sénégal et Togo.

1.5.3. Communication et diffusion

39. Au cours de l'année 2009, la Direction générale a poursuivi la réalisation et la diffusion de documents techniques et informationnels. Quatre (4) numéros de La lettre d'AFRISTAT (47, 48, 49 et 50) ont été élaborés et diffusés ainsi que le rapport d'activité 2008, format illustré.

40. Les ouvrages méthodologiques suivants élaborés par AFRISTAT ont été ajoutés à la liste du site Internet : (i) Méthodologie d'élaboration de la ligne de pauvreté sur une base harmonisée : bilan dans les Etats membres d'AFRISTAT ; (ii) Document méthodologique d'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle – IHPI ; (iii) Document méthodologique de création et de gestion des répertoires d'entreprises.

41. Par ailleurs, il faut signaler que la participation d'AFRISTAT à la réunion du Consortium de PARIS21 et au 5^{ème} symposium sur le développement de la statistique, tenus en novembre 2009 à Dakar (Sénégal) a été une occasion pour développer et mettre en œuvre une campagne de communication active, notamment par une participation remarquée à l'exposition internationale et la distribution de divers objets publicitaires.

42. Dans le domaine de la documentation, les listes des nouvelles acquisitions sont diffusées régulièrement et les abonnements ont été renouvelés en début d'année 2009.

1.5.4. Participation aux séminaires et ateliers internationaux

43. Au cours de l'année 2009, les experts d'AFRISTAT ont participé à plusieurs séminaires, ateliers et forums concernant directement ou indirectement la statistique au cours desquels des contributions remarquables ont été faites.

44. Les rencontres étant organisées par des institutions disposant de moyens de diffusion accessibles à tous, il est seulement ici rappelé les dénominations des rencontres sans aller dans les détails. Ainsi, AFRISTAT a pris part à la 40^{ème} session de la Commission statistique des Nations unies, aux réunions de la Zone franc, à la 57^{ème} session de l'Institut International de Statistiques (ISI), à la 12^{ème} Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine, à la réunion du Comité technique spécialisé sur les questions statistiques de la CEDEAO, à la conférence mondiale sur

l'échange des données statistiques et des métadonnées organisée à l'OCDE, et d'autres réunions organisées par diverses institutions partenaires (AFRITAC, PARIS21, CODESA, CESD-Statisticiens pour le développement, BAD, Afrique du Sud, CEA, UA, FAO, OIT, BIT, etc.).

1.6. Coopération avec les partenaires techniques et financiers⁵

45. AFRISTAT a poursuivi au cours de l'année 2009, le renforcement de ses liens de coopération et de collaboration avec plusieurs partenaires au développement. Les apports dont a bénéficié AFRISTAT ont permis de réaliser plusieurs activités conformes à celles préconisées par le PSTA. Au cours de l'année 2009, les financements mobilisés auprès des partenaires se sont élevés à

1.6.1. Coopération française

46. Une partie de la subvention de 1,8 millions d'euros soit 1,180 milliards de francs CFA accordée en fin 2007 pour la mise en œuvre du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT 2006-2010 (PSTA) sur la période 2008-2009 a permis à AFRISTAT de poursuivre le renforcement des capacités de ses Etats membres.

47. L'exécution de la Convention de prestation de service d'un montant de 86 215 000 FCFA pour la mise en œuvre des programmes d'activités des Instituts nationaux de statistiques (INS) des Etats membres dans le cadre de l'exécution du volet relatif à l'Indice harmonisé des prix à la consommation du Programme statistique régional de la CEMAC signée entre le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France en RCA et AFRISTAT s'est poursuivie en 2009. Le rapport final d'exécution de cette convention a été transmis au SCAC.

48. La mise en œuvre des activités de la Convention particulière dans le cadre du projet d'appui aux administrations économiques et financières de Mauritanie (PAFIEM), signée en 2008 entre le SCAC de l'Ambassade de France en Mauritanie et AFRISTAT s'est poursuivie en 2009. Cette convention, d'un montant de 12 366 100 FCFA a pour objet la réalisation d'un programme de formation et de prestation d'expertise pour : (i) la validation du cheminement des comptes nationaux sur la période 2002-2004 avec le modèle TABLO et sa conversion en un modèle de prévision de court terme, en y incluant notamment un module pétrole ; (ii) l'évaluation après une année d'existence et l'actualisation de l'indice de la production industrielle (IPI) ; (iii) la mise en place de la base de données économiques à la Direction de la prévision et de l'analyse économique et (iv) la poursuite des travaux initiés en 2004-2005 avec l'INSEE sur la modélisation macroéconomique de long terme, par l'analyse de l'existant et la définition du cahier des charges pour un modèle de prévision de long terme.

1.6.2. Partenariat avec les organisations régionales et sous-régionales

49. La Commission de l'UEMOA a confié à AFRISTAT, en 2007, la mise en œuvre du projet de rénovation de l'IHPC dans les Etats membres de cette union. Une convention, appelée "Convention d'exécution de travaux statistiques" d'un montant de 2 268 296 800 francs CFA a été signée entre AFRISTAT et l'UEMOA pour la réalisation du projet de rénovation de l'IHPC entre 2007 et 2009 dans les Etats membres de l'UEMOA. Cette convention a fait l'objet, en 2008, d'un premier avenant d'un montant de 500 196 480 FCFA pour le développement d'un nouveau logiciel de production de l'indice

⁵ En annexe 4, en volume séparé, un rapport fait le point de la mise en œuvre des projets de grande envergure

harmonisé des prix à la consommation des Etats membres de l'UEMOA et pour l'élaboration du cahier des charges relatif à ce développement. Cette convention a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2010 pour la finalisation de l'élaboration de l'application et pour l'analyse des données collectées auprès des ménages.

50. Avec la CEMAC, AFRISTAT a signé une Convention de service d'un montant de 2 577 661 300 FCFA pour fournir une assistance techniques aux INS à ses Etats membres et à la Commission de la CEMAC dans le cadre de la réalisation du projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation finale dans ses deux volets enquête auprès des ménages et collecte des prix de base. La durée de la Convention est de 24 mois à compter de sa date de notification. Le montant de la convention se répartit comme suit : 371 701 300 FCFA pour l'assistance technique d'AFRISTAT et 367 600 000 FCFA pour chacun des INS des Etats membres de la CEMAC.

51. AFRISTAT a continué à marquer son intérêt pour les activités statistiques initiées par la CEA et la Commission de l'Union africaine.

1.6.3. Partenariat avec la BAD

52. La BAD et AFRISTAT ont signé, courant 2009, un protocole d'accord d'un montant de 8 858 190 USD soit 4 623 975 180 FCFA pour la mise en œuvre du Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux⁶ en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats. Le montant est réparti entre les pays FAD pour 6 946 761 USD pour la mise en œuvre des activités et AFRISTAT pour 1 911 429 USD pour assurer sa mission de coordination/supervision et mener aussi des activités relevant des domaines couverts par le Programme. Le Programme couvre la période 2009-2010 et comporte les composantes suivantes :

- **Poursuite des activités courantes** : le programme continuera comme dans le cadre du PCI-Afrique à appuyer les pays pour : (i) mettre à jour ou élaborer des stratégies efficaces pour le développement de la statistique ; (ii) améliorer les systèmes des comptes nationaux, des statistiques des prix et des statistiques économiques en général ; (ii) générer les statistiques de Parité de pouvoir d'achat (PPA) pour faciliter la comparaison entre les pays ; et (iv) former les producteurs et les utilisateurs des statistiques, organiser les ateliers de formation sur la qualité des données et renforcer le système de formation du personnel en utilisant les centres de formation statistique.
- **Amélioration des statistiques sociales, suivi et analyse de la pauvreté** : le programme assistera, dans cette composante, les Etats bénéficiaires à améliorer la qualité et la ponctualité des résultats relatifs aux recensements de la population et de l'habitat, aux enquêtes des ménages, suivi de la pauvreté, des PPA et des OMD. Le programme promouvra l'usage équilibré des données administratives, de recensements et des enquêtes par échantillonnage.

⁶ Les pays bénéficiaires sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, RCA, Comores, Congo, RDC, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Tchad et Togo pour les pays FAD. Gabon et Guinée pour les pays BAD.

- **Amélioration des statistiques sur les domaines d'intervention du FAD XI** : le programme donnera son appui pour la production et la diffusion des statistiques sur l'agriculture et le développement rural, la gouvernance, l'infrastructure, le genre, l'environnement et les changements climatiques.
- **Traitement des données, archivage et diffusion** : le programme appuiera les pays bénéficiaires pour améliorer les systèmes de traitement et de stockage des données et de diffusion des résultats statistiques. Il fournira un appui essentiel aux pays pour l'exploitation des données existantes inutilisées ou sous-utilisées.

1.6.4. Partenariat avec AFRITAC-Ouest

53. Au cours de l'année 2009, AFRISTAT a participé aux réunions du Comité d'orientation d'AFRITAC. De même, AFRITAC-Ouest a été représenté à la réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT. Ces participations croisées aux réunions ont permis de se répartir les tâches dans les domaines partagés comme celui de la comptabilité nationale.

1.6.5. Partenariat avec la Banque mondiale

54. Une convention a été signée entre la Banque mondiale et AFRISTAT en 2008 dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités des écoles de statistique. Il s'agit du TFSCB TF092112 d'un montant de 228 955 US \$ au profit des trois écoles de statistique (ENSEA, ISSEA et ENAE-Sénégal) dont la gestion est confiée AFRISTAT. Ce projet a été mis en vigueur le 02 septembre 2008 et devra prendre fin le 30 juin 2010. Il a pour objectif de renforcer les systèmes statistiques nationaux africains en améliorant les performances des statisticiens africains en fonction par l'approfondissement de leurs connaissances dans les écoles de statistique ainsi que dans les instituts nationaux de statistique.

55. Par ailleurs, la Commission du Trust Fund de la Banque mondiale a accordé en avril 2009 une subvention d'un montant de 318 235 USD pour la mise en œuvre d'un projet de développement d'une plate-forme éditoriale commune aux INS des Etats membres.

1.6.6. Partenariat ACBF

56. En août 2003, AFRISTAT a signé une convention avec l'*African Capacity Building Foundation* (ACBF), dont l'objectif est de contribuer au renforcement des systèmes d'information sur le marché du travail pour le suivi de la pauvreté en Afrique. Ce projet pilote couvre cinq pays (Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda et Zambie) et vise l'amélioration de la capacité des Etats, des partenaires sociaux et des institutions nationales des pays concernés dans la collecte, le traitement, l'analyse et la dissémination réguliers des données statistiques sur le marché du travail et le suivi de la pauvreté. La première phase de ce projet pilote a pris fin le 30 avril 2008. Une deuxième phase du projet a été préparée et a fait l'objet de la signature d'un Accord de don le 22 décembre 2008 d'un montant de 1 500 000 \$US entre ACBF et AFRISTAT. Il est entré en vigueur depuis novembre 2009. Pour cette deuxième phase, les pays bénéficiaires restent les mêmes.

1.6.7. Partenariat avec PARIS21

57. En plus des participations croisées aux réunions statutaires, PARIS21 accorde des soutiens financiers pour la mise en œuvre des activités au profit des Etats membres d'AFRISTAT.

1.6.8. Partenariat avec le CESD-Statisticiens pour le développement

58. L'appui d'AFRISTAT aux écoles africaines de statistique qui vise, grâce au financement du CESD-Statisticiens pour le développement, à les doter d'un site Internet fonctionnel et à rationaliser leur réseau informatique s'est achevé en 2009.

1.6.9. Partenariat avec d'autres institutions et organismes

59. AFRISTAT a développé d'importantes activités au cours de l'année 2009, soit à travers la participation croisée aux réunions statutaires et ateliers, soit sur des actions spécifiques de partenariat, avec d'autres partenaires tels la FAO, le CILSS, la CEA, l'Union africaine, des centres de recherche et les écoles de formation statistique d'Abidjan, Dakar et Yaoundé.

2. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS

60. Au cours de l'année 2009, des progrès notables ont été enregistrés au niveau du renforcement des capacités des Etats membres, des organisations sous-régionales d'intégration économique et des écoles de formation statistique dans divers domaines.

2.1. RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET DE COORDINATION DES SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX (SSN)

2.1.1 Coordination, programmation stratégique

61. En application d'une des recommandations de la 18^{ème} session du Comité de direction, AFRISTAT a contribué à la revue par les pairs menée au Niger et au Burkina Faso. Les rapports de ces revues ont été élaborés et transmis aux évaluateurs. Ces rapports qui contiennent des recommandations sur l'amélioration des performances dans les domaines de l'organisation et du management serviront comme outils de gestion et de gouvernance des systèmes statistiques des pays concernés.

62. Des appuis conjoints PARIS21-AFRISTAT, ont permis de renforcer les capacités techniques d'une quinzaine de cadres impliqués dans l'élaboration du schéma directeur de la statistique (SDS) 2010-2015 du Burkina Faso en matière de planification stratégique et d'établissement d'un diagnostic du SSN, d'actualiser la feuille de route, de proposer des outils et méthodes permettant de faire l'étude diagnostic et de conseiller le Secrétariat du Conseil national de la statistique dans la coordination et la supervision des travaux d'élaboration du SDS. Le financement de la phase « diagnostic et bilan du schéma directeur de la statistique 2004-2009 » a été assuré à travers la Convention de travail signée entre AFRISTAT et l'INSD.

63. AFRISTAT a appuyé la finalisation du rapport sur le fonctionnement du système statistique national de Côte d'Ivoire au cours d'un atelier organisé le 10 juin 2009 à Abidjan.

64. Un appui en ligne a été apporté à l'Union des Comores pour la finalisation des projets de loi statistique et des textes d'application.

65. Dans le cadre de l'étude sur la réorganisation statistique de la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT a pris part à la phase diagnostique.

66. En vue d'améliorer l'efficacité de ses appuis techniques auprès de ses Etats membres et en réponse à une recommandation du Comité de direction, AFRISTAT a organisé du 14 au 18 septembre 2009 à Bamako, un séminaire-atelier sur les outils de pilotage et de suivi et évaluation de la mise en œuvre des stratégies nationales de développement de la statistique à l'attention des responsables de la programmation des activités statistiques des INS. Cet atelier a été l'occasion pour les INS de présenter leurs besoins en assistance technique à intégrer au plan d'action 2010 d'AFRISTAT.

67. En matière d'appui aux SSN sur la recherche d'opportunités de financement, des informations ont été mises à leur disposition sur la soumission de projets au Trust Fund de la Banque mondiale. Un lien intitulé « connaître les procédures des partenaires techniques et financiers (PFT) » envoyant sur

le site Internet d'Espace francophone, (<http://www.espace-economique.francophonie.org/Procedures-de-mise-en-marche,374.html>) a été inséré sur le site d'AFRISTAT (www.afristat.org).

2.1.2 Formation

68. Dans le domaine de la formation initiale, cinq cours ont été animés par AFRISTAT au profit des étudiants d'Abidjan et de Yaoundé. Les étudiants de 3^{ème} année Ingénieurs statisticiens économistes (ISE) de l'ISSEA au nombre de 26 ont été formés à la gestion d'un système statistique national, aux outils de la planification stratégique et de la gestion axée sur les résultats et aux systèmes d'information pour le suivi des DSRP et des OMD. Deux cours sur l'analyse et la mesure de la pauvreté et sur la rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC) ont été dispensés à l'ENSEA d'Abidjan. Un étudiant de l'ENSEA d'Abidjan a bénéficié d'un stage à AFRISTAT.

69. Dans le domaine de la formation continue, trois conseillers diplomatiques du ministère des Affaires étrangères du Sénégal ont été accueillis dans le cadre d'un stage d'immersion ; deux vétérinaires du Cameroun appartenant à la Cellule des études et des statistiques à la Division des études, des statistiques et de la coopération (DESC) du Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales ont été également accueillis pour un voyage d'étude sur les enquêtes sur la productivité du troupeau.

70. Dix cadres de la Division méthodes et analyse statistique (DMAS) et de l'Observatoire du développement humain (ODHD) du Mali ont été formés aux techniques d'analyse factorielle (ACP, AFC, ACM, Classification).

2.2. APPUI AU DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI ET EVALUATION DES STRATEGIES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE (SRP) ET DES OMD SYSTEMES D'INFORMATION POUR LE SUIVI DES SRP ET OMD

71. Dans ce domaine, il faut souligner la réalisation de deux importantes études sur la réconciliation des indicateurs sur les OMD au Burkina Faso et au Sénégal. Les rapports de ces études portant sur « Sources potentielles des anomalies et des mesures réparatrices » visant la réconciliation des données nationales et internationales sur des indicateurs des OMD ont été validés au Burkina Faso et au Sénégal. Les résultats des études pilotes permettront aux pays et à leurs partenaires de disposer d'indicateurs comparables sur les OMD.

2.2.1 Amélioration des statistiques socio-démographiques

72. En matière d'amélioration des statistiques socio-économiques, les résultats ont été obtenus dans les domaines des recensements généraux de la population et de l'habitat et de l'état civil.

73. Les coûts des RGPH constituent une des contraintes fortes pour leur réalisation à des intervalles réguliers comme le recommandent les Nations unies. Dans le cadre de l'élaboration d'un document stratégique de réduction des coûts des RGPH des pays de la sous-région, des supports de collecte ont été élaborés et soumis aux INS pour remplissage. Dans le même ordre d'idée, des projets de Termes de référence pour la définition d'un cadre institutionnel de réalisation d'un recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) simultanément et harmonisé dans les Etats membres de

l'UEMOA ont été préparés. Les appuis apportés au Mali dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre de son quatrième RGPH de 2009 lui ont permis de disposer de manuels des agents de collecte, de contrôle et de supervision, des questionnaires et documents annexes, du rapport d'évaluation du recensement pilote et du document méthodologique de l'enquête de couverture test.

74. Un projet de manuel d'analyse approfondie des données des recensements généraux de l'agriculture est disponible et en cours de finalisation.

75. Dans le domaine de l'état civil, un suivi à distance des activités de la relance de l'exploitation des données à l'ANSD du Sénégal a été assuré, et un document de plaidoyer ainsi qu'un rapport sur le fonctionnement de l'état civil nigérien ont été élaborés. Le Togo dispose d'un rapport sur le fonctionnement et d'une stratégie de relance de l'exploitation des données de son état civil. Pour la mise en œuvre de cette stratégie, un plan d'action a été élaboré ainsi qu'un budget pour la période 2010-2012. L'apurement de la base de données de l'état civil de Lomé pour 2007 a été lancé.

2.2.2 Suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté

76. Les principaux résultats obtenus résultent d'appuis méthodologiques réalisés dans les pays dans le cadre de la réalisation d'enquêtes auprès des ménages en vue de l'analyse de la pauvreté et des activités du Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique.

77. Ces appuis ont permis :

- au Mali, d'estimer la taille optimale de l'échantillon pour l'enquête légère annuelle auprès des ménages (ELIM) et de disposer de termes de référence pour l'organisation d'un atelier régional de formation sur la mesure et l'analyse de la pauvreté, dans le cadre des activités du Projet Prime Mali ;
- au Congo, de disposer des méthodologies pour la réalisation de la deuxième enquête QUIBB et de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel en milieu urbain (EESIC). Quatre superviseurs de l'enquête emploi et secteur informel de 2009 ont été formés ; la formation des formateurs a été aussi réalisée pour l'enquête QUIBB ;
- d'élaborer les documents méthodologiques, le chronogramme et le budget, respectivement de l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICVM) du Burkina Faso et de l'enquête sur les dépenses des ménages (IOF) de Sao Tomé et Príncipe ;
- à la Mauritanie, d'apurer la base de données de l'Enquête prioritaire sur les conditions de vie des ménages, d'élaborer le profil de pauvreté de 2008 et de former 12 cadres de l'Office national de la statistique aux méthodes de mesure et d'analyse de la pauvreté ;
- au Tchad, de former une cinquantaine de cadres provenant de l'INSEED, des organisations de la société civile, de l'Observatoire de la pauvreté et des autres services administratifs aux méthodologies d'analyse de la pauvreté ainsi qu'à la mise en place d'un système d'information pour la réduction de la pauvreté (SIRP) ;
- au Togo, de former une dizaine de cadres de la DGSCN à l'analyse approfondie de la pauvreté en vue de l'élaboration du profil de pauvreté 2008 à partir des données de l'enquête

sur les dépenses des ménages 2008 du projet de rénovation de l'IHPC et de celles du QUIBB 2006 et de disposer d'une feuille de route pour l'élaboration du profil de pauvreté.

- A l'ensemble des pays de l'UEMOA de disposer de documents méthodologiques finalisés, de fichiers apurés et des résultats des enquêtes (principales et complémentaires) sur les dépenses des ménages réalisées dans le cadre du projet de rénovation de l'IHPC. Des pondérations principales et saisonnières pour le calcul du nouvel IHPC ont été définies. Chaque pays a élaboré un rapport national d'analyse des résultats dont la finalisation est prévue au premier trimestre 2010.

78. Conformément à une des recommandations du séminaire international sur le secteur informel en Afrique (SISIA) 2008, un plan d'action pour l'amélioration et le suivi des statistiques du secteur informel en Afrique pour la période 2010-2012 a été élaboré. Ce document produit dans le cadre d'une collaboration entre AFRISTAT et le CAS/CEA, va servir de base aux travaux du Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique mis en place par STATCOM-Africa.

2.3. DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES ET DES SYNTHESSES ECONOMIQUES

79. Des développements méthodologiques, des formations et des appuis directs ont permis d'atteindre les principaux résultats ci-après dans les domaines de la comptabilité nationale, du suivi de la conjoncture économique, des statistiques de prix et d'entreprises.

2.3.1 Statistiques de prix

80. Concernant les prix à la consommation des ménages, les résultats ont été obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de différents projets : le Projet de rénovation de l'indice harmonisé des prix dans les Etats membres de l'UEMOA, le Projet d'amélioration des indices des prix des Etats membres de la CEMAC et le Protocole d'accord signé avec la BAD pour la mise en œuvre du Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats.

81. Les dispositifs de rénovation des IHPC des Etats membres de l'UEMOA sont opérationnels : tous les pays disposent des IHPC rénovés pour la période 2008-2009. Le cahier de charges informatique de la nouvelle application pour la production des IHPC a été validé et l'avis d'appel d'offres a été lancé. Un jeu de documents méthodologiques pour la mise en place et la gestion de l'IHPC a été mis à la disposition des pays.

82. En prélude à la mise en œuvre du projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation des pays de la CEMAC et dans le cadre de la Convention de prestation de service signé en 2008 entre le SCAC de l'Ambassade de France en RCA et AFRISTAT, les dispositifs de production des indices des prix de ces pays ont été analysés, les équipes formées aux remplacements et au suivi des variétés complexes. Cette évaluation a été assortie de recommandations en vue de l'amélioration des indices produits et de la poursuite de la mise en place de l'IHPC dans certains pays.

83. Dans la perspective de mise en œuvre de la convention de prestation de service n°16/CEMAC pour la mise en place d'un indice harmonisé de prix à la consommation signée avec la Commission de la CEMAC, AFRISTAT a, au plan institutionnel préparé des conventions à signer avec chaque INS et

au plan technique, élaboré la méthodologie des enquêtes ménages, le guide méthodologique de l'IHPC-CEMAC et rédigé un projet de panier régional CEMAC conformément à la méthodologie de DSP (Description structurée des produits). Ces documents seront validés en 2010 au cours d'un atelier méthodologique. Les travaux du projet seront accélérés au cours de la même année.

84. Dans le cadre du protocole d'accord signé avec la BAD pour la mise en œuvre du Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats, les données de prix des produits communs PCI-IPC de janvier à juillet 2009 des pays membres de la coordination d'AFRISTAT ont été validées à l'aide des tableaux de Quaranta⁷ et celles des enquêtes principales PCI de janvier à juillet 2009 ont été examinées et leur validation se poursuit conformément au calendrier retenu. Les participants ont été formés à la démarche de validation des données nationales en utilisant les tableaux de Quaranta de ValidationBook.

85. Les appuis directs dans les divers domaines des prix ont permis :

- à la République Démocratique du Congo, de disposer d'outils de collecte et de traitement des données du PCI et de renforcer les capacités du personnel du volet Prix ;
- au Congo d'apurer les fichiers de Pointe-Noire et de Brazzaville, de déterminer la période de référence de l'indice et d'élaborer les instruments d'officialisation de l'indice et de disposer d'une méthodologie et d'une maquette de calcul d'un indice national ;
- au Burundi de former une quarantaine de cadres centraux et régionaux de l'ISTEEBU aux méthodologies de production et d'analyse des IPC, d'établir un diagnostic du dispositif de production de l'IPC et d'élaborer un chronogramme en vue de la rénovation de l'indice.

2.3.2 Statistiques d'entreprises

86. Le Conseil des Ministres en sa 18^{ème} session, tenue à Ouagadougou le 16 avril 2009, a adopté deux règlements relatifs au Cadre pour la création et la gestion d'un répertoire d'entreprises national et la Méthodologie pour l'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle communs aux Etats membres d'AFRISTAT. Une note définissant des stratégies de mise en œuvre des cadres méthodologiques a été élaborée et approuvée par le Comité de direction lors de sa session d'octobre 2009.

87. Les appuis directs ont permis :

- en Guinée, de former 14 cadres aux processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises et de mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle et de calculer les indices provisoires de 2006 et 2007 ;
- au Burundi, d'élaborer les outils du recensement des unités économiques (la méthodologie, les questionnaires, les manuels, etc.) et de prendre en compte les besoins du répertoire d'entreprises dans le recensement ;

⁷ Un tableau permettant la validation des données de prix inter-Etat

- à la Mauritanie, de revoir son dispositif de production et de publication de l'indice de la production industrielle pour prendre en compte les changements intervenus dans le tissu industriel et de mettre en place un dispositif de l'enquête d'opinions auprès des chefs d'entreprises industrielles ;
- au Niger, de mettre en place un nouveau répertoire d'entreprises national à des fins statistiques. Les procédures de gestion de ce répertoire ont été définies ;
- au Centrafrique de mettre en place et de définir les procédures de gestion courante d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et de former une vingtaine de cadres ;
- au Congo d'améliorer l'échantillonnage des entreprises et de produits pour la mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle.

2.3.3 Révision des nomenclatures d'activités et de produits des Etats membres d'AFRISTAT

88. La révision des nomenclatures communes pour les activités (NAEMA) et pour les produits (NOPEMA) des Etats membres d'AFRISTAT a débuté et a abouti à l'élaboration d'un premier draft des nomenclatures révisées et d'un manuel des notes explicatives.

2.3.4 Comptabilité nationale

89. L'objectif de renforcement des capacités des Etats membres en vue d'une production pérenne et valorisée des comptes nationaux conformément au SCN93 a été poursuivi à travers le développement méthodologique, la formation et les appuis directs.

90. Le séminaire annuel sur les comptes nationaux a eu pour thème central «Mise en œuvre du SCN2008 et analyse des résultats des comptes nationaux». Au cours de ce séminaire, le contenu du document de validation, d'analyse, de publication et de diffusion des comptes nationaux a été validé. La méthodologie de reconstitution des années de comptes manquantes dans des séries de comptes nationaux a été mise à jour et un groupe de travail a été mis en place pour mener des réflexions sur la méthodologie d'élaboration des comptes trimestriels dans les Etats membres.

91. Par ailleurs, dans le cadre du protocole d'accord signé avec la BAD pour la mise en œuvre du Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats, un atelier sous-régional de validation des données de comptes nationaux a permis aux pays (i) d'élaborer les données de décomposition du PIB de 2006 à 2008 ainsi que la matrice régionale de décomposition du PIB et (ii) d'entamer le processus de validation et de consolidation des données de 2006, 2007 et 2008. La méthode de décomposition du PIB 2009 a été définie et validée.

92. Des appuis directs ont été apportés au Burkina Faso, Mauritanie, Burundi, Cameroun, Guinée, Mali, Niger, Tchad, Sénégal, RCA, Tchad et Togo pour l'élaboration de leurs comptes nationaux.

2.3.4 Suivi de la conjoncture économique et la prévision à court terme

93. Dans le domaine du suivi de la conjoncture économique et la prévision à court terme, deux séminaires sur la conjoncture économique et les prévisions ont été organisés pour les Etats membres

de l'Afrique centrale et pour ceux de l'Afrique de l'Ouest avec le soutien financier de la Coopération française et technique de l'INSEE sous le thème « les effets de la crise économique mondiale sur les économies des pays membres ». Ils ont permis à chaque pays d'exposer les résultats sur le suivi conjoncturel et les prévisions économiques à court terme et de poursuivre et approfondir les rapprochements, du point de vue de la méthode de projection et des données exogènes utilisées. Une soixantaine d'experts nationaux et d'institutions partenaires ont pris part à ces séminaires.

94. Une trentaine d'experts nationaux ont été formés aux techniques de production rapide des publications conjoncturelles au cours d'un atelier tenu du 9 au 12 février 2009 à Bamako. Ils ont notamment été sensibilisés sur la nécessité du respect des normes en matière de délais de production des indicateurs et publications conjoncturels et informés des meilleures pratiques en la matière.

95. L'adaptation du modèle TABLO aux économies de la sous région entamée depuis 2007 est à sa phase terminale. Le modèle TABLO est actuellement utilisé pour les prévisions macro-économiques à court terme et pour le rattrapage des comptes nationaux.

96. Des appuis directs ont été apportés, au Congo, à la Guinée Bissau, au Mali, à la Mauritanie à la RCA en matière de suivi de la conjoncture et en techniques de prévisions à court terme. En RCA, les travaux de modélisation ont été relancés avec la constitution d'une base de données conjoncturelles et structurelles pour accompagner l'adaptation du modèle TABLO à l'économie. A l'aide de ce même modèle le Mali a pu compléter la série de ses comptes nationaux 2000-2003. Au Congo et en Mauritanie, l'appui a consisté au renforcement des capacités techniques des cadres en analyse de la conjoncture économique. En Guinée Bissau, le dispositif de suivi conjoncturel a été évalué et des actions ont été définies en vue de son renforcement.

97. Le bulletin de données conjoncturelles des Etats membres d'AFRISTAT (BDCEA) présentant leurs données les plus récentes ainsi que celles relatives à l'environnement international a été régulièrement diffusé. Quatre numéros ont été publiés aux dates suivantes : 31 janvier, 30 avril, 31 juillet et 31 octobre. Le numéro spécial du 15 mars de chaque année a été élaboré pour répondre aux besoins de la réunion du Comité de convergence de la Zone Franc (COCOZOF).

2.4. APPUI POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE DIFFUSION STATISTIQUE

98. En matière de diffusion, le projet « From data to information » a été approuvé par le Comité de direction et son financement sera assuré à travers un accord de don du Trust Fund de la Banque mondiale.

99. Les cadres de l'Office national de la statistique (ONS) de Mauritanie ont été formés aux principes de fonctionnement de la base de données 2gLDB et à l'utilisation des outils de consultation et de publication.

100. Dans le domaine de la gestion des sites Internet des formations ont été organisées. Ainsi, dans le cadre du Projet France-CEDEAO, neuf webmasters des pays anglophones (Gambie, Ghana, Libéria, Nigéria et Sierra Leone) ont été formés à la création et à la gestion de sites Internet. A la suite de cette formation, des progrès sensibles ont été notés sur les sites du Liberia et du Ghana. Par ailleurs, huit cadres du Centre national de la statistique et des études économiques du Congo ont été

formés aux techniques de création et de gestion de site Internet, dans le cadre de la mise en œuvre des activités inscrites dans la convention de travail CNSEE-AFRISTAT.

2.5. RECHERCHE APPLIQUEE EN VUE DU DEVELOPPEMENT DES METHODOLOGIES ADAPTEES AUX SSN DES ÉTATS MEMBRES

101. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet pilote de recherche en évaluation des dépenses de recherche pour la santé initié en collaboration avec le Global Forum for Health Research, des outils méthodologiques communs de collecte des données (questionnaire, nomenclatures, note méthodologique, etc.) ont été développés et une base de données relatives aux principaux acteurs de la recherche pour la santé mise en place. Les pays pilotes bénéficiaires sont le Burkina Faso, le Cameroun et le Mali.

102. Dans le cadre d'un partenariat avec le CePeD, un projet pour mesurer les inégalités de genre des ménages ouest-africain en matière de consommation dénommé MIGMAC, a été mis en place. Il vise à réaliser une analyse secondaire des données des enquêtes sur les dépenses des ménages (EDM) réalisées en 2008 dans les 8 capitales des Etats membres de l'UEMOA. Au cours de l'année 2009, une bibliographie thématique sur la structure des ménages en démographie a été constituée.

103. AFRISTAT fait partie d'un consortium dirigé par l'Institut des études sociales (ISS) basé à La Haye aux Pays Bas, pour la mise en œuvre d'un projet de recherche sur le secteur informel en Afrique. Ce projet est financé par la Banque Mondiale et s'intéresse à l'étude des contraintes économiques, institutionnelles et sociales du secteur informel en Afrique. Les activités du projet sont lancées en fin novembre 2009 à Paris pour une durée de 24 mois

3. APPUIS DIRECTS AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX

104. Les appuis directs menés au cours de 2009 par la Direction générale ont permis aux systèmes statistiques nationaux (SSN) des Etats membres et non membres, aux écoles de formation et aux institutions d'intégration sous régionales de renforcer leurs capacités techniques et d'enregistrer des résultats importants dans les principaux domaines couverts par le PSTA. Ces domaines sont le renforcement des capacités institutionnelles, le développement des systèmes d'information pour la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que des OMD, le développement des statistiques et des synthèses économiques et le renforcement des capacités de diffusion.

3.1. Renforcement des capacités institutionnelles des Etats membres, des Ecoles de statistique et des institutions d'intégration économique sous-régionales en matière d'organisation des systèmes statistiques nationaux

105. Dans le domaine du renforcement des capacités institutionnelles en matière d'organisation et de gestion stratégique des systèmes statistiques nationaux, les appuis ont concerné la coordination des activités des SSN, l'élaboration et la mise en œuvre des SNDS, la formation et la participation à des réunions et groupes de travail internationaux. Ces activités ont été réalisées pour la plupart des pays dans le cadre des conventions de travail signées avec la Direction générale d'AFRISTAT.

3.1.1. Renforcement des capacités d'organisation institutionnelle et de coordination statistique

106. Les activités dans ces domaines ont été marquées par la participation aux exercices pilotes d'évaluation par les pairs, les contributions apportées aux processus des réformes statistiques en cours au Mali, aux Comores et à la Commission de l'UEMOA. Des informations ont été mises à la disposition des SSN sur les opportunités de financement de la statistique.

107. Dans le cadre de la mise en place d'un système d'évaluation par les pairs des systèmes statistiques des Etats membres, le Burkina Faso et le Niger ont accepté de se soumettre à cet exercice dans le cadre d'une phase pilote. Le premier a été examiné par le Niger et le Cameroun et le second par le Burkina Faso et la Mauritanie. Le secrétariat de l'équipe d'examineurs a été assuré par deux experts mis à disposition, respectivement, par le Secrétariat de PARIS21 et la Direction générale d'AFRISTAT.

108. L'examen par les pairs mené dans ces deux pays s'était fixé les objectifs suivants : (i) améliorer la gouvernance du SSN ; (ii) favoriser l'échange de bonnes pratiques ; (iii) évaluer le fonctionnement du SSN dans tous ses aspects (institutionnel, organisationnel, appareil de production...) ; (iv) identifier les points faibles et les points forts du SSN et faire des recommandations en vue d'améliorer ses performances ; (v) servir d'outil de plaidoyer auprès des autorités nationales et des partenaires techniques et financiers pour le renforcement des capacités statistiques.

109. Ces exercices ont été sanctionnés par des rapports renfermant les forces et les faiblesses des SSN des pays évalués ainsi que des conseils et orientations pouvant permettre l'amélioration de la gouvernance des INS.

110. Concernant la réforme de l'organe statistique national du Mali et l'évaluation de son schéma directeur de la statistique, AFRISTAT a contribué à la validation des termes de référence pour le recrutement des consultants qui doivent conduire l'étude sur le cadre de fonctionnement et de gestion de l'Institut national de la statistique (INSTAT) et l'élaboration des programmes de production statistiques de services sectoriels de statistique.

111. AFRISTAT a appuyé la finalisation du rapport sur le fonctionnement du système statistique national de Côte d'Ivoire au cours d'un atelier organisé le 10 juin 2009 à Abidjan. Son élaboration a été financée en partie dans le cadre de la convention de travail signé entre AFRISTAT et l'INS. AFRISTAT a également contribué au processus d'actualisation de la SNDS de ce pays avec l'élaboration des TDR et la finalisation des outils de collecte des informations.

112. Pour ce qui est de l'Union des Comores, un appui en ligne a été apporté en vue de la finalisation des projets de loi statistique et des textes d'application.

113. La Commission de l'UEMOA a entrepris la réorganisation de ses activités statistiques. AFRISTAT a pris part à la première phase de cette étude qui s'est déroulée à Ouagadougou et a été consacrée au diagnostic de l'organisation statistique de la Commission. Le rapport de la consultation a été finalisé et est en cours d'exploitation.

114. En matière d'information des SSN sur les opportunités de financement, des informations ont été mises à disposition sur les conditions et procédures de soumission de projets au financement du Trust Fund de la Banque mondiale. Un lien intitulé « connaître les procédures des PFT » renvoyant sur le site Internet d'Espace francophone a été inséré sur le site d'AFRISTAT (www.afriostat.org : (<http://www.espace-economique.francophonie.org/Procedures-de-mise-en-marche,374.html>))

3.1.2. *Coordination et suivi des appuis de PTF/reporting*

115. La coordination et le suivi des appuis des partenaires techniques et financiers se font à travers des enquêtes institutionnelle et structurelle auprès des SSN. Ces enquêtes auparavant annuelles sont désormais biennuelles. En 2009, l'édition 2007/2008 a été lancée ; les données sont en cours de traitement. L'enquête institutionnelle inclut les données sur les appuis des partenaires techniques et financiers.

3.1.3. *Appui à l'élaboration et la mise en œuvre des SNDS et d'autres programmes de développement statistique*

116. En collaboration avec d'autres partenaires techniques et financiers, AFRISTAT a poursuivi ses appuis aux Etats membres pour l'élaboration ou la mise en œuvre de leur SNDS et programmes de développement. Ces appuis ont eu lieu au Burkina Faso et au Mali.

117. Depuis 2008, le Burkina Faso s'est doté d'une feuille de route pour l'élaboration de son deuxième schéma directeur de la statistique. Pour sa mise en œuvre, AFRISTAT, en collaboration avec PARIS21, a contribué à la réalisation des travaux préparatoires en renforçant les capacités de

l'équipe technique (une quinzaine de cadres) en matière de planification stratégique et d'établissement du diagnostic d'un SSN et du bilan du schéma directeur de la statistique 2004-2009. La feuille de route a été actualisée et des informations ont été fournies sur les sources de financement. L'établissement du diagnostic a été financé partiellement sur les ressources de la Convention de travail signée entre AFRISTAT et le Burkina Faso en début 2009. Le rapport de ce diagnostic du SSN est disponible.

118. Au cours de l'année 2009, le Mali a procédé à la revue de son schéma directeur statistique. AFRISTAT a pris part aux travaux de cette revue qui ont eu lieu du 26 au 27 mai 2009 à Bamako. Au cours de cette revue, une communication sur la démarche qualité a été présentée.

119. Dans le cadre du Plan d'action de Marrakech pour la statistique (MAPS), les Etats se sont investis dans l'élaboration de leurs stratégies nationales de développement statistique (SNDS) pour répondre efficacement aux nouveaux défis statistiques avec l'appui des partenaires techniques et financiers. Cependant, force est de constater qu'une fois celles-ci élaborées, les Etats rencontrent d'énormes difficultés pour leur mise en œuvre et leur suivi et évaluation. Pour les accompagner et surtout assurer une bonne appropriation de ses interventions, AFRISTAT a institué, à la demande du Comité de direction, des réunions des responsables de la programmation dans les instituts nationaux de statistique. La première a eu lieu en 2009 et a permis de former ces responsables à la planification stratégique et à la gestion axée sur les résultats. Les principaux outils de suivi et évaluation des programmes ont été présentés. Les recommandations formulées au cours de cette session ont été validées par les directeurs généraux des INS lors du séminaire tenu en marge de la 20^{ème} réunion du Comité de direction. Elles étaient relatives au renforcement du plaidoyer, l'élaboration des programmes de travail annuels et de rapports d'activité, à la vulgarisation de la gestion axée sur les résultats et à l'intégration de la SNDS dans les DSRP.

3.1.4. Appui à la formation

120. En matière de formation, AFRISTAT a poursuivi son partenariat avec les écoles de statistique à travers sa participation aux activités de la CODESA, l'animation de sessions de formation, la mobilisation des financements pour un soutien aux étudiants non boursiers et le suivi de la mise en œuvre du projet d'appui au renforcement des capacités des écoles de statistique financé par la Banque mondiale.

3.1.4.1 Participation aux activités institutionnelles des écoles

121. La réduction progressive de l'appui des partenaires de financement des bourses d'étude a mis les écoles de statistique face à des difficultés d'ordre social et financier. Une proposition pour une contribution d'AFRISTAT à la prise en charge des étudiants non boursiers des écoles de formation statistique a été adoptée lors de la 19^{ème} réunion du Comité de direction. Le volume de l'aide à accorder sera fixé à l'occasion du vote du budget d'AFRISTAT. L'allocation par école et les critères d'attribution de cette aide aux étudiants seront définis par les écoles de formation et la Direction générale.

122. Le projet d'appui au renforcement des capacités des écoles de statistique d'un montant de 228.955 USD financé sur le Trust Fund n° 092112 a fait l'objet d'une convention signée entre la Banque mondiale et AFRISTAT. Il couvre la production de modules de formations spécifiques, le perfectionnement des agents des INS, la formation des formateurs, l'acquisition de nouveaux matériels informatiques destinés à la formation, de matériels didactiques et des livres pour les bibliothèques des écoles de statistique.

123. Une convention a été signée avec l'Ecole Nationale de la statistique et de l'analyse économique du Sénégal (ENSAE-Sénégal), l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée de Côte d'Ivoire (ENSEA) et l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée du Cameroun (ISSEA). Le premier décaissement a été effectué au profit de chaque école.

124. AFRISTAT a pris part en juin 2009 à la Conférence des écoles de statistique d'Abidjan, de Dakar et de Yaoundé qui a permis de faire le point sur les activités des différentes écoles et du RIFOSSA, le processus d'adaptation au système LMD (Licence, Master et Doctorat).

3.1.4.2 Appui à la formation initiale et continue

125. Concernant la formation initiale, AFRISTAT a assuré trois séminaires à l'attention de 26 élèves Ingénieurs statisticiens économistes (ISE) de 3^{ème} année de l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA). Le premier séminaire avait pour thème : « Gestion d'un système statistique national. Quelques repères pour une bonne insertion des jeunes diplômés des écoles de formation statistique d'Abidjan, de Dakar et de Yaoundé dans la vie professionnelle ». Le deuxième a porté sur les outils de la planification stratégique et de la gestion axée sur les résultats et le troisième a concerné les systèmes d'information pour le suivi des DSRP et des OMD.

126. Deux cours sur l'analyse et la mesure de la pauvreté et les statistiques des prix ont été dispensés à l'ENSEA d'Abidjan. Le premier a concerné soixante dix élèves (ISE et DESS en statistique). Le deuxième portant sur l'expérience de la rénovation des indices des prix à la consommation et des enquêtes associées a été organisé au profit des élèves de 2^{ème} année du cycle des ingénieurs des travaux statistiques. L'accent a été mis sur la présentation des activités méthodologiques et opérationnelles menées dans le cadre de cette rénovation.

127. Dans le cadre de la mise en œuvre du cadre régional de formation continue, des fiches des différentes actions de formation continue qui devront être organisées au profit des agents des cadres des INS et des organisations sous-régionales ont été élaborées et diffusées.

128. AFRISTAT prend activement part aux travaux du Groupe africain pour la formation statistique et les ressources humaines (GRAFFOS). A la première réunion de ce groupe tenue à Bujumbura (Burundi), le cadre régional de formation continue d'AFRISTAT avait été présenté.

129. Des appuis spécifiques ont été apportés au Mali et au Cameroun dans le domaine de la formation continue. Au Mali, une dizaine de cadres de l'INSTAT et de l'ODHD ont été formés aux techniques d'analyse factorielle. A l'issue de la formation une documentation comprenant un manuel

de cours théorique sur l'analyse factorielle, les présentations en PowerPoint et les fichiers de données traitées et les résultats des procédures ont été remis aux participants.

130. A la demande de l'INS du Cameroun, AFRISTAT a accueilli, en collaboration avec l'Institut national de la statistique (INSTAT) et la Cellule de Planification et des statistiques (CPS) du Ministère de l'agriculture du Mali, deux vétérinaires du Cameroun appartenant à la Cellule des Etudes et des Statistiques à la Division des Etudes, des Statistiques et de la Coopération (DESC) du Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales. Cette mission a séjourné au Mali du 13 au 24 novembre 2010. Ce voyage d'étude a permis la formation et les échanges d'expériences sur la conception et la conduite des enquêtes sur la productivité du troupeau en vue de la réalisation au Cameroun d'une enquête pilote sur la productivité des cheptels.

3.1.5. Autres activités de renforcement institutionnel

131. Comme chaque année, AFRISTAT a pris part à des activités organisées par d'autres institutions régionales, continentales et internationales au cours desquelles des contributions ont été faites. Les thématiques abordées au cours de ces rencontres sont d'ordres institutionnel, technique et scientifique.

3.1.5.1 Participation aux réunions d'ordre institutionnel

132. Les contributions d'AFRISTAT à ces réunions et les principales conclusions et recommandations qui y sont issues sont ci-dessous présentées.

133. Au cours de la 40^{ème} session de la Commission statistique des Nations unies, AFRISTAT a fait des propositions d'action et soutenu des initiatives. Il a notamment proposé que des matériaux didactiques soient rapidement développés pour traduire la complexité du document méthodologique du SCN2008 afin de faciliter sa mise en œuvre. Il a souhaité que les opérations du PCI soient intégrées dans les programmes courants des INS pour une meilleure capitalisation de ses apports. S'agissant du secteur informel, la délégation d'AFRISTAT a apporté un appui aux démarches de l'OIT relatives à la recherche des financements pour soutenir les pays en développement pour la collecte des données.

134. AFRISTAT a participé à la réunion du Comité technique spécialisé sur les questions statistiques de la CEDEAO qui a eu lieu à Abuja du 4 au 6 mars 2009. Diverses questions ont été abordées au cours de cette session dont notamment l'évaluation du logiciel PRIMA de calcul des Indices de Prix à la Consommation (IPC), la mise en place d'un cadre de coordination et d'harmonisation statistiques dans l'espace communautaire et d'une nomenclature des comptes nationaux, la réalisation d'une étude sur les mutations institutionnelles des INS et le renforcement des capacités statistiques. Pour ces différentes questions des recommandations ont été formulées. Ainsi, les participants ont recommandé que (i) la mise en œuvre de PRIMA s'appuie sur une méthodologie, (ii) l'étude sur les mutations institutionnelles soit réalisée en 2009 en collaboration avec AFRISTAT et (iii) la finalisation du cadre de coordination et d'harmonisation statistiques.

135. Une délégation d'AFRISTAT a pris part aux réunions de la 57^{ème} session de l'Institut International de Statistiques (ISI) qui ont eu lieu du 12 au 22 août 2009 à Durban en Afrique du Sud.

Cette session, tout en présentant les avancées méthodologiques en matière statistique et la diversification du champ d'utilisation des méthodes statistiques, a aussi mis en exergue trois problèmes qui constituent une menace au développement de la statistique: (i) la faible conscientisation du public en général et des décideurs en particulier relativement à la statistique afin qu'ils « consomment les produits statistiques » ; (ii) la faible adéquation des programmes de formation des utilisateurs aux besoins de toutes ses composantes : chercheurs, étudiants, politiques, etc. en vue de la vulgarisation de la culture statistique et (iii) le problème de relève au sein même de la profession.

136. Une délégation d'AFRISTAT a pris part à la réunion du Consortium de PARIS21 et au 5^{ème} Symposium sur le développement statistique en Afrique qui ont respectivement eu lieu du 16 au 18 et du 19 au 21 novembre 2009 à Dakar. La réunion du Consortium de PARIS21 avait pour objectif de faire le point sur les progrès enregistrés dans le domaine statistique dans les pays en voie de développement depuis la création de PARIS21 et de dégager les orientations pour son action future. Elle a abouti à la Déclaration de Dakar sur le développement statistique. AFRISTAT a activement participé à cette réunion en animant une session parallèle et en présentant une communication au cours d'une autre. Le symposium sur le développement statistique en Afrique a pour objectif d'encourager les Etats à organiser les recensements au cours de la décennie 2010, de renforcer le consensus sur les principes et recommandations des Nations-unies pour les recensements africains et de fournir une plate-forme d'échanges d'expériences aux Etats. La 5^{ème} édition de cette réunion a permis d'engager une réflexion sur la stratégie de sa pérennisation et d'adopter la Déclaration de Gorée.

137. AFRISTAT a pris part à d'autres forums dont la réunion des Ministres des finances de la Zone Franc, à la 12^{ème} Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine et au premier Colloque africain sur le travail décent. Le thème de ce dernier était « Surmonter la crise : Mise en œuvre du Pacte mondial pour l'emploi ». AFRISTAT a présenté une communication centrée sur les systèmes d'information sur le marché du travail. Dans la feuille de route retenue pour la mise en œuvre du Pacte mondial pour l'emploi en Afrique, il a été recommandé de créer et de renforcer les capacités des services en charge des systèmes d'information sur le marché du travail.

138. AFRISTAT a participé à la conférence mondiale sur l'échange des données statistiques et des métadonnées organisée à l'OCDE pour évaluer la mise en œuvre de l'initiative SDMX (Statistics Data and Metadata eXchange) par les organismes de coopération internationale.

139. AFRISTAT a aussi pris part à l'atelier organisé par la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) sur la gestion et la diffusion des données statistiques et à l'atelier sur l'élaboration de l'annuaire statistique africain.

140. AFRISTAT a participé à la réunion du Comité des Directeurs généraux des instituts nationaux de statistique INS consacrée à l'examen du projet de « Stratégie africaine pour l'harmonisation des statistiques » tenue du 10 au 12 décembre 2009 à East London en Afrique du Sud. Une résolution dite : "East London resolution of the meeting of Committee of Directors-General of African national statistical offices" a été adoptée. Les directeurs généraux ou leurs représentants se sont engagés à accélérer la ratification de la Charte africaine de la statistique ; ont approuvé la stratégie africaine

d'harmonisation des statistiques pour l'intégration ainsi que la stratégie africaine pour la mise en œuvre du SCN 2008 et ont mandaté la BAD, la CUA et la CEA à les soumettre à la conférence conjointe des ministres de l'économie et des finances et des ministres de la planification et du développement économique en mars 2010 au Malawi ; ont mandaté les institutions continentales à créer des cadres d'échanges entre statisticiens et décideurs politiques en commençant par les parlementaires.

141. AFRISTAT a participé, en octobre 2009, à la 21^{ème} session de la Commission des Statistiques Agricoles pour l'Afrique (AFCAS) et à la 2^{ème} réunion consultative de CountrySTAT. Au cours de ces réunions, AFRISTAT a présenté ses activités de renforcement des capacités dans le domaine des statistiques notamment pour les statistiques agricoles ainsi que les activités dans le domaine des sites Internet, des bases de données et des banques de données. Cette importante réunion biennale présente la situation et les tendances des statistiques agricoles en Afrique et les avancées techniques et technologiques. Elle permet de prendre connaissance des projets et perspectives des partenaires techniques et financiers notamment ceux de la FAO, leader dans ce domaine. AFCAS pourrait devenir un cadre africain pour le suivi de la mise en œuvre de la stratégie globale d'amélioration des statistiques agricoles, supportée par la Commission de statistique des Nations unies afin de fédérer les initiatives mondiales en la matière.

142. AFRISTAT a aussi été représenté à la réunion des experts sur le cadre de concertation des Organisations Intergouvernementales qui s'est tenue à Accra (Ghana) du 11 au 14 Décembre 2009.

3.1.5.2 Participation aux réunions d'ordre technique et scientifique

143. Au plan technique il est juste fait mention des grandes thématiques abordées au cours des rencontres, notamment dans le domaine des statistiques sociodémographiques, AFRISTAT a pris part à :

- l'atelier organisé par la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) sur la gestion et la diffusion des données statistiques et à l'atelier sur l'élaboration de l'annuaire statistique africain ;
- Forum mondial 2009 sur la recherche pour la santé, organisé à la Havane (Cuba), du 16 au 21 novembre 2009 ;
- l'atelier régional de lancement du réseau de recherche de la CEDEAO à Abidjan (Côte d'Ivoire), du 23 au 25 septembre 2009 ;
- l'atelier régional sur l'emploi informel et l'emploi dans le secteur informel organisé à Dar es Salaam (Tanzanie), du 28 septembre au 2 octobre 2009 par l'UNSD et le NBS de Tanzanie en collaboration avec le BIT et AFRISTAT ;
- l'atelier des Nations unies sur l'évaluation des recensements et des enquêtes post censitaires du 7 au 11 décembre 2009 à Tunis (Tunisie) ;
- l'atelier Régional sur les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de vie en Afrique du 29 juin au 3 juillet 2009 à Dar es Salaam, Tanzanie ;

- séminaire international sur « les systèmes d'état civil en Afrique : enjeux, état des lieux et défis » du 24 au 26 novembre 2009 à Yaoundé au Cameroun ;
- séminaire international « Needs Assessment Conference on Census Analysis (NACCA) » du 11 au 14 novembre 2009 à Dakar (Sénégal) ;
- à la 21^{ème} session de la Commission des Statistiques Agricoles pour l'Afrique (AFCAS) et à la 2^{ème} réunion consultative de CountrySTAT⁸ et à la réunion satellite de l'IIS sur la stratégie globale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales en août 2009 à Maputo.

144. Au cours de ces différentes rencontres, des communications ont été présentées pour partager notre expérience.

3.2. Appui pour le développement des systèmes d'information pour la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté et des OMD

145. Les activités de ce volet ont été centrées sur l'amélioration des statistiques sociodémographiques et du développement rural, le développement des systèmes d'information pour le suivi des politiques sectorielles et dans une moindre mesure sur le développement des systèmes d'information opérationnels pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD.

3.2.1. Appui au développement des systèmes d'information opérationnels pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD

146. En matière de suivi et évaluation de la mise œuvre des DSRP et des OMD, deux études sur la « Réconciliation des données nationales et internationales sur des indicateurs des OMD : Sources potentielles des anomalies et des mesures réparatrices » ont été réalisées au Burkina Faso et au Sénégal en 2008 sous la supervision d'AFRISTAT. Les rapports de ces études ont été adoptés en 2009 au cours de deux ateliers organisés à cet effet.

147. En termes d'appui technique, AFRISTAT a activement pris part à la réunion du Comité scientifique de l'Observatoire du développement humain durable (ODHD) et de la lutte contre la pauvreté et aux travaux du Comité national du Rapport national sur le développement humain durable de 2009 du Mali. Elle a aussi contribué à l'animation de l'atelier national sur la mesure du Développement humain durable du 14 au 16 avril 2009 à Bamako en présentant une communication sur la « Méthodologie d'élaboration de la ligne de pauvreté sur une base harmonisée : Bilan dans les Etats membres d'AFRISTAT ».

148. Au Tchad, AFRISTAT a contribué à la formation d'une cinquantaine de cadres provenant de l'INSEED, des organisations de la société civile, de l'Observatoire de la pauvreté et des autres services administratifs sur les méthodologies d'analyse de la pauvreté ainsi que sur la mise en place d'un système d'information pour la réduction de la pauvreté (SIRP). Cette formation a eu lieu dans le cadre d'un atelier national organisé à N'Djamena pour l'Observatoire de la pauvreté. Le CRESMIC et le document « Méthodologie d'élaboration de la ligne de pauvreté sur une base harmonisée : bilan dans les Etats membres d'AFRISTAT » ont servi de supports à la formation.

⁸ **Countrystat** : déclinaison pays de la base de données mondiale sur l'alimentation et l'agriculture - Outils de compilation, d'intégration et de diffusion de données nationales sur l'alimentation et l'agriculture

3.2.2. Appui à l'amélioration des systèmes d'information de suivi des stratégies sectorielles

Amélioration des systèmes d'information sur le marché du travail (SIMT)

149. Suite à la signature de l'accord de don en fin 2008 pour la mise en œuvre du Projet régional d'amélioration des statistiques du marché du travail et de renforcement de la gestion de l'information sur le marché du travail et des systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique phase II financé par l'ACBF, l'année 2009 a été consacrée aux activités en vue de l'entrée en vigueur de l'accord de don. AFRISTAT a aussi signé un protocole d'accord avec chaque unité nationale du projet. L'expert régional du projet a pris fonction en décembre 2009 et une première avance d'un montant de 400 000 US\$ en vue du démarrage effectif des activités a été décaissée par le Secrétariat exécutif de l'ACBF.

Projet de recherche sur le secteur informel en Afrique

150. Dans ce même domaine, deux nouvelles activités ont été initiées en collaboration avec d'autres institutions. La première activité est un projet de recherche sur le secteur informel en Afrique qui a été mis en place en partenariat avec l'Institut des études sociales (ISS) basé La Haye aux Pays Bas. Il est approuvé et financé par la Banque mondiale dans le cadre d'un Trust fund destiné à financer cinq meilleurs projets sur le grand thème « comprendre l'informalité du marché du travail dans les pays en développement ». Les activités du projet ont été lancées en fin novembre 2009 à Paris pour une durée de 24 mois. Il est attendu d'AFRISTAT une série d'articles sur les contraintes économiques, sociales et institutionnelles du secteur informel en Afrique.

Projet de recherche sur le travail décent en Afrique

151. AFRISTAT a également été sollicité par un consortium piloté par le Centre international de formation de l'OIT à Turin pour soumettre un appel à proposition au financement de l'Union européenne. Le thème se rapporte à la recherche sur le travail décent en Afrique. La proposition du Consortium a été retenue et financée. Le démarrage effectif des travaux est prévu à partir de mars 2010.

152. Les activités du volet statistique du Programme d'appui au renforcement des administrations financières et économiques du Burundi (PARAFE) financé par la Coopération française ont été finalisées en 2009. AFRISTAT a appuyé l'ISTEEBU dans la finalisation des rapports sur les résultats des enquêtes sur l'emploi et la consommation des ménages de 2008 et la présentation de ces résultats au cours d'un atelier de restitution tenu en février 2009.

3.2.3. Amélioration des statistiques socio-démographiques et du développement rural

153. Dans les domaines des statistiques sociodémographiques, AFRISTAT a poursuivi, d'une part, ses réflexions sur les stratégies à développer pour réduire les coûts des RGPH et sur la réalisation d'un RGPH simultané et harmonisé dans les Etats membres de l'UEMOA et, d'autre part, ses appuis directs aux Etats membres dans l'exploitation des données d'état civil.

Participation à la préparation de la série des recensements 2010

154. Lors de sa 12^{ème} session, le Conseil scientifique avait recommandé à la Direction générale d'orienter ses recherches sur l'analyse détaillée des coûts des opérations des recensements en vue de leur réduction. L'atelier co-organisé avec la Division statistiques des Nations-unies en novembre 2008 avait fait des recommandations similaires. AFRISTAT a donc initié l'élaboration d'un document sur l'analyse des coûts des RGPH dans la sous région. A cet effet, un projet de questionnaire pour une collecte d'informations auprès des INS sur les aspects budgétaires et de la planification des RGPH a été élaboré et transmis aux INS.

155. Après la validation de la méthodologie du RGPH simultané et harmonisé dans les Etats membres de l'UEMOA, celle-ci a été transmise à la Commission de l'UEMOA qui a souhaité disposer de termes de référence pour l'élaboration du cadre institutionnel de réalisation d'une telle opération. Le projet de Termes de référence élaboré est en cours de finalisation.

156. En collaboration avec la Division statistique des Nations unies (DSNU), AFRISTAT a co-organisé un atelier CensusInfo à Bamako. Cet atelier a réuni les participants venant des INS de 12 Etats membres d'AFRISTAT (Burkina Faso, Burundi, Cap Vert, Comores, Congo, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo) et d'autres Etats (République démocratique du Congo, Maroc, Tunisie). CensusInfo, outil de diffusion des résultats des recensements de la population et de l'habitat, a été mis au point par la Division de statistique des Nations unies, en partenariat avec l'UNICEF et le FNUAP. A travers l'atelier, les capacités des participants à utiliser CensusInfo en tant que plateforme pour la diffusion des données du recensement ont été renforcées (échange de données pour faciliter le téléchargement des données dans le système CensusInfo, génération de tableaux pertinents, élaboration de graphiques et de cartes, de rapports et de profils).

157. Des appuis directs ont été apportés au Mali dans le cadre de la préparation de son quatrième recensement général de la population et de l'habitat. Ces appuis ont contribué à l'élaboration (i) des manuels de formation de l'agent recenseur, de chef d'équipe, de contrôleur et de superviseur ; (ii) des questionnaires et documents annexes ; (iii) du rapport d'évaluation du recensement pilote ; (iv) du document méthodologique de l'enquête de couverture test ; (v) des manuels de l'enquêteur, du chef d'équipe et du superviseur de l'Enquête post censitaire (EPC) ; (vi) de la méthodologie d'échantillonnage de l'EPC.

Appuis techniques pour l'exploitation des données de l'état civil

158. Des appuis techniques ont été apportés au Niger, au Sénégal et au Togo dans le cadre des Conventions de travail signées avec AFRISTAT.

159. L'appui au Niger a permis d'élaborer un document de plaidoyer mettant en avant les exploitations possibles des données et la reprise de la saisie des volets d'état civil pour 2003 et 2004. Au Sénégal, un rapport sur l'état d'avancement des activités d'exploitation des faits d'état civil de l'ANSD a été élaboré. Au Togo, l'appui a permis : i) d'élaborer le premier draft d'un rapport décrivant le fonctionnement d'un état civil et définissant la stratégie de relance de son exploitation ; ii) d'initier un

programme d'apurement de la base de données de Lomé pour 2007 et iii) d'élaborer un programme d'activités et un budget pour la période 2010-2012.

3.2.4. Suivi des conditions de vie des ménages

160. Cette activité a concerné essentiellement les appuis aux enquêtes pour la finalisation de documents méthodologiques, l'apurement des données et la production des principaux résultats et rapports d'analyse.

161. Au Congo, l'assistance technique au Centre national de la statistique et des études économiques (CNSEE) a été réalisée dans le cadre de la mise en place des méthodologies de la deuxième enquête QUIBB et de l'Enquête sur l'emploi et le secteur informel en milieu urbain au Congo (EESIC). Elle a permis au CNSEE de disposer de ces méthodologies et des outils de collecte (questionnaires, nomenclature, etc.) ainsi que d'un chronogramme d'exécution. Le personnel d'encadrement de l'enquête emploi et secteur informel de 2009 a été formé.

162. Au Burkina Faso, l'appui technique a été fourni à l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) pour la revue méthodologique de l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages. L'assistance a permis à l'INSD de réajuster la méthodologie de l'enquête et de lancer la collecte des données.

163. En Mauritanie, l'assistance technique apportée à l'Office national de la statistique (ONS) avait pour objectif d'élaborer le profil de pauvreté 2008 du pays. A cette occasion, 12 cadres, membres de l'équipe technique de l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages de 2008, ont été formés aux techniques de mesure et d'analyse de la pauvreté. De même, cette assistance a permis de redresser les déclarations des dépenses courantes alimentaires dans certaines « wilaya »⁹ où elles semblaient trop importantes.

164. Dans le cadre de la reprise des travaux de l'enquête auprès des dépenses des ménages pour l'évaluation de la pauvreté de Sao Tomé et Principe, suspendus depuis 2005, l'appui d'AFRISTAT a permis d'actualiser les documents méthodologiques, le chronogramme et l'identification de ses interventions.

165. Dans la perspective de l'amélioration de la qualité des résultats l'enquête légère auprès des ménages du Mali, AFRISTAT a apporté un appui pour l'estimation de la taille optimale de l'échantillon. Cet appui a permis de (i) faire des propositions sur une taille jugée optimale et de donner des orientations pour l'élaboration du plan de sondage ; (ii) calculer les précisions du taux de pauvreté pour les strates, les régions et l'ensemble du Mali et (iii) former deux cadres de l'INSTAT aux procédures pour la mise place d'un échantillon optimal.

166. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet IHPC-UEMOA, tous les Etats membres disposent d'un fichier apuré de données sur les dépenses des ménages. Ces données feront l'objet d'analyse approfondie pour caractériser les conditions de vie des ménages en 2010. A la demande des autorités de la République togolaise, une dizaine de cadres (dont deux consultants) de la DGSCN ont été formés à cette analyse approfondie de la pauvreté en vue de l'élaboration du profil de pauvreté

⁹ wilaya

2008 à Lomé. Cette formation s'est déroulée à Lomé dans les locaux de la DGSCN. La formation a permis de passer en revue certaines préoccupations techniques de l'analyse de la pauvreté, notamment l'analyse de la dynamique de la pauvreté à Lomé entre 2006 et 2008, la décomposition de la variation du taux de pauvreté entre effet croissance et effet redistribution. Ce profil dont le plan d'analyse a été défini sera élaboré sur la base des données de l'enquête des dépenses des ménages (EDM) 2008 et du QUIBB 2006 à Lomé. Une feuille de route définissant la suite des travaux à réaliser a été remise à l'équipe ainsi qu'à la Direction Générale de la DGSCN.

3.3. Appui au développement des statistiques et synthèses économiques

167. En matière de renforcement des capacités des Etats membres dans les domaines des statistiques et synthèses économiques, AFRISTAT a poursuivi ses efforts pour doter les Etats membres de méthodologies et techniques appropriées pour l'élaboration de statistiques fiables et à jour en statistiques des prix et d'entreprises, en comptabilité nationale et en analyse macro-économique en appui aux programmes de développement. Des appuis directs ont été apportés aux Etats à leur demande et des ateliers ont été organisés pour permettre des échanges d'expériences et de bonnes pratiques.

3.3.1. Amélioration des statistiques économiques de base

168. Les travaux d'amélioration des statistiques économiques de base ont été marqués par la mise en œuvre du projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation des pays de l'UEMOA, l'exécution du volet relatif à l'Indice harmonisé des prix à la consommation du Programme statistique régional 2008 de la CEMAC, l'adoption des cadres harmonisés pour l'élaboration des statistiques d'entreprises et le démarrage des travaux de révision des nomenclatures d'activités et de produits des Etats membres d'AFRISTAT.

3.3.1.1 Amélioration des statistiques des prix à la consommation

169. L'année 2009, en ce qui concerne les statistiques de prix à la consommation, a enregistré d'importants résultats et l'ouverture d'un autre chantier majeur. Les principales activités du projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation des Etats membres de l'UEMOA ont pris fin et les travaux préparatifs du projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation des Etats membres de la CEMAC ont débuté. Parallèlement à ces deux chantiers majeurs, les activités du volet prix du PCI Afrique se sont poursuivies à travers le Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux¹⁰ en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats. Des appuis directs ont aussi été apportés à certains Etats membres.

Rénovation de l'IHPC des Etats membres de l'UEMOA

170. Le projet de rénovation de l'IHPC dont le financement est assuré par la Commission de l'UEMOA, comporte quatre composantes à savoir : (i) la composante enquêtes dépenses auprès des ménages, (ii) la composante prix, (iii) la composante traitement des données et (iv) la composante coordination du projet. Au titre de la coordination du projet, les deux rapports semestriels d'exécution

¹⁰ Les pays bénéficiaires sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, RCA, Comores, Congo, RDC, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Tchad et Togo pour les pays FAD. Gabon et Guinée pour les pays BAD.

de 2009 ont été préparés et transmis à la Commission de l'UEMOA. Les travaux des deux premières composantes ont été menés à leur terme.

171. En terme de développement méthodologique, une documentation relative à la mise en place et à la production de l'IHPC et à la gestion de sa qualité a été mise à la disposition des Etats. Il s'agit notamment du guide méthodologique, d'un document sur la nomenclature de consommation ouest-africaine adaptée pour les besoins de l'IHPC (NCOA-IHPC), des manuels des différents agents (enquêteur, superviseur et gestionnaire) et d'une proposition de cadre de référence pour la gestion de la qualité. La mise à disposition de cette documentation répond au souci d'accompagner chaque acteur dans le processus de production de l'indice et au besoin de créer un environnement favorable à une gestion régionale de l'indice dans une approche qualité. En particulier, le cadre de référence pour la gestion de la qualité de l'indice a été élaboré pour enclencher une démarche qualité dans les processus de production statistique dans la sous-région. En effet, si l'harmonisation des concepts et méthodologies est nécessaire pour assurer un minimum de comparabilité des indicateurs, il est tout aussi important de développer une démarche qualité, notamment au travers de l'audit statistique, pour assurer dans la pratique une comparabilité des processus et garantir des conditions minimales de satisfaction des utilisateurs. Des notes techniques sur le traitement des variétés complexes, les remplacements, le calcul des coefficients de pondérations et sur la description des tâches à réaliser par les équipes prix ont été préparées.

172. Au 31 décembre 2009, le dispositif rénové de l'IHPC validé par le Comité de suivi de l'IHPC est fonctionnel dans tous les Etats membres de l'UEMOA. Tous les pays disposent d'un fichier apuré de prix et ont calculé les prix moyens de l'année de base et les indices de janvier à novembre 2009. Les fichiers sur les dépenses des ménages ont été apurés et ont servi à la mise en place des pondérations principales et mensuelles variables pour les produits saisonniers. Les pays ont élaboré une première version du rapport national d'analyse des résultats de cette enquête. La Commission de l'UEMOA a prorogé le Projet jusqu'au 31 décembre 2010 en vue de la réalisation d'analyse approfondie des données de dépenses des ménages dans les principales agglomérations. L'officialisation de l'indice rénové interviendra en 2010.

173. Au niveau de la composante traitement, le cahier des charges informatiques de la nouvelle application est disponible. Un dossier d'appel d'offres a été constitué et le processus pour le recrutement d'un bureau d'étude a été lancé. En attendant la réalisation du logiciel final de production des IHPC, AFRISTAT a produit un module intérimaire de calcul de l'IHPC rénové, programme fonctionnant sous Excel. Il permet, à partir des fichiers de base extraits de CHAPO, de calculer l'ensemble des indices selon la méthodologie de l'IHPC rénové.

Rénovation des indices des prix des Etats membres de la CEMAC

174. L'exécution du volet relatif à l'Indice harmonisé des prix à la consommation du Programme statistique régional 2008 de la CEMAC s'est poursuivie. Les dispositifs de production des indices des prix des pays de la CEMAC ont fait l'objet d'une évaluation en vue de la relance de la production desdits indices. Ainsi, ces dispositifs ont été analysés, les équipes formées aux remplacements et au suivi des variétés complexes et des recommandations formulées en vue de l'amélioration des indices

produits et pour la poursuite de la mise en place de l'IHPC dans certains pays. Ces activités rentrent dans le cadre de la Convention de prestation de service signée en 2008 entre le SCAC de l'Ambassade de France en RCA et AFRISTAT.

175. En vue d'une harmonisation des indices des prix à la consommation de ses Etats membres, la Commission de la CEMAC a signé une convention de prestation de service avec AFRISTAT pour la coordination technique de l'exécution du projet d'« harmonisation des indices de prix à la consommation finale des ménages comportant un volet dépenses des ménages et un volet collecte des prix de base ». Dans la perspective de mise en œuvre de cette convention, AFRISTAT a, au plan institutionnel, préparé des conventions à signer avec chaque INS et au plan technique élaboré la méthodologie des enquêtes ménages, le guide méthodologique de l'IHPC-CEMAC et rédigé un projet de panier régional CEMAC décrit selon la méthodologie de DSP (Description structurée des produits). Ces documents seront validés en 2010 au cours d'un atelier méthodologique. Les travaux du projet seront accélérés au cours de la même année.

Volet prix du PCI-Afrique

176. Dans le cadre du protocole d'accord signé avec la BAD pour la mise en œuvre du Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats, un atelier sous-régional de validation des données de prix dans le contexte du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique) s'est tenu à Dakar du 9 au 13 novembre 2009. Au cours de cet atelier, les données de prix des produits communs PCI-IPC de janvier à juillet 2009 des pays membres de la coordination d'AFRISTAT ont été validées à l'aide des tableaux de Quaranta¹¹ et celles des enquêtes principales PCI de janvier à juillet 2009 ont été examinées et leur validation se poursuit conformément au calendrier retenu. Les participants ont été formés à la démarche de validation des données nationales en utilisant les tableaux de Quaranta de ValidationBook. Conformément aux recommandations de l'atelier, un appui a été apporté à la RDC en vue de mettre à la disposition de l'INS des outils de collecte et de traitement des données du PCI, de collecter les fichiers des données disponibles et de renforcer les capacités du personnel du volet Prix.

177. Par ailleurs, les capacités des experts d'AFRISTAT ont été renforcées dans le domaine du calcul des parités de pouvoir d'achat (PPA) au cours d'un atelier organisé par la BAD du 02 au 06 novembre 2009 à Tunis.

Appui direct aux Etats membres

178. En dehors des trois projets, des appuis directs ont été apportés au Congo et au Burundi. Au Congo l'appui a permis d'apurer les fichiers de Pointe-Noire et de Brazzaville, de déterminer la période de référence de l'indice et d'élaborer les instruments d'officialisation de l'indice (argumentaire, dépliants). Pour Brazzaville, les listes des séries et des points de vente ont été mises à jour. Pour Pointe-Noire, il s'est agi de l'apurement des prix de base. La méthodologie et la maquette de calcul

¹¹ Un tableau permettant la validation des données de prix inter-Etat

de l'indice national ont été élaborées de même que la maquette de passage de l'IHPC de 10 fonctions à 12 fonctions.

179. Au Burundi, en plus de la formation d'une quarantaine de cadres centraux et régionaux de l'ISTEEBU aux méthodologies de production et d'analyse des IPC, il a été procédé au diagnostic du dispositif de production de l'IPC et à l'identification des activités à mener pour améliorer l'existant. Pour la mise en œuvre de ces dernières, un chronogramme en vue de la rénovation de l'indice de Bujumbura a été validé.

3.3.1.2 Amélioration des statistiques d'entreprises

180. Dans le domaine des statistiques d'entreprises, le processus de mise place de méthodologies harmonisées a pris fin en 2009. En effet, le Conseil des Ministres en sa 18^{ème} session, tenue à Ouagadougou le 16 avril 2009, a adopté deux règlements relatifs au Cadre pour la création et la gestion d'un répertoire d'entreprises national et la Méthodologie pour l'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle communs aux Etats membres d'AFRISTAT. Les Etats membres et les institutions d'intégration sous-régionale ont été invités à les mettre en œuvre. Pour les accompagner dans cet exercice, une note définissant des stratégies a été élaborée et approuvée par le Comité de direction lors de sa session d'octobre 2009.

181. Depuis la mise en place de ces méthodologies, des appuis techniques directs ont été apportés au Burundi, au Congo, à la Guinée, à la Mauritanie, au Niger et à la RCA.

182. En Guinée, 14 cadres ont été formés aux processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises et de mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle. Le dispositif de production et de publication de l'indice harmonisé de la production industrielle a été mis en place et les indices provisoires de 2006 et 2007 ont été calculés.

183. Au Burundi, un appui à distance a permis à l'ISTEEBU d'élaborer les outils du recensement des unités économiques (la méthodologie, les questionnaires, les manuels, etc.) et de prendre en compte les besoins du répertoire d'entreprises dans le recensement.

184. En Mauritanie, le dispositif de production et de publication de l'indice de la production industrielle a été revu. Les changements intervenus dans le tissu industriel ont été pris en compte dans le calcul de l'IPI. Un dispositif de l'enquête d'opinions auprès des chefs d'entreprises industrielles a été mise en place (échantillonnage, questionnaire, application informatique de saisie et de calcul des soldes d'opinions).

185. Au Niger, le processus de création d'un répertoire d'entreprises national a été revu. Un nouveau répertoire d'entreprises national à des fins statistiques a été mis en place. Les procédures de gestion de ce répertoire ont été définies.

186. En Centrafrique, un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques a été mis en place et les procédures de sa gestion courante ont été définies. Une vingtaine de cadres ont été formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises à des fins statistiques.

187. Au Congo, dans le cadre de la mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle, des échantillons provisoires d'entreprises et de produits ont été constitués et une maquette de saisie et de calcul de l'indice a été élaborée. Une collecte complémentaire doit être organisée pour la mise en place effective de l'indice harmonisé de la production industrielle.

188. Une application informatique sur Access est en cours d'élaboration pour gérer les répertoires d'entreprises à des fins statistiques qui seront mis en place dans les Etats.

3.3.1.3 Révision des nomenclatures d'activités et de produits des Etats membres d'AFRISTAT

189. Depuis 2001, les Etats membres d'AFRISTAT disposent de nomenclatures communes pour les activités (NAEMA) et pour les produits (NOPEMA). Ces nomenclatures ont été conçues à partir des nomenclatures internationales des Nations unies, notamment la classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activités économiques (CITI, rev 3) et la Classification centrale des produits (CPC), mais tout en prenant en compte les spécificités des Etats membres.

190. La Commission statistique des Nations unies a adopté en 2008 la révision 4 de la CITI et de la CPC. Cette quatrième révision vise à prendre en compte les évolutions récentes de l'économie mondiale. Pour être en harmonie avec les nomenclatures internationales en terme de comparabilité mais tout en respectant les spécificités africaines, AFRISTAT a entrepris de réviser la NAEMA et la NOPEMA.

191. A cet effet, un groupe de travail, chargé de proposer une première version des nomenclatures révisées qui servira de document de base a été mis en place. Ce groupe de travail reste ouvert à toutes les institutions et experts intéressés par le domaine. Un forum est ouvert sur le site Internet d'AFRISTAT pour que les intervenants puissent échanger sur le sujet.

192. Un premier draft des nomenclatures révisées est disponible et le manuel des notes explicatives est en cours de rédaction.

193. Dans le cadre du partenariat avec la Division statistique des Nations unies (DSNU), AFRISTAT a pris part à la réunion du Groupe des experts sur les nomenclatures économiques et sociales qui s'est tenue du 1^{er} au 04 septembre 2009 au siège des Nations unies à New York (USA). Cette réunion avait pour objectifs de discuter, d'une part, de documents d'accompagnement de la mise en œuvre des nomenclatures récemment révisées (CITI, CPC, classification standard internationale des métiers) et, d'autre part, des propositions de nouvelles nomenclatures telles que les classifications standard internationales de l'éducation (CITE), de l'environnement et de l'énergie.

3.3.2. Appuis en conjoncture et prévision

194. Les années 2008 et 2009 ont été marquées par la crise économique et financière mondiale dont les effets ont affecté l'évolution des économies africaines. Pour accompagner les Etats membres dans l'appréciation de cet impact, AFRISTAT a poursuivi le renforcement des compétences des cadres économistes et statisticiens à travers la tenue de deux importants séminaires régionaux centrés sur la crise économique mondiale et le développement d'un modèle de prévision à court

terme, et la gestion du dispositif de suivi conjoncturel au sein d'AFRISTAT. Des appuis directs ont été apportés aux pays à leur demande.

3.3.3.1 Renforcement de capacités techniques des Etats membres

195. Deux séminaires régionaux sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme ont eu lieu, à Bamako et à Brazzaville. Le thème central de ces séminaires était « les effets de la crise économique mondiale sur les économies des pays membres ». Ces séminaires ont visé un double objectif, à la fois pédagogique et opérationnel : (i) exposer les résultats de chaque pays sur le suivi conjoncturel et les prévisions économiques à court terme, (ii) poursuivre et approfondir les rapprochements, tant du point de vue de la méthode de projection que des données exogènes utilisées et (iii) renforcer les capacités techniques des participants à repérer, dans le domaine du suivi conjoncturel, les éléments susceptibles d'évaluer les effets de la crise mondiale. Concernant ce dernier objectif et à partir d'un plan détaillé proposé par AFRISTAT, les participants des deux séminaires ont élaboré une note de synthèse sous-régionale. L'une des principales conclusions de cette note semble indiquer que les effets de la crise économique sont limités dans les Etats membres par rapport à ce qui est observé dans les pays développés et émergents. Une soixantaine d'experts nationaux et sous-régionaux ont suivi ces séminaires.

196. A la suite de ces deux séminaires régionaux, un atelier de formation aux techniques de production rapide de publications conjoncturelles s'est tenu à Bamako. Il a regroupé une trentaine de participants représentant 13 Etats membres, d'organismes d'intégration régionale (CEMAC, UEMOA, AMAO), d'AFRITAC-ouest, de l'INSEE et de banques centrales (BEAC, BCEAO, Comores et Guinée). Cet atelier de formation visait à renforcer les capacités des services en charge de l'élaboration des publications conjoncturelles, en vue de réduire les délais de production pour une meilleure prise en compte des indications conjoncturelles dans les décisions de politique économique. Les participants ont été formés et sensibilisés aux questions de normes en matière de délais de production et de diffusion de publications conjoncturelles. A cet effet, les meilleures pratiques en matière de production des indicateurs conjoncturels de qualité ont été recensées et partagées.

197. En plus des séminaires régionaux et des ateliers spécifiques, des appuis directs sont apportés aux Etats pour améliorer les dispositifs de suivi conjoncturel.

198. Des appuis directs ont été réalisés en RCA dans le cadre du projet PARCPE. Ces appuis ont permis de relancer les travaux de modélisation entamés depuis 2007 et de renforcer les acquis obtenus en matière de suivi de la conjoncture économique. Ainsi, une base de données conjoncturelles et structurelles a été mise en place un modèle de prévision à court terme¹² adapté à la RCA est développé et quatre cadres ont été formés à l'écriture et à l'utilisation dudit modèle.

199. Au Mali, suite à l'atelier sur l'interpolation des comptes nationaux (cf. §) visant à présenter, sur la base des comptes nationaux maliens, la méthodologie proposée pour reconstituer des années de comptes manquantes, un second atelier s'est tenu à Bamako pour poursuivre le processus d'élaboration des comptes 2000-2003, au moyen du modèle TABLO.

¹² Il s'agit du modèle TABLO

200. Au Congo, l'appui a permis de renforcer les capacités de la Cellule technique permanente de conjoncture en vue de l'amélioration des fichiers conjoncturels et du bulletin de conjoncture.

201. En Guinée Bissau, il a été procédé à l'évaluation de l'état d'avancement de la collecte des données conjoncturelles et structurelles dans le cadre de la convention de travail entre AFRISTAT et l'INE. Un appui a été apporté pour la mise en place d'un dispositif de suivi de la conjoncture économique et sociale.

202. En Mauritanie, l'animation d'un atelier de formation sur les techniques de l'analyse conjoncturelle a été assurée. Cet atelier s'inscrit dans le cadre de la convention de travail entre l'ONS et AFRISTAT financée par le FSP.

3.3.3.2 Publication du bulletin de données conjoncturelles

203. AFRISTAT a poursuivi la publication, comme chaque année depuis 2006, du bulletin de données conjoncturelles des États membres d'AFRISTAT (BDCEA). Il présente les données les plus récentes des États ainsi que celles concernant l'environnement international. Ce bulletin est disponible chaque trimestre aux dates suivantes : 31 janvier, 30 avril, 31 juillet et 31 octobre. En outre, un numéro spécial est publié le 15 mars de chaque année, pour répondre aux besoins de la réunion du Comité de convergence de la Zone Franc (COCOZOF). Chaque semestre, une synthèse de la conjoncture et des perspectives économiques des États membres est introduite dans le bulletin. Les difficultés que rencontre ce bulletin résident principalement dans la collecte des données auprès des INS. Sur la période sous revue, les numéros 13 à 16 du BDCEA ont été publiés avec des commentaires sur les tendances conjoncturelles observées ainsi que leur impact sur la situation des États membres au cours des trimestres sous revue.

3.3.3. Comptabilité nationale

204. Dans le domaine de la comptabilité nationale, l'objectif poursuivi par AFRISTAT est de renforcer les capacités des États membres en vue d'une production pérenne et valorisée des comptes nationaux conformément au SCN93. A cet effet, les stratégies développées ont consisté en la mise en place de nouvelles méthodes de travail et outils performants, et surtout au transfert du savoir-faire.

205. Au titre du renforcement des capacités techniques des équipes de comptables nationaux, des séminaires et ateliers ont été organisés, respectivement, sur la reconstitution des années de comptes manquantes dans une série de comptes nationaux, sur l'analyse des résultats des comptes nationaux et sur les concepts du SCN.

206. Le principal thème du séminaire sur le renforcement des capacités était «Mise en œuvre du SCN2008 et analyse des résultats des comptes nationaux». Au cours de ce séminaire, tenu en septembre 2009 à Bamako, les experts des États membres ont examiné et adopté le contenu du document de validation, d'analyse, de publication et de diffusion des résultats des comptes nationaux. La méthodologie de reconstitution des années de comptes manquantes dans une série de comptes nationaux a été affinée.

207. Concernant la réflexion sur la méthodologie d'élaboration des comptes trimestriels dans les États membres, un groupe de travail a été mis en place.

208. Deux ateliers de renforcement des capacités ont été organisés. Le premier atelier, tenu en avril 2009 à Bamako, a permis d'affiner la méthodologie permettant de reconstituer des années de comptes manquantes dans une série en tenant compte de toutes les informations connues. A cet effet, les comptes nationaux du Mali, élaborés sous le système ERETES, ont servi de base à un exercice pratique. Le deuxième atelier, tenu en juin 2009 à Bamako, a concerné l'analyse des résultats des comptes nationaux. Il visait à renforcer les capacités d'analyse macroéconomique des comptes nationaux. Au terme de cet atelier, les comptes nationaux des Etats membres ont été formés aux techniques d'analyse des comptes nationaux.

209. L'atelier organisé par la société InWent et l'ENSEA à Abidjan du 20 au 24 avril 2009 a permis de renforcer les capacités des représentants des pays présents en matière de concepts et définitions du système de comptabilité nationale (SCN).

210. Dans le cadre du protocole d'accord signé avec la BAD pour la mise en œuvre du Programme multinational de renforcement de capacités statistiques des pays membres régionaux en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats, un atelier sous-régional de validation des données de prix et des comptes nationaux dans le contexte du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique) s'est tenu à Dakar du 9 au 13 novembre 2009. Au cours de cet atelier, les pays (i) ont compilé des données de décomposition du PIB de 2006 à 2008 ainsi que la matrice régionale de décomposition du PIB et (ii) entamé le processus de validation et de consolidation des données 2006, 2007 et 2008. La méthode de décomposition du PIB 2009 a été définie.

211. Des appuis directs ont été apportés au Burkina Faso, Mauritanie, Burundi, Cameroun, Guinée, Mali, Niger, Tchad, Sénégal, Togo, RCA.

3.4. Appui au renforcement des capacités de diffusion

3.4.1. Appui à la gestion des sites Internet et à l'amélioration des connectivités

212. Le suivi des sites Internet des Etats membres, activité courante, s'est poursuivi avec la résolution en ligne de problèmes de connexion des sites du Bénin, du Burkina Faso et du Sénégal (ancienne adresse) et la mise en place d'une base de données pour le site du Burkina.

213. L'ensemble des sites Internet des Etats membres dont l'hébergement a été confié à AFRISTAT a été transféré sur un nouveau serveur informatique. Au cours de cette opération, des appuis ont été apportés à certains INS pour tenir compte de leur situation particulière du fait des évolutions technologiques ou de la mise en ligne de nouvelles versions de leurs sites (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Bissau).

214. Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante "statistiques" de l'assistance de la France à la CEDEAO, neuf webmasters des pays anglophones (Gambie, Ghana, Libéria, Nigéria et Sierra Leone) ont été formés à la création et à la gestion de sites internet. Des progrès sensibles sont notés sur les sites du Liberia et du Ghana. Des conseils sont prodigués à distance aux gestionnaires des trois autres pays pour la mise en œuvre des recommandations formulées lors de leur formation.

215. Toujours dans le cadre de la mise en œuvre de cette composante "statistiques" de l'assistance de la France à la CEDEAO, la procédure d'acquisition de matériel informatique pour la

mise à jour des bases de données et des sites Internet au profit des INS des cinq pays anglophones a été lancée.

216. AFRISTAT a par ailleurs formé huit cadres du Centre national de la statistique et des études économiques du Congo aux techniques de création et de gestion de site Internet, dans le cadre de la mise en œuvre des activités inscrites dans la convention de travail CNSEE-AFRISTAT.

3.4.2. Appui à la diffusion

217. Les activités dans le domaine de la diffusion ont consisté au renforcement des capacités en matière de bases de données. Les cadres de l'ONS de Mauritanie ont été formés aux principes de fonctionnement de la base de données 2gLDB et à l'utilisation des outils de consultation et de publication. Une solution de mise en ligne sur Internet des données de la base a été validée et est en cours de développement.

218. Une formation complémentaire a été donnée aux agents de l'ONS à Nouakchott sur l'utilisation du module de publication MauriPub. Cette intervention de 2 semaines a également permis d'aborder des aspects de programmation web et de base de données.

219. AFRISTAT a démarré un appui à l'Institut national de la statistique du Niger pour la mise en place d'un système d'automatisation de la production de son annuaire statistique. Une première formation a été faite en novembre 2009 et le transfert de l'annuaire statistique a débuté. Cette action doit se poursuivre et une seconde mission sera programmée en 2010.

3.4.3. Développement de la plate-forme éditoriale commune

220. Les activités du projet de plate-forme éditoriale commune des INS des Etats membres se sont poursuivies au cours de la période sous revue. La deuxième réunion du Groupe de projet a eu lieu du 2 au 6 mars à Bamako. Elle a permis de former quelques experts d'AFRISTAT à l'écriture pour le net, de préparer le dossier de la deuxième phase de projet à présenter aux membres du Comité de direction d'avril 2009 et à préparer le dossier de recherche de financement. Le Chef de projet a pu présenter ces dossiers aux membres du Comité de direction qui ont marqué leur accord pour la poursuite de la recherche de financement. Le dossier de financement a été examiné favorablement par la Commission du Trust Fund de la Banque mondiale en avril 2009. Du 18 au 22 mai 2009, l'ensemble des experts d'AFRISTAT ont été formés aux techniques journalistes d'écrite pour le net. Ils ont pu rédiger des articles professionnels portant sur des analyses économiques ou des activités statistiques en cours. Ils ont aussi réalisé des interviews vidéo, excellent moyen peu coûteux de valorisation de leur travail. Un avis de manifestation d'intérêt a été lancé en vue d'identifier les sociétés à qui un dossier de consultation sera transmis en début 2010 pour sélection.

4. ETUDES ET RECHERCHE APPLIQUEE

221. Au cours de la période sous revue, les activités ont été centrées sur la recherche méthodologique, les études et la valorisation des données d'enquêtes.

222. La recherche méthodologique a concerné l'évaluation des dépenses de recherche pour la santé, la mise en place d'un dispositif d'analyse de la pauvreté pour des perspectives de comparaison régionale et l'élaboration d'une note de synthèse sur les méthodes d'évaluation d'impact des politiques.

223. Les réflexions entamées en 2008 sur la mise en place d'un dispositif d'analyse de la pauvreté pour les perspectives de comparaison régionale dans la zone UEMOA se sont poursuivies. Basées sur les données des enquêtes sur les dépenses des ménages collectées dans le cadre du projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation de 2008, les premiers travaux ont abouti à la détermination d'un panier alimentaire régional. Si celui est représentatif au niveau régional par contre au niveau des capitales certains produits qui le constituent ne sont pas suivis. Cela a rendu difficile la collecte des prix du panier régional dans quelques pays. Ce panier a été constitué dans le cadre du traitement des données consolidées des huit Etats membres. La suite des travaux devra donc consister à proposer une solution en vue de poursuivre la réalisation de cette importante étude régionale.

224. AFRISTAT a élaboré un projet d'une note de synthèse sur la méthodologie d'évaluation d'impact (ex ante, ex post) des projets, programmes et politiques (PPP) a été rédigé. Ce document résume l'ensemble des méthodes récentes d'évaluation d'impact des politiques, insiste sur les définitions et le cadre conceptuel relatif aux questions d'évaluation d'impact, et présente leurs avantages et inconvénients, les conditions de leur mise en œuvre et leurs spécificités propres. Une première version est disponible et devrait être finalisée en 2010.

225. En 2008, AFRISTAT, en collaboration avec Global Forum for health research (GFHR) a initié un projet sur l'évaluation des dépenses de recherche pour la santé. L'objectif du projet était de proposer et de tester une méthodologie pour l'évaluation des dépenses pour la santé. Trois pays (Burkina Faso, Cameroun et Mali) ont été retenus pour la phase pilote. A ce jour, les principaux résultats sont :

- les outils méthodologiques de la collecte des données (questionnaires, manuel des concepts, nomenclatures, masques de saisie) élaborés et validés ;
- une stratégie d'identification des principaux acteurs du secteur de la recherche pour la santé définie ;
- une base de données des principaux acteurs constituée, documentée et transmise à AFRISTAT par les pays pilotes.

226. Le rapport d'exécution technique et financière du projet ainsi que la note méthodologique de synthèse pour l'évaluation des dépenses de recherche pour la santé sont en cours de rédaction. La méthodologie proposée devra être testée sur la base des données collectées dans les pays pilotes. En effet, l'exploitation et l'analyse des données mobilisées dans le cadre du projet permettront de finaliser ladite note méthodologique. Les activités du projet devraient prendre fin au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année 2010.

227. Les activités relatives aux études et aux analyses des données d'enquêtes ont concerné le projet MIGMAC.

228. Dans le cadre du partenariat avec le CePeD (Centre Population et Développement) un projet dénommé MIGMAC (Mesurer les inégalités de genre des ménages ouest-africain en matière de consommation) a été initié en 2008 pour la réalisation d'une analyse secondaire des données des enquêtes sur les dépenses des ménages (EDM) de 2008 dans la principale agglomération des Etats membres de l'UEMOA. Cette analyse vise à explorer les liens entre les structures démographiques des ménages et leurs structures de consommation. Au titre de l'année 2009, les principaux résultats atteints se résument comme suit : mise en place d'une bibliographie thématique sur la structure des ménages en démographie, d'un plan d'analyse approfondie des données des EDM 2008 (ce plan intègre la saisie et l'exploitation des fiches d'éligibilité), lancement des travaux préparatoires de mise en forme des données des huit pays avec l'élaboration d'une base de données harmonisées (harmonisation de la codification des variables et des modalités des différentes sections), sans tenir compte à ce stade des fiches d'éligibilité.

CONCLUSION

229. La mise en œuvre du plan d'action 2009 a été satisfaisante. Tous les partenaires ont fait montre d'une grande disponibilité pour accompagner la Direction générale et les Etats membres en mettant à leur disposition les financements et les appuis techniques nécessaires. Il convient de relever la disponibilité des responsables des INS pour soutenir AFRISTAT dans la définition et la mise en œuvre de ses interventions et la mobilisation des contributions de leur Etats respectifs au Fonds AFRISTAT.

230. Des résultats importants ont été enregistrés dans différents domaines. Il s'agit entre autres :

- de l'approbation des orientations, des axes stratégiques et des objectifs du programme de travail d'AFRISTAT 2011-2015 ;
- de la disponibilité des IHPC rénovés des pays de l'UEMOA pour la période 2008-2009 et de la signature de la convention pour la mise en œuvre du projet des IHCP-CEMAC ;
- l'adoption des Règlements mettant en place des cadres méthodologiques communs pour la création et la gestion d'un répertoire d'entreprises à des fins statistiques et pour la mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle ;
- du renforcement des capacités des experts nationaux en comptabilité nationale, en analyse conjoncture, en statistiques des prix et d'entreprises etc. ;
- de l'engagement des pays dans le rattrapage de leurs comptes nationaux et dans la modernisation de leurs dispositifs de suivi conjoncturel ;
- du renforcement des capacités d'intervention de la Direction générale en termes de ressources humaines et de partenariat.

231. Quelques difficultés ont, cependant, émaillé l'exécution du plan d'action. Il s'agit notamment de la lenteur observée au niveau du démarrage des activités des projets régionaux, de la mise œuvre d'activités non programmées et du report de certaines déjà programmées et de la lourdeur des procédures nationales de gestion qui ralentissent la mise en œuvre activités.

232. En termes de perspectives, AFRISTAT s'attèlera, au cours de l'année 2010 à finaliser le Projet de rénovation de l'IHPC-UEMOA et l'élaboration du programme de travail de moyen terme 2011-2015. Il entamera la mise en œuvre du plan d'action 2010-2011 qui renferme des chantiers nouveaux et en cours, notamment, le renforcement des conventions de travail et la réalisation d'études sur l'amélioration des conditions de travail et sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT pour tenir compte de son développement actuel et futur.

ANNEXES

**ANNEXE 1 : SUITE DONNEE AUX RECOMMANDATIONS DE LA 20^{ème} REUNION DU COMITE DE
DIRECTION ET DE LA 18^{ème} SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES D'AFRISTAT**

SUITE DONNEE AUX RECOMMANDATIONS DE LA 20^{ème} REUNION DU COMITE DE DIRECTION ET DE LA 18^{ème} SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES D'AFRISTAT

Cette note fait le point de la mise en œuvre de l'ensemble des décisions, résolutions et recommandations formulées lors de la 20^{ème} réunion du Comité de direction d'AFRISTAT en distinguant celles dont la réalisation incombe à la seule Direction générale de celles qui impliquent aussi d'autres partenaires. Elle reprend aussi les recommandations formulées par le Conseil des Ministres lors de sa 18^{ème} session ordinaire tenue en avril 2009 à Ouagadougou au Burkina Faso.

A. Décisions, résolutions et recommandations de la 20^{ème} réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

A. Au titre de la 20^{ème} réunion du Comité de direction

Recommandation 1 : S'agissant du versement des contributions par les Etats membres au Fonds AFRISTAT 2006-2015, le Comité recommande que des correspondances rappelant la date butoir ultime du 31 décembre 2009 pour leur versement intégral soient adressées aux membres du Conseil des Ministres par son Président.

Le Président du Conseil des Ministres a adressé un courrier le 12 février 2010 à tous les pays concernés, rappelant leurs engagements.

Recommandation 2 : Concernant le programme de travail 2011-2015, la Direction générale fera parvenir aux instituts nationaux de statistique (INS) la version revue des objectifs et résultats attendus en vue de leur examen par les systèmes statistiques nationaux. La version finale sera présentée à la prochaine réunion du Comité de direction.

La version revue a été envoyée aux Directeurs généraux des INS au cours du mois de février 2010 et la version finale sera examinée au point 5 de votre ordre du jour.

B. Résolutions, décisions et recommandations de la 18^{ème} session du Conseil des Ministres

Résolution 1 : Conscient des difficultés financières rencontrées par les Etats n'ayant pas encore versé la totalité de leurs contributions au Fonds AFRISTAT, et dans un élan de solidarité et de compréhension mutuelles, le Conseil des Ministres fixe exceptionnellement le 31 décembre 2009 comme date butoir ultime pour permettre à tous les Etats membres à s'acquitter entièrement de leurs engagements.

La situation présentée en avril n'a pas beaucoup évolué. A ce jour, seuls le Bénin, Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Mali et le Togo ont versé la totalité de leur contribution : Cf. point n° 6 de l'ordre du jour du Comité de direction.

Résolution 2 : Conscient de la nécessité de renforcer un dialogue constructif sur les questions relatives au développement d'AFRISTAT, le Conseil des Ministres s'engage à organiser, une fois tous les deux ans, une session de ses travaux, en dehors des réunions des ministres des Finances de la Zone Franc.

Cette résolution n'est pas encore mise en œuvre.

Résolution 3 : Le Conseil des Ministres invite chaque Etat membre à disposer d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et d'un indice de la production industrielle conformes aux cadres méthodologiques communs. A cet effet, il invite également les institutions d'intégration économique sous régionales et les partenaires à leur apporter les appuis nécessaires.

Les Etats membres d'AFRISTAT, les institutions d'intégration économique sous régionales et les partenaires présents sont invités à faire le point de la mise en œuvre de cette résolution. Pour sa part, AFRISTAT a apporté des appuis directs aux Etats, à leur demande, soit pour mettre en place le répertoire ou l'indice harmonisé de la production industrielle. Il s'agit du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de la

RCA, de la Guinée et de la Mauritanie. Une note faisant le point de la mise en œuvre de ces règlements est présentée est jointe au présent rapport.

Décision 1 : Le Conseil des Ministres autorise la Direction générale à lancer une étude approfondie sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT pour tenir compte de son développement actuel et futur. Cette étude, dont les résultats devraient être disponibles le 31 décembre 2012 au plus tard, doit porter aussi bien sur l'évaluation des ressources de l'institution au titre de la période 2016-2025 que sur les propositions de réponses à apporter aux sollicitations sur l'extension des interventions d'AFRISTAT à d'autres Etats et communautés économiques régionales.

La Direction générale a présenté une proposition de TDR au Comité de direction lors de sa 20^{ème} session. Cette proposition avait été approuvée. Cependant, à l'analyse de cette proposition, la Direction générale a apporté quelques améliorations qu'elle présente au point 6 de l'ordre du jour de la 21^{ème} session.

Décision 2 : Le Conseil des Ministres fixe les orientations stratégiques ci-après pour l'élaboration du Programme de travail de moyen terme d'AFRISTAT au titre de la période 2011-2015 :

Orientation 1 : Consolider les acquis résultant de la mise en œuvre des programmes de travail antérieurs.

Orientation 2 : Elargir les domaines d'intervention d'AFRISTAT aux statistiques sectorielles et aux nouvelles thématiques.

Orientation 3 : Développer et mettre en œuvre des méthodes alternatives et complémentaires pour une production statistique durable et plus régulière.

Orientation 4 : Inscrire l'action d'AFRISTAT dans une dynamique de réponse aux sollicitations de son élargissement à d'autres Etats.

Orientation 5 : Mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du programme de travail 2011-2015.

Enfin, le Conseil des Ministres a instruit la Direction générale de respecter la feuille de route établie pour l'élaboration du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2011-2015.

Un point relatif à l'état d'avancement du de l'élaboration du programme de travail d'AFRISTAT 2011-2015 est prévu à l'ordre du jour du comité de direction (cf. point 5).

Décision 3 : Après examen par le Comité de direction et suivant l'avis du Conseil scientifique, le Conseil des Ministres adopte les règlements, ci-joints, relatifs au Cadre pour la création et la gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et à une Méthodologie pour l'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle communs aux Etats membres d'AFRISTAT.

Les règlements portant adoption et application de ces cadres méthodologiques communs ont fait l'objet de large diffusion et sont postés sur le site Internet d'AFRISTAT.

Recommandation 1 : Le Conseil des Ministres a invité la Direction générale à accompagner désormais la présentation du rapport d'activité par celle du rapport de l'exécution financière.

Le rapport d'activité intégrant l'exécution financière sera soumis à l'examen du Conseil des Ministres (Cf. point 2 de l'ordre du jour de sa session).

Recommandation 2 : Le Conseil des Ministres a mandaté le représentant de la Guinée-Bissau de veiller auprès de son gouvernement à ce que les instruments de ratification soient déposés dans les meilleurs délais, par voie diplomatique, auprès du Gouvernement du Mali qui en est le dépositaire.

Les instruments de ratification ne sont pas encore déposés auprès du Gouvernement malien.

Recommandation 3 : Le Conseil des Ministres a invité son Président à solliciter de nouveau les autorités françaises pour le versement du reliquat de la contribution annoncée par la France.

Par courrier en date du 19 mai 2009, le Président du Conseil des Ministres a demandé au Secrétaire d'Etat le versement du reliquat de la contribution du Gouvernement français au Fonds AFRISTAT 2006-2015 d'un montant de 2,2 millions d'Euros. En réponse un versement de 550 000 Euros par le Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Annexe 2 : Appuis directs aux Etats

Annexe 2.1 : Missions d'appui direct aux pays

Pays : **BENIN**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Statistiques des prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> Initialisation des bases CHAPO 	<ul style="list-style-type: none"> Bases CHAPO initialisées pour IHPC UEMOA 2008 	Pas de financement	Appui en ligne
	<p>Evaluer la qualité des données collectées et réaliser les réglages nécessaires sur la liste des variétés à la lumière de la structure de consommation des ménages estimée. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> apurer la liste des variétés et des séries ; affiner l'échantillonnage des séries ; analyser la qualité des prix collectés et corriger les dysfonctionnements éventuels ; Analyser la qualité des fichiers de travail mis en place ; lancer l'élaboration des coefficients de pondération des variétés et des séries 	<ul style="list-style-type: none"> L'apurement de la liste des variétés et des séries a été lancée ; L'échantillonnage des prix a été examiné et des recommandations formulées ; les capacités des cadres de l'INS en matière d'élaboration de coefficients de pondération et d'apurement des prix ont été renforcées ; les activités sur la période de janvier à avril 2009 sont définies 	Projet de rénovation de l'IHPC UEMOA	<ul style="list-style-type: none"> Les coefficients de pondération saisonniers sont calculés à l'issue de l'atelier de traitement des données de l'enquête complémentaire organisé en fin mai 2009
	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer l'apurement des données de l'enquête complémentaire ; Appuyer l'analyse des données de l'enquête principale de l'EDM et la validation du rapport d'analyse 	<ul style="list-style-type: none"> Fichier des données de l'enquête complémentaire apuré ; Observations et commentaires sur le rapport d'analyse des données de l'enquête principale de l'EDM 2008 de Cotonou en vue de sa finalisation. 		
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<p>233. Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé.</p> <p>234. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase.</p>	<p>235. l'application Statbase est installée ;</p> <p>236. Deux (2) administrateurs de Statbase formés ;</p> <p>237. Deux agents ont été formés à l'utilisation de Statbase ;</p> <p>238. Matériel informatique fourni.</p>		

Pays : **BURKINA FASO**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> consolidation de la série des comptes nationaux de 2002 à 2005. Il s'agit d'assurer la cohérence statistique et économique des agrégats macroéconomique afin de préparer une publication. 	<ul style="list-style-type: none"> La série des comptes nationaux de 2002 à 2005 du Burkina Faso est consolidée 	Coopération française	
Statistiques des prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> Calculer les coefficients de pondération saisonniers de l'IHPC. 	<ul style="list-style-type: none"> Fichiers des données de l'enquête complémentaire sur les dépenses des ménages apurés ; Coefficients des pondérations saisonnières calculés 	Projet de rénovation de l'IHPC-UEMOA Projet Prix UEMOA	Les coefficients de pondération saisonniers sont calculés à l'issue de l'atelier de traitement des données de l'enquête complémentaire organisé en fin mai 2009
	<p>Evaluer la qualité des données collectées et réaliser les réglages nécessaires sur la liste des variétés à la lumière de la structure de consommation des ménages estimée. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> apurer la liste des variétés et des séries ; affiner l'échantillonnage des séries ; analyser la qualité des prix collectés et corriger les dysfonctionnements éventuels ; Analyser la qualité des fichiers de travail mis en place ; lancer l'élaboration des coefficients de pondération des variétés et des séries ; Appuyer l'apurement des données de l'enquête complémentaire 	<ul style="list-style-type: none"> L'apurement de la liste des variétés et des séries a été lancée ; L'échantillonnage des prix a été examiné et des recommandations formulées ; les capacités des cadres de l'INS en matière d'élaboration de coefficients de pondération et d'apurement des prix ont été renforcées ; les activités sur la période de janvier à avril 2009 sont définies 		
Pauvreté et conditions de vie des ménages	Evaluer la méthodologie de l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages	<ul style="list-style-type: none"> La méthodologie a été réglée par à rapport aux objectifs fixés et en vue de réduire les risques d'échec encourus par une enquête à plusieurs passages Identification des interventions techniques d'AFRISTAT faite Révision du calendrier de l'enquête réalisée 	AFRISTAT	Une proposition financière est adressée à l'INSD pour le financement des interventions d'AFRISTAT

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> Adapter le site web au nouvel environnement d'hébergement Linux. Etudier les évolutions futures du site et du système informatique 	<ul style="list-style-type: none"> Site entièrement transféré sur la nouvelle plateforme de l'hébergeur et fonctionnel Le réseau de l'INSD possède un serveur principal qui servira à la mise en place d'espaces de partages sécurisés grâce à la création de comptes utilisateurs avec mot de passe 	AFRISTAT	

Pays : BURUNDI

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> rendre l'assistance d'AFRISTAT beaucoup plus visible et mieux orienté ; identifier des activités prioritaires à appuyer ; élaborer un programme de travail axé sur les résultats 	<ul style="list-style-type: none"> Première évaluation de la Convention de travail réalisée : taux d'utilisation des fonds alloués est très faible (18%). Rapport de mission rédigé. 	AFRISTAT	
Enquêtes auprès des ménages	<ul style="list-style-type: none"> appuyer l'organisation de l'atelier de restitution des résultats de l'enquête 1-3 de 2008 ; planifier les enquêtes 1-2-3 de 2009, 2010 et 2011 	<ul style="list-style-type: none"> L'atelier de restitution a été organisé par l'ISTEEBU et a connu une participation des institutions nationales, des centres de recherches et des organismes internationaux. Les résultats ont été validés. Les rapports seront relus et finalisés pour une publication par l'ISTEEBU un document de plaidoyer pour la poursuite des enquêtes 1-2-3 a été élaboré avec une estimation des coûts pour les trois années à venir. Ce document a été présenté à certains bailleurs de fonds. 	Coopération française	Enquêtes auprès des ménages
Statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer le Burundi dans l'élaboration des documents méthodologiques du recensement des entreprises ; Suivre l'état d'avancement des travaux de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises au Burundi 	<ul style="list-style-type: none"> Les différents documents méthodologiques (document méthodologie, questionnaires, manuels des agents recenseurs) du recensement des unités économiques ont été élaborés et validés ; Le recensement des unités économiques a été réalisé Des orientations ont été données aux responsables des statistiques d'entreprises du Burundi et du recensement des unités économique pour la prise en compte des besoins essentiels de création d'un répertoire d'entreprises ; Une liste des unités économiques a été mise en place 	AFRISTAT	Il s'agit d'un appui à distance.

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
		et les informations nécessaires à la création d'un répertoire ont été collectées lors du recensement.		
Comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du SCN 93 avec un renforcement des capacités de l'équipe des comptes nationaux. La réalisation des comptes nationaux 2006. 	<ul style="list-style-type: none"> Les comptes nationaux 2006 réalisés et en cours de publication. 	AFRISTAT	Les travaux sur les comptes nationaux 2006 sont en voie d'achèvement.

Pays : **CAMEROUN**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints/activités réalisées	Sources de financement	Observations
Développement de systèmes d'information pour le suivi des DSRP et des OMD	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer l'ISSEA dans l'animation d'une session de formation en matière de développement de systèmes d'information pour le suivi des DSRP et des OMD 	<ul style="list-style-type: none"> Les étudiants ont été sensibilisés sur les enjeux en matière de système d'information pour le suivi et évaluation des politiques de développement socio-économique ; Ils se sont familiarisés avec le CRESMIC dont le but est de faciliter l'opérationnalisation du mécanisme de suivi et évaluation au niveau de chaque Etat. 	Coopération française	
Informatique et site web	<ul style="list-style-type: none"> Mise en ligne du site web de l'ISSEA 	<ul style="list-style-type: none"> Maquette du site produite en interne page d'accueil en ligne et adresse de site créée 	CESD	

Statistiques des prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> • Examiner l'environnement humain, matériel et technique de production des indices des prix à la consommation ; • Examiner la qualité du dispositif de calcul de l'indice harmonisé actuel, dans ses dimensions d'échantillonnage (géographique, temporel et par type de point de vente), de nombre de relevés, représentativité du panier, etc.; • Formuler des recommandations pour la relance des activités de production de l'IHPC. 	<ul style="list-style-type: none"> • une expertise des travaux de production courante de l'indice IHPC est réalisée ; • un état d'avancement des travaux de reprise de la production de l'indice harmonisé est produit, le calendrier des opérations élaboré ; • un dispositif d'échanges permanents avec AFRISTAT est mis en place à travers les outils internet disponibles. 	Coopération française	
Statistiques agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser un voyage d'étude pour deux docteurs vétérinaires camerounais dans le domaine des enquêtes sur la productivité du troupeau 	<ul style="list-style-type: none"> • Voyage d'étude organisé et réalisé : deux vétérinaires camerounais formés aux techniques d'enquête sur la productivité du troupeau 	INS-Cameroun	

Pays : CENTRAFRIQUE

Domaines	Objectifs	Résultats atteints/activités réalisées	Sources de financement	Observations
Statistiques des prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuive l'innovation de l'indice des prix à la consommation finale 	<ul style="list-style-type: none"> • les publications de "Prix Info" pour les mois de décembre 2008 à avril 2009 sont disponibles ; • l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) du mois de mars 2009 est calculé ; • la collecte des prix de base à Bangui et dans les régions des mois de décembre 2008 à avril 2009 est achevée ; 	PARCPE (BAD)	Les travaux sont exécutés par le consultant national prix d'AFRISTAT résidents à Bangui

Domaines	Objectifs	Résultats atteints/activités réalisées	Sources de financement	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un cadre de référence pour le calcul des nouvelles pondérations de l'IHPC ; Appuyer l'analyse des résultats de l'enquête QHIBB ; Calculer les coefficients de pondération. 	<ul style="list-style-type: none"> les coefficients de pondération sont calculés au niveau fonctions ; le premier indice harmonisé IHPC base 100 en 2008 est calculé pour Bangui ; une expertise des travaux de mise en place de l'indice est réalisée et un état d'avancement de ces travaux est produit, des recommandations sont formulées. 	Coopération française	
Comptabilité nationale et macro économie	<ul style="list-style-type: none"> faire le point des activités réalisées au second semestre 2008 ; élaborer un programme de travail avec les cadres nationaux en vue de la reprise des travaux définis dans le cadre du projet ; démarrer la mise en place du modèle de prévision à court terme ; valider le chronogramme établi par AFRISTAT ; effectuer un certain nombre d'opérations préalables à la modélisation ; examiner de façon approfondie les travaux réalisés par les comptables nationaux sur l'année 2006 sous ERETES, et notamment le partage volume-prix 2005-2006 	<ul style="list-style-type: none"> le chronogramme proposé par AFRISTAT pour la suite du projet a été validé par les autorités centrafricaines concernées ; modèle TABLO adapté à la RCA disponible ; Note de conjoncture n°4 publiée début mars 2009 	BAD / PARCPE	Fin du contrat consultant comptable national le 30 avril 2009
Comptabilité nationale et macro économie	<ul style="list-style-type: none"> Elaborer les comptes nationaux et mettre en place un modèle de prévision économique 	<ul style="list-style-type: none"> Les comptes nationaux de l'année 2006 sont disponibles notamment le Tableau des ressources et emplois (TRE) et le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) ; Pour les comptes définitifs de l'année 2007, travaux en cours ; Adaptation de TABLO finalisée ; quatre (5) cadres de la Direction générale des politiques et stratégies ont été formés à la modélisation TABLO à Bamako du 8 au 19 juin 2009 ; 	PARCPE (BAD)	Les travaux sont exécutés par le consultant comptable national d'AFRISTAT résident à Bangui et les experts macro économistes d'AFRISTAT

Domaines	Objectifs	Résultats atteints/activités réalisées	Sources de financement	Observations
		<ul style="list-style-type: none"> Documentation des exercices réalisés au cours de l'atelier disponible. 		
Statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Former les cadres nationaux sur le processus de création et de gestion du répertoire d'entreprises Mettre en place un répertoire national d'entreprises à des fins statistiques 	<ul style="list-style-type: none"> 18 cadres nationaux ont été formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises; Un répertoire national d'entreprises à des fins statistiques comprenant les entreprises du secteur moderne et les institutions sans but lucratif (ONG, Associations, Partis politiques, Confessions religieuses) a été mis en place ; Une maquette sur Excel de gestion du répertoire a été élaborée. L'indice de la production industrielle du 1^{er} trimestre 2009 est calculé et publié. 	PARCPE	

Pays : CONGO

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Pauvreté et conditions de vie des ménages	<ul style="list-style-type: none"> Actualiser le document du profil de pauvreté à partir d'une enquête QUIBB 	La conception méthodologique de l'enquête est réalisée en mars 2009	PACDIP/Congo	L'enquête pilote sera réalisée en mai 2009
Système d'information sur l'emploi et le secteur informel	<ul style="list-style-type: none"> Produire des statistiques sur l'emploi, le chômage et le secteur informel 	<ul style="list-style-type: none"> La conception méthodologique de l'enquête est réalisée en mars 2009 La formation des formateurs de l'enquête est réalisée 	PACDIP/Congo	La collecte des données sera effectuée en mai et juin 2009
Statistiques des Prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à disposition de fichiers prix apurés pour Pointe-Noire et Brazzaville ; Déterminer la période de référence de l'indice ; Elaborer des maquettes de calcul et de diffusion de l'indice des villes et de l'indice national ; Elaborer des instruments d'officialisation de l'indice ; Formuler des recommandations pour 	<p>Pour Brazzaville :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les listes des séries et des points de vente sont mises à jour ; Les données des prix sont apurées, les prix de base sont calculés et insérés dans CHAPO ; Les maquettes de calcul et de diffusion de l'indice des villes et de l'indice national sont élaborées ; Les prix aberrants de l'année de base (2005) sont détectés <p>Pour Brazzaville et Pointe-Noire</p> <ul style="list-style-type: none"> Les instruments d'officialisation de l'indice 	Coopération française /PACDIP Congo	

	la poursuite des travaux et élaborer un calendrier des opérations.	(argumentaire, dépliants) sont mis en place Pour Pointe Noire		
		<ul style="list-style-type: none"> Un état d'avancement des travaux d'harmonisation de l'indice est produit, le calendrier des opérations élaboré Des recommandations sont formulées pour la poursuite des travaux 		
Conjoncture/prévision	<ul style="list-style-type: none"> analyser l'état du système de statistiques conjoncturelles et en déduire les orientations en vue de son renforcement ; Renforcer les cadres de la Cellule en matière de suivi et d'analyse de la conjoncture ; Améliorer les fichiers de données conjoncturelles dans le sens de leur organisation et automatisation et renforcer les capacités de leur gestion ; Réactiver la publication régulière du bulletin de données conjoncturelles conforme aux normes AFRISTAT 	<ul style="list-style-type: none"> Les capacités des cadres de la Cellule technique permanente de conjoncture sont renforcées en matière de mise en place et de gestion des bases de données conjoncturelles ; Une proposition de maquette de la base de données conjoncturelles est élaborée ; Un diagnostic de l'état du système de suivi de la conjoncture économique est dressé et des axes d'amélioration ont été identifiés 	PACDIP/Congo	
Statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour le chronogramme du processus de mise en place de l'IHPI ; Mettre en place l'IHPI 	<ul style="list-style-type: none"> Un nouveau chronogramme du processus de mise en place de l'IHPI a été mis en place ; Des échantillons provisoires d'entreprises et de produits ont été mis en place ; Des pondérations provisoires ont été calculées ; Une application de saisie et de calcul des indices a été élaborée. 	PACDIP	L'IHPI n'a pu être calculé suite à cause d'une insuffisance des données. Il a été recommandé de réaliser une enquête complémentaire pour permettre de déterminer les échantillons et les pondérations définitives ainsi que le calcul des indices. Ceci se fera en 2010.
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	239. Former le personnel du CNSEE à la conception et Gestion des sites Internet	240. huit webmasters du CNSEE formés en gestion de sites Internet et en manipulation d'images	Coopération française	

Pays : COTE D'IVOIRE

Domaines	Objectifs	Résultats atteints/activités réalisées	Sources de financement	Observations
Formation	<ul style="list-style-type: none"> Former les étudiants de l'ENSEA d'Abidjan à l'analyse de la pauvreté Présenter la méthodologie de l'IHPC 	<ul style="list-style-type: none"> 44 élèves ingénieurs statisticiens économistes et une trentaine d'étudiants en DESS de statistiques ont été formés à l'analyse de la pauvreté et à la méthodologie de l'IHPC 	Coopération française	séminaires animés à la demande de la Junior Entreprise de l'ENSEA pour tous les élèves de l'école
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> Participation aux travaux de validation du rapport de fonctionnement du Système statistique national (SSN) 	<ul style="list-style-type: none"> Propositions d'amendement du rapport de fonctionnement du système statistique national ; faiblesse de la démarche stratégique dans l'élaboration du rapport sur le fonctionnement identifiée Conseils sur la démarche méthodologique pour l'actualisation de la SNDS ; Recommandation sur la nécessité d'une formation des acteurs du SSN à la planification stratégique et à la gestion axée sur les résultats et pour accompagner la mise en œuvre le processus de réactualisation de la SNDS 2008-2010 formulée. 		
Statistiques des prix à la consommation	<p>Evaluer la qualité des données collectées et de réaliser les réglages nécessaires sur la liste des variétés à la lumière de la structure de consommation des ménages estimée. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> apurer la liste des variétés et des séries ; affiner l'échantillonnage des séries ; analyser la qualité des prix collectés et corriger les dysfonctionnements éventuels ; Analyser la qualité des fichiers de travail mis en place ; lancer l'élaboration des coefficients de pondération des variétés et des séries ; lancer l'apurement des données de l'enquête complémentaire ; calcul de coefficients de pondération saisonniers 	<ul style="list-style-type: none"> l'apurement de la liste des variétés et des séries a été lancée ; l'échantillonnage des prix a été examiné et des recommandations formulées ; les capacités des cadres de l'INS en matière d'élaboration de coefficients de pondération et d'apurement des prix ont été renforcées ; les activités sur la période de janvier à avril 2009 sont définies ; Fichiers de l'enquête complémentaire apurés ; Coefficients de pondération saisonniers calculés 	Projet Prix UEMOA	L'activité a été réalisée par un consultant sous l'encadrement des experts d'AFRISTAT
	<ul style="list-style-type: none"> Initialisation des bases CHAPO 	<ul style="list-style-type: none"> Bases CHAPO initialisées pour IHPC UEMOA 2008 		
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<p>241. Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé.</p> <p>242. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase.</p> <p>243. Equiper l'INS de matériels informatiques pour la gestion des sites et</p>	<p>244. l'application Statbase est installée ;</p> <p>245. Deux (2) administrateurs de Statbase formés ;</p> <p>246. Dix agents ont été formés à l'utilisation de Statbase ;</p> <p>247. Matériel informatique fourni.</p>	CEDEAO	Matériel informatique : Ordinateur et système complet, Scanner, onduleur.

Domaines	Objectifs	Résultats atteints/activités réalisées	Sources de financement	Observations
	bases de données.			

Pays : **GABON**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Statistiques des prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> analyser la qualité des données élémentaires ; former les cadres sur les questions de remplacement, d'introduction de variété et de suivi de l'indice ; Assurer un recyclage des enquêteurs sur la collecte des prix sur le terrain. 	<ul style="list-style-type: none"> les fichiers CHAPO sont analysés et vérifiés ; Le personnel de collecte et d'encadrement est formé aux tâches courantes de production ; une expertise des travaux de production de l'indice est réalisée ; Des recommandations sont formulées pour l'amélioration de la qualité de l'indice. 	Coopération française	

Pays : **GUINEE**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Former les cadres nationaux de la Guinée sur les processus de création et de gestion du répertoire d'entreprises et de mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) Suivre l'état d'avancement des travaux de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises en Guinée Appuyer l'exploitation des données de l'enquête auprès des entreprises et établissements industriels Mettre en place l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) 	<ul style="list-style-type: none"> 14 cadres nationaux de la Guinée sont formés sur les processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises et de mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) ; Les chronogrammes d'activités pour la création d'un répertoire d'entreprises en Guinée ont été élaborés ; Les comités technique et de validation pour le suivi de la création du répertoire d'entreprises en Guinée ont été mis en place au sein de l'INS ; Les données de l'enquête auprès des entreprises et établissements industriels ont été exploitées ; L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a été mis en place et les indices provisoires des 4 trimestres de l'année de base 2006 et de 2007 sont 	FSP Coopération française	Du fait de l'absence de données de certaines grosses unités industrielles, les indices définitifs seront calculés et publiés en 2010 après la collecte complémentaire.

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
		produits.		
Statistiques des prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> Dépanner CHAPO (système de production de l'indice harmonisé des prix à la consommation) 	<ul style="list-style-type: none"> La base de données CHAPO a été corrigée et la production de l'indice a été relancée à partir d'avril 2009 Les cadres sont formés à la résolution des certains blocages et à la sécurisation de la base de données 	Fonds AFRISTAT	

Pays : GUINEE BISSAU

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Statistiques des prix à la consommation	<p>évaluer la qualité des données collectées et de réaliser les réglages nécessaires sur la liste des variétés à la lumière de la structure de consommation des ménages estimée. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> apurer la liste des variétés et des séries ; affiner l'échantillonnage des séries ; analyser la qualité des prix collectés et corriger les dysfonctionnements éventuels ; Analyser la qualité des fichiers de travail mis en place ; lancer l'élaboration des coefficients de pondération des variétés et des séries ; lancer l'apurement des données de l'enquête complémentaire ; calcul de coefficients de pondération saisonniers 	<ul style="list-style-type: none"> l'apurement de la liste des variétés et des séries a été lancée ; l'échantillonnage des prix a été examiné et des recommandations formulées ; les capacités des cadres de l'INS en matière d'élaboration de coefficients de pondération et d'apurement des prix ont été renforcées ; les activités sur la période de janvier à avril 2009 sont définies ; Fichiers de l'enquête complémentaire apurés ; Coefficients de pondération saisonniers calculés 	Projet Prix UEMOA	L'activité a été réalisée par un consultant sous l'encadrement des experts d'AFRISTAT
	<ul style="list-style-type: none"> Initialisation des bases CHAPO 	<ul style="list-style-type: none"> bases CHAPO initialisée pour IHPC UEMOA 2008 	Pas de financement	Appui en ligne

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> Calcul des coefficients de pondération saisonniers de l'IHPC 	<ul style="list-style-type: none"> l'enquête complémentaire de EDM est réalisée et les coefficients de variation saisonnière de l'IHPC de la Guinée Bissau sont calculés ; 	Projet de rénovation de l'IHPC UEMOA	Les coefficients de pondération saisonniers sont calculés à l'issue de l'atelier de traitement des données de l'enquête complémentaire organisé en fin mai 2009
Développement des systèmes d'information pour la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que des OMD	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités des cadres nationaux en matière de suivi des politiques de développement économique et social 	<ul style="list-style-type: none"> Le CRESMIC est traduit en portugais Un atelier de présentation du CRESMIC est réalisé 	PNUD Guinée-Bissau	
Conjoncture/prévision	<ul style="list-style-type: none"> analyser l'état du système de statistiques conjoncturelles et en déduire les orientations en vue de son renforcement ; Renforcer les cadres de l'INE en matière de suivi et d'analyse de la conjoncture ; Améliorer les fichiers de données conjoncturelles dans le sens de leur organisation et automatisation et renforcer les capacités de leur gestion 	<ul style="list-style-type: none"> Les capacités des cadres de l'INE sont renforcées en matière de mise en place et de gestion des bases de données conjoncturelles ; Une proposition de maquette de la base de données conjoncturelles est élaborée ; Un diagnostic de l'état du système de suivi de la conjoncture économique est dressé et des axes d'amélioration ont été identifiés 	Convention AFD-AFRISTAT	

Pays : **GUINEE EQUATORIALE**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
----------	-----------	--------------------	------------------------	--------------

<p>Statistiques des prix à la consommation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Examiner l'environnement de la production de l'indice • Examiner la qualité de l'indice actuel • Former les agents du service des prix • Améliorer les données existantes • Formuler des recommandations pour la poursuite de la relance de la production de l'indice 	<ul style="list-style-type: none"> • Les conditions de la relance sont maîtrisées par la DGSCN, le budget de fonctionnement de la production a été chiffré • Le personnel a été formé aux tâches de préparation des données de collecte • Les données existantes ont été améliorées par l'initialisation d'un IHPC • Des recommandations ont été émises pour la poursuite des travaux 	<p>Coopération française</p>	<p>Réalisée par un consultant AFRISTAT</p>
--	---	---	------------------------------	--

Pays : MALI

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> Contribution à l'élaboration des textes sur le cadre de fonctionnement et de gestion de l'INSTAT Participation à la revue du SDS 	<ul style="list-style-type: none"> Contribution à l'élaboration de l'étude du business plan du Mali Projet des TDR de l'étude examinés et propositions d'amendement formulées Rapports de l'étude examinés et des propositions d'amendement formulées Suivi de la mise en œuvre du SDS assuré 		
Appui au développement des systèmes d'information pour la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que des OMD	<ul style="list-style-type: none"> Participation à l'atelier national sur le développement humain durable 	<ul style="list-style-type: none"> Une communication sur l'élaboration d'une ligne de pauvreté sur une base harmonisée présentée 	AFRISTAT	Cet atelier s'est déroulé du 14 au 16 avril 2009 à Bamako
Statistiques des prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> Initialisation des bases CHAPO 	<ul style="list-style-type: none"> Bases CHAPO initialisée pour IHPC UEMOA 2008 	Pas de financement	Appui en ligne
	<p>évaluer la qualité des données collectées et de réaliser les réglages nécessaires sur la liste des variétés à la lumière de la structure de consommation des ménages estimée. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> apurer la liste des variétés et des séries ; affiner l'échantillonnage des séries ; analyser la qualité des prix collectés et corriger les dysfonctionnements éventuels ; Analyser la qualité des fichiers de travail mis en place ; lancer l'élaboration des coefficients de pondération des variétés et des séries ; lancer l'apurement des données de l'enquête complémentaire ; calcul de coefficients de pondération saisonniers 	<ul style="list-style-type: none"> l'apurement de la liste des variétés et des séries a été lancée ; l'échantillonnage des prix a été examiné et des recommandations formulées ; les capacités des cadres de l'INS en matière d'élaboration de coefficients de pondération et d'apurement des prix ont été renforcées ; les activités sur la période de janvier à avril 2009 sont définies ; Fichiers de l'enquête complémentaire apurés ; Coefficients de pondération saisonniers calculés 	Projet Prix UEMOA	
Statistiques démographiques, sociales et de l'état civil	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner la DNSI dans le cadre du recensement de la population et de l'habitat de 2009 	<ul style="list-style-type: none"> appui à l'élaboration et finalisation des manuels de l'agent recenseurs, du chef d'équipe, du superviseur et du contrôleur, des questionnaires et documents annexes réalisés ; appui à l'élaboration du rapport de l'évaluation du recensement pilote réalisé ; appui à l'élaboration du rapport d'évaluation de l'EPC test réalisé 	Fonds AFRISTAT	

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Analyse statistique	<ul style="list-style-type: none"> Former les cadres de la Divisions des méthodes et analyse de l'INSTAT du Mali aux techniques d'analyse factorielle (ACP, ACM) 	<ul style="list-style-type: none"> 10 cadres de la Division des méthodes et analyse de la DNSI sont formés aux techniques d'analyse factorielle (ACP, AFC, ACM, Classification) 	Fonds AFRISTAT	
Pauvreté et conditions de vie des ménages	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer l'INSTAT du Mali pour l'estimation de la taille optimale de l'échantillon de l'Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages (ELIM) du Mali 	<ul style="list-style-type: none"> Taille de l'échantillon de l'ELIM définie 	Fonds AFRISTAT	
	<ul style="list-style-type: none"> Animer un atelier de formation sur la mesure et l'analyse de la pauvreté, dans le cadre des activités du projet PRIME Mali 	<ul style="list-style-type: none"> Les termes de référence de l'atelier ont été réexaminés et amendés à la suite de plusieurs séances de travail avec le Coordonnateur du projet au Mali, l'INSTAT, la Cellule CSLP, l'ODHD et certaines CPS sectorielles 	AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> Les séances de travail se sont déroulées à Bamako, dans les locaux d'AFRISTAT et à l'INSTAT Finalement, la date retenue pour l'organisation de l'atelier a été fixée en 2010 par les responsables du projet

Pays : MAURITANIE

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluer le dispositif de calcul de l'IPI dans le contexte de l'évolution du tissu industriel en Mauritanie • Appuyer la mise en place d'un dispositif d'enquêtes sur la situation et les perspectives dans l'industrie en Mauritanie 	<ul style="list-style-type: none"> • Le dispositif de production et de publication de l'indice de la production industrielle de la Mauritanie a été revu ; • Les changements intervenus dans le tissu industriels ont été pris en compte dans le calcul de l'IPI ; • Le cadre responsable de la production et la publication de l'IPI a été formé sur les techniques de prise en compte de ces changements • Le dispositif de l'enquête sur la situation et les perspectives dans l'industrie a été mis en place • Les cadres nationaux ont été formés sur le dispositif de l'enquête d'opinions ; • Un questionnaire qualitatif d'enquêtes d'opinions a été élaboré ; <p>Une application informatique de saisie et de calcul des soldes d'opinions a été mise en place.</p>	Coopération française	
Analyse de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration du profil de pauvreté 2008 de la Mauritanie ; • Formation des cadres de l'équipe technique de l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV) 2008 dans le domaine de la mesure et de l'analyse de la pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> • Le profil de pauvreté 2008 de la Mauritanie a été élaboré ; • Les données de la base de données de l'EPCV 2008 de la Mauritanie ont été corrigées surtout dans les provinces suivantes : Nouadhibou, Inchiri, Tiris Zmmour et Nouakchott ; • 12 cadres de l'équipe technique de l'EPCV 2008 ont été formés aux techniques de mesure et d'analyse de la pauvreté 	AFRISTAT	
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> • Rendre les utilisateurs plus autonomes dans la manipulation de l'outil de publication automatisée 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisateurs formés à l'outil de publication • Informaticiens formés au langage utilisé 	AFRISTAT/ Coopération française	Dans la cadre de la convention de travail entre AFRISTAT et l'ONS
Conjoncture/prévision	<p>Former l'équipe de l'ONS sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'analyse des fluctuations conjoncturelles des grandeurs économiques (prix, production industrielle, ...) • Analyse des séries temporelles (identification des phénomènes cycliques et phénomènes conjoncturels) ; • Analyse de la saisonnalité ainsi que la dessaisonalisation des séries ; • Techniques et méthode de projections des prix (IHPC, IPI). 	<p>Les capacités des cadres ont été renforcées sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Objet et nature de l'analyse conjoncturelle ; - Analyse économique des séries ; - Traitements statistique et économétrique des séries temporelles ; - Prévision des séries temporelles ; - Le diagnostic et les politiques de régulation conjoncturels. - les dimensions à couvrir par le système d'information conjoncturelle 	AFRISTAT	Convention ONS/AFRISTAT

Pays : NIGER

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Statistiques des prix à la consommation	<p>Evaluer la qualité des données collectées et de réaliser les réglages nécessaires sur la liste des variétés à la lumière de la structure de consommation des ménages estimée. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • apurer la liste des variétés et des séries ; • affiner l'échantillonnage des séries ; • analyser la qualité des prix collectés et corriger les dysfonctionnements éventuels ; • Analyser la qualité des fichiers de travail mis en place ; • lancer l'élaboration des coefficients de pondération des variétés et des séries ; • lancer l'apurement des données de l'enquête complémentaire ; • calcul de coefficients de pondération saisonniers 	<ul style="list-style-type: none"> • l'apurement de la liste des variétés et des séries a été lancée ; • l'échantillonnage des prix a été examiné et des recommandations formulées ; • les capacités des cadres de l'INS en matière d'élaboration de coefficients de pondération et d'apurement des prix ont été renforcées ; • les activités sur la période de janvier à avril 2009 sont définies ; • Fichiers de l'enquête complémentaire apurés ; • Coefficients de pondération saisonniers calculés 	Projet Prix UEMOA	
	<ul style="list-style-type: none"> • Initialisation des bases CHAPO 	<ul style="list-style-type: none"> • bases CHAPO initialisée pour IHPC UEMOA 2008 	Pas de financement	Appui en ligne
Statistiques démographiques, sociales et de l'état civil	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer l'INS pour la relance de l'exploitation des données de l'état civil 	<ul style="list-style-type: none"> • le schéma de transmission des données est identifié ; • les outils de collecte sont évalués et les exploitations statistiques proposées ; • le document sur le fonctionnement de l'état civil est élaboré et les stratégies d'exploitations sont proposées ; • une stratégie de relance sur le long terme et un calendrier de travail sont proposés. 	Coopération française	
Comptabilité nationale	Mise en œuvre du SCN 93 avec un renforcement des capacités de l'équipe des comptes nationaux. La réalisation des comptes nationaux 2006.	<ul style="list-style-type: none"> • Comptes nationaux 2006 réalisés 	AFRISTAT	Les travaux sont toujours en cours pour finaliser les comptes de 2006
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre l'automatisation des annuaires statistiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données 2gLDB adaptée et installée • Premiers indicateurs codés et chargés • Outil de publication installé 	AFRISTAT	
Statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Former les cadres nationaux sur le processus de création et de gestion du répertoire d'entreprises ; 	<ul style="list-style-type: none"> • 7 cadres nationaux ont été formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises; • Un répertoire national d'entreprises à des fins statistiques 	FSP Coopération française	

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer la mise en place d'un répertoire national d'entreprises à des fins statistiques 	<p>comprenant les entreprises du secteur moderne et celles du secteur informel identifiées au niveau des services des impôts a été créé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Une maquette de gestion du répertoire a été élaborée. 		

Pays : SAO TOME ET PRINCIPE

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Conditions de vie des ménages	<ul style="list-style-type: none"> Actualiser le document du profil de pauvreté à partir d'une enquête sur les dépenses des ménages de Sao Tomé et Principe 	<ul style="list-style-type: none"> La méthodologie de l'enquête est révisée La formation des superviseurs est réalisée avec beaucoup un retard imputable à l'INS de Sao Tomé et Principe 	PNUD/STP	La collecte des données n'a pas pu démarrer en 2009 pour des raisons propres à l'INS

Pays : SENEGAL

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Statistiques des prix	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer la qualité des données collectées et de réaliser les réglages nécessaires sur la liste des variétés à la lumière de la structure de consommation des ménages estimée. En particulier : apurer la liste des variétés et des séries ; affiner l'échantillonnage des séries ; analyser la qualité des prix collectés et corriger les dysfonctionnements éventuels ; Analyser la qualité des fichiers de travail mis en place ; lancer l'élaboration des coefficients de pondération des variétés et des séries ; lancer l'apurement des données de l'enquête complémentaire ; calcul de coefficients de pondération saisonniers 	<ul style="list-style-type: none"> l'apurement de la liste des variétés et des séries a été lancée ; l'échantillonnage des prix a été examiné et des recommandations formulées ; les capacités de s cadres de l'INS en matière d'élaboration de coefficients de pondération et d'apurement des prix ont été renforcées ; les activités sur la période de janvier à avril 2009 sont définies ; Fichiers de l'enquête complémentaire apurés ; Coefficients de pondération saisonniers calculés 	Projet Prix UEMOA	
Statistiques démographiques, sociales et de l'état civil	<ul style="list-style-type: none"> Préparer les outils de collecte des faits d'état civil Suivi des activités 	<ul style="list-style-type: none"> Les activités sont suivies à distance 	Fonds AFRISTAT	Activités suivies à distance

Pays : TCHAD

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du SCN 93 avec un renforcement des capacités de l'équipe des comptes nationaux. La réalisation des comptes nationaux 2005. 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en cohérence des données sources réalisées Travaux analytiques sur les comptes de branches et les équilibres ressources emplois par produits démarrés. 	AFRISTAT	Le retard accumulé depuis le début des travaux de l'année de base 2005 nécessite une réorientation stratégique. En effet, quand l'année 2005 sera achevée, l'année courante 2006 ne sera plus d'actualité. Nous proposons donc d'enchaîner sur une année plus récente 2007 ou 2008.
Statistiques des prix	<ul style="list-style-type: none"> Analyser la qualité des données élémentaires Analyser l'échantillonnage des prix Former les cadres sur les questions de gestion de l'échantillon produits Assurer un recyclage des enquêteurs sur le terrain 	<ul style="list-style-type: none"> les données de base sont analysées et vérifiées; Le personnel de collecte et d'encadrement est formé aux tâches courantes de production ; une expertise des travaux de production de l'indice est réalisée ; des recommandations sont formulées pour l'amélioration de la qualité. 	Coopération française	Mission d'une semaine effectuée par un consultant AFRISTAT
Analyse de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> Animer un atelier de formation sur la mesure et l'analyse de la pauvreté ainsi que sur la mise en place d'un système d'information pour la réduction de la pauvreté (SIRP) 	<ul style="list-style-type: none"> Environ 50 cadres de l'administration tchadienne (y compris ceux des organisations de la société civile, de l'INSEED et de l'Observatoire de la pauvreté) ont été formés 	Observatoire de la pauvreté/PNUD Tchad	Cet atelier d'une semaine a été sollicité par l'Observatoire de la pauvreté du Tchad

Pays : TOGO

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none"> Appui à l'apurement des données de l'enquête complémentaires – Projet de rénovation de l'IHPC ; Appui à l'analyse des données de l'enquête principale de l'EDM et validation du rapport d'analyse. 	<ul style="list-style-type: none"> Mission effectuée pour l'apurement des données de l'enquête complémentaire effectuée à Cotonou ; Observations faites par rapport au rapport d'analyse des données de l'enquête principale de l'EDM 2008 Lomé en vue de sa finalisation. 	Projet de rénovation de l'IHPC	
Analyse de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> Animer un atelier de formation sur l'analyse approfondie de la pauvreté à l'intention des cadres de la DGSCN du Togo 	<ul style="list-style-type: none"> Une dizaine de cadres (dont 2 consultants) de la DGSCN du Togo ont été formés sur l'analyse approfondie de la pauvreté en vue de l'élaboration du profil de pauvreté 2008 de Lomé, sur la base des données de l'EDM 2008 et du Quibb 2006 ; La feuille de route pour la suite des activités à réaliser a été transmise à l'équipe de la DGSCN et au PNUD 	DGSCN/PNUD Lomé	Au terme de l'année 2009, le draft du rapport d'analyse n'avait pas encore été transmis par l'équipe de la DGSCN
Comptabilité nationale	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du SCN 93 avec un renforcement des capacités de l'équipe des comptes nationaux, en vue de produire les comptes nationaux 2007 et 2008. 	<ul style="list-style-type: none"> L'équipe a été formée aux concepts du SCN93 et à l'utilisation de l'outil ERETES. L'équipe réalise actuellement les comptes nationaux 2007. 	AFRISTAT et UEMOA	Les travaux sont en cours et à l'étape de réalisation des Equilibres ressources et emplois et des comptes de branches
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase. 	<ul style="list-style-type: none"> l'application Statbase est installée ; Deux (2) administrateurs de Statbase formés ; Deux agents ont été formés à l'utilisation de Statbase ; Matériel informatique fourni. 	CEDEAO	

Commission de l'UEMOA

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> Réorganiser les activités statistiques de la Commission de l'UEMOA 	<ul style="list-style-type: none"> Appui apporté à l'équipe de consultants 	PARIS21	
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> Déploiement de l'outil de publication 	<ul style="list-style-type: none"> utilisateurs formés à la création de publications Premiers documents automatisés produits 	UEMOA	
Statistiques des prix	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer le logiciel de calcul de l'indice des prix du Cap Vert pour un éventuel usage dans l'UEMOA 	<ul style="list-style-type: none"> le logiciel a été évalué et une appréciation portée quant à son adéquation. 	Projet UEMOA/IHPC	L'activité a été réalisée avec l'appui d'un consultant

Commission de la CEMAC

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Management des SSN : Organisation institutionnelle, coordination statistique et gestion stratégique	<ul style="list-style-type: none"> Formuler le projet IHPC- CEMAC 	<ul style="list-style-type: none"> TDR du projet IHPC CEMAC préparé et adopté par le Comité statistique ; Convention de prestation de service signée entre AFRISTAT et la Commission de la CEMAC pour la mise en œuvre du projet 	CEMAC	

ISSEA de Yaoundé

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> Mise en ligne du site web de l'ISSEA 	<ul style="list-style-type: none"> Maquette du site produite en interne page d'accueil en ligne et adresse de site créée 	CESD	

Commission de la CEDEAO

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> Former les cadres des INS des Etats membres sur l'élaboration et l'utilisation de la base de données. élaborer une stratégie pour l'installation, l'entretien et le suivi du logiciel dans les pays membres de l'espace CEDEAO. 	<ul style="list-style-type: none"> Un cadre est formé pour chaque Etat membre à l'administration et à la gestion de Statbase ; Une stratégie pour l'installation, l'entretien et le suivi du logiciel dans les pays membres de l'espace CEDEAO est adoptée Des missions d'installation sont programmées 	CEDEAO	

Pays : Gambie

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> Former au moins deux (2) gestionnaires du site de l'INS. Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase. Equiper l'INS de matériels informatiques pour la gestion des sites et bases de données. 	<ul style="list-style-type: none"> L'application Statbase est installée ; Deux (2) administrateurs de Statbase formés ; Deux (2) gestionnaires de site formés à la création et gestion d'un site Web ; Réseau d'échanges de données et d'expériences mis en place ; Matériel informatique acheté. 	CEDEAO	Matériel informatique : Ordinateur et système complet, Scanner, onduleur.

Pays : Ghana

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> Former au moins deux (2) gestionnaires du site de l'INS. Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase. Equiper l'INS de matériels informatiques pour la gestion des sites et bases de données.. 	<ul style="list-style-type: none"> Deux (2) gestionnaires de site formés à la création et gestion d'un site Web ; Réseau d'échanges de données et d'expériences mis en place. Procédures d'acquisition du matériel lancées. Statbase installée 	CEDEAO	L'INS n'a pas réagi à l'achat du matériel informatique, malgré nos rappels réitérés.

Pays : Libéria

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> Former au moins deux (2) gestionnaires du site de l'INS. Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase. Equiper l'INS de matériels informatiques pour la gestion des sites et bases de données. 	<ul style="list-style-type: none"> L'application Statbase installée ; Deux (2) gestionnaires de site formés à la création et gestion d'un site Web ; Deux (2) administrateurs et un (1) agent de saisie formés à l'administration et à la gestion de Statbase ; Réseau d'échanges de données et d'expériences mis en place ; Matériel informatique acheté, livré et installé. 	CEDEAO	Matériel informatique : Ordinateur et système complet, Scanner, onduleur.

Pays : Nigeria

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> Former au moins deux (2) gestionnaires du site de l'INS. Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase Equiper l'INS de matériels informatiques pour la gestion des sites et bases de données. 	<ul style="list-style-type: none"> Un (1) gestionnaire de site formé à la création et gestion d'un site Web ; L'application Statbase installée et testée ; Un (1) administrateur de Statbase formé ; Réseau d'échanges de données et d'expériences mis en place ; Matériel informatique acheté, livré et installé. 	CEDEAO	<p>Pour raison de calendrier, le second gestionnaire n'a pu participer à l'atelier de formation.</p> <p>Matériel informatique : Ordinateur et système complet, Scanner, onduleur.</p>

Pays : **Sierra Leone**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Informatique, Site Internet et développement de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> • Former au moins deux (2) gestionnaires du site de l'INS. • Mettre en œuvre la base de données Statbase pour la diffusion des données dans un cadre harmonisé. • Former au moins deux (2) Administrateurs de Statbase • Former le personnel de saisie des données dans Statbase • Equiper l'INS de matériels informatiques pour la gestion des sites et bases de données. 	<ul style="list-style-type: none"> • Deux (2) gestionnaires de site formés à la création et gestion d'un site Web ; • Réseau d'échanges de données et d'expériences mis en place. • Matériel informatique acheté et livré. 	CEDEAO	Matériel informatique : Ordinateur et système complet, Scanner, onduleur.

Pays : **République Démocratique du Congo**

Domaines	Objectifs	Résultats atteints	Sources de financement	Observations
Statistiques des prix	Former les responsables prix de la République démocratique Congo du PCRS en matière de traitement des données des prix.	<ul style="list-style-type: none"> • le pays dispose de tous les outils de collecte et de traitement des données ; • un diagnostic sur l'état de mise en œuvre du volet prix du PCI, accompagné des propositions de corrections ou d'amélioration est réalisé ; • la saisie des données mensuelles des enquêtes principales réalisées est faite ; • les données des enquêtes réalisées en mai, juillet et octobre 2009 ont été récupérées ; • les capacités des responsables prix du pays sont renforcées en matière de collecte, de saisie et de traitement des données des prix ; 	PRCS/BAD	Mission d'une semaine effectuée par le consultant de court terme PRCS

Annexe 2.2 : Evaluation des coûts des appuis directs aux Etats membres en FCFA

Pays		Appui								Ateliers, Séminaires, Réunions, statutaires	Source de financement		
		Organisation Institutionnel le et coordination statistique	Comptabilité nationale et gestion macroécono mique	Conjoncture et prévision économiques	Systèmes d'information pour le suivi des DSRP/OMD et marché du travail	Enquêtes auprès des ménages	Statisti ques sociales et du dévelop pement rural	Analyse des la pauvreté	Informatique / Bases de données	Nombre de cadres formés / coûts	AFRISTAT	Autres	Total*
Bénin	Nb jours/expert			22				8	19	8	22	30	
	Coût			5 485 441				1 913 695	17 633 700	803 683	24 229 153	25 032 836	
Burkina	Nb jours/expert	12	13	18	3	8		6	19	51	9	60	
	Coût	5 557 793	2 710 651	3 993 310	1 149 270	1 873 062		1 436 146	15 411 470	8 234 766	23 896 937	32 131 702	
Burundi	Nb jours/expert		29	9		9			9	47		47	
	Coût		7 540 474	2 300 320		2 531 020			10 282 870	6 372 313	16 282 370	22 654 683	
Cameroun	Nb jours/expert	7		5	7			8	22	7	20	27	
	Coût	1 847 904		1 189 789	1 847 904			2 035 062	23 449 300	750 104	29 619 855	30 369 959	
Centrafrique	Nb jours/expert			96					17	24	72	96	
	Coût			24 988 834					22 342 800	2 571 786	44 759 849	47 331 634	
Comores	Nb jours/expert								9			0	
	Coût								8 663 600		8 663 600	8 663 600	
Congo	Nb jours/expert	7		43		46		10	10	66	40	106	
	Coût	1 891 204		11 830 583		14 610 756		2 380 577	6 517 900	7 072 410	30 158 609	37 231 020	
Côte d'Ivoire	Nb jours/expert	9	9	20			5		25	36	7	43	
	Coût	2 635 520	1 814 520	5 136 855			1 153 889		16 225 170	5 036 878	21 929 074	26 965 953	
Gabon	Nb jours/expert	4		10					10	4	10	14	
	Coût	1 329 731		2 029 877					8 897 500	428 631	11 828 477	12 257 108	
Guinée	Nb jours/expert	7		35				3	10	45		45	
	Coût	1 973 304		7 644 721				953 773	6 779 700	4 822 098	12 529 400	17 351 498	

Annexe 2.2 : Evaluation des coûts des appuis directs aux Etats membres en FCFA (suite)

Pays		Appui								Ateliers/S éminaires	Source de financement		
		Organisation Institutionnelle et coordination statistique	Comptabilité nationale et gestion macroécono mique	Conjoncture et prévision économiques	Systèmes d'informati on pour le suivi des DSRP/OM D et marché du travail	Enquêtes auprès des ménages	Statistique s sociales, économi ques et du développe ment rural	Analyse des la pauvreté	Informatique / Bases de données	Formation (nb de cadres formés)	AFRISTAT	Autres	Total*
Guinée- Bissau	Nb jours/expert			16						12	9	7	16
	Coût			7 086 420						5 954 500	964 420	12 076 500	13 040 920
Guinée Equatoriale	Nb jours/expert			14						3		14	14
	Coût			5 200 208						4 635 000	1 500 208	8 335 000	9 835 208
Mali	Nb jours/expert	49		6		37				19	15	77	92
	Coût	10 320 479		642 946		3 964 836				4 440 600	1 607 366	17 761 495	19 368 861
Mauritanie	Nb jours/expert		15	14				14	13	12	43	13	56
	Coût		3 054 266	3 331 208				2 891 608	2 704 451	8 611 770	4 608 783	15 984 521	20 593 303
Niger	Nb jours/expert	7	7	25		7			8	14	29	25	54
	Coût	1 593 104	1 593 104	5 919 914		1 573 104			2 295 562	15 012 600	3 053 995	24 933 393	27 987 389
Sao Tomé	Nb jours/expert	11				24					35		35
	Coût	3 070 135				5 998 186					3 750 521	5 317 800	9 068 321
Sénégal	Nb jours/expert	4	11	11	4					22	8	22	30
	Coût	1 055 531	2 294 535	2 485 135	959 231					13 539 620	857 262	19 476 790	20 334 052
Tchad	Nb jours/expert		5	7				9		11	16	5	21
	Coût		1 685 789	2 600 104				2 591 920		21 226 900	1 714 524	26 390 189	28 104 712
Togo	Nb jours/expert		15	17			12	7		18	8	43	51
	Coût		3 248 466	3 583 403			2 583 593	1 647 804		14 008 900	8 102 692	16 969 474	25 072 166
Total*	Nb jours/expert	117	104	366	14	87	56	35	56	261	449	386	835
	Coût	31 274 705	23 941 804	95 449 068	3 956 405	25 013 023	8 121 533	8 285 221	13 719 266	223 633 900	62 252 439	371 142 485	433 394 925

* le nombre total de jours experts ne tient pas compte du temps de travaux pour la préparation et l'animation des ateliers et séminaires

Annexe 3 : Etat de mise en œuvre du Plan d'action 2009 au 31 décembre 2009

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
Volet I : Renforcement des capacités institutionnelles des Etats membres et des institutions d'intégration économique sous-régionales en matière d'organisation des systèmes statistiques				
Objectif général I : Apporter un soutien et une assistance technique aux systèmes statistiques nationaux et aux institutions sous-régionales en matière d'organisation institutionnelle, d'élaboration de stratégies de développement de la statistique et de formation statistique				
Objectif spécifique 1: Aider les SSN à organiser l'organisation de la coordination de leurs activités, et leur apporter un appui pour la recherche des financements de leurs activités				
Résultat 1.1: Un appui est apporté aux SSN pour l'élaboration ou la révision des textes de base organisant les activités statistiques	1.1.1. Actualisation du bilan général de l'organisation institutionnelle des SSN	Un rapport d'étude d'impact des réformes institutionnelles des INS élaboré Un cadre de suivi de l'organisation institutionnelle des SSN validé et fonctionnel	<i>Activité non réalisée</i> <i>Activité non réalisée</i>	<i>Par manque de financement</i>
	1.1.2. Appui à l'élaboration des textes de base organisant les SSN	Un appui est apporté à au moins deux pays, à leur demande, pour l'élaboration des textes de base organisant leur système statistique national	<i>Aucune demande n'a été enregistrée</i>	
	1.1.3. Animation de séminaires nationaux sur l'examen des textes	Deux séminaires au moins sur l'examen ou la préparation de textes organisant les systèmes statistiques nationaux sont animés	<i>De tels séminaires n'ont pas été organisés mais AFRISTAT a pris part à l'évaluation par les pairs au Burkina Faso et au Niger en qualité de rapporteur</i>	
Résultat 1.2: Un appui est apporté aux SSN pour l'élaboration ou la révision des stratégies ou des programmes nationaux de développement de la statistique	1.2.1. Appui à l'actualisation des bilans-diagnostic des SSN	Un appui est apporté à au moins deux pays, à leur demande, pour l'actualisation du bilan diagnostic du SSN (Burkina Faso, Congo)	<i>- Un appui est apporté au Burkina Faso pour l'actualisation du bilan diagnostic du SSN</i> <i>- Examen du rapport, formulation des propositions d'amendement et participation à l'atelier de validation du rapport de Côte d'Ivoire</i>	
	1.2.2. Appui à l'élaboration des stratégies ou des programmes des SSN	Trois pays au moins sont appuyés pour l'élaboration de stratégies ou programmes des SSN (Burkina Faso, Burundi, Congo)	<i>Outils et méthodes pour l'étape de la vision et des stratégies élaborés pour le Burkina Faso</i>	

<p>Résultat 1.2: Un appui est apporté aux SSN pour l'élaboration ou la révision des stratégies ou des programmes nationaux de développement de la statistique</p>	<p>1.2.2. Appui à l'élaboration des stratégies ou des programmes des SSN</p>	<p>Trois pays au moins sont appuyés pour l'élaboration de stratégies ou programmes des SSN (Burkina Faso, Burundi, Congo)</p>	<p><i>Elaboration des TDR pour l'actualisation de la SNDS et contribution à la finalisation des outils de collecte de données</i></p>	
		<p>Une méthodologie d'évaluation d'une SNDS est élaborée</p>	<p><i>séminaire-atelier sur les outils de pilotage et de suivi et évaluation de la mise en œuvre des stratégies nationales de développement de la statistique organisé</i></p>	
		<p>Fiches pays élaborées</p>	<p><i>Quelques unes ont été élaborées</i></p>	
		<p>Appui à l'élaboration des rapports annuels d'activités axés sur les résultats assuré</p>		
<p>Résultat 1.2: Un appui est apporté aux SSN pour l'élaboration ou la révision des stratégies ou des programmes nationaux de développement de la statistique</p>	<p>1.2.2. Appui à l'élaboration des stratégies ou des programmes des SSN</p>	<p>Trois missions au moins de programmation stratégique sont réalisées</p>	<p><i>L'évaluation de la mise en œuvre de la convention AFRISTAT/INS a été réalisée pour les pays suivants : Guinée, Burundi, Congo, Gabon, Sénégal, Niger, Côte d'Ivoire</i></p>	
		<p>Trois séminaires nationaux sur l'examen des stratégies ou de programmes des systèmes statistiques nationaux sont animés</p>		
<p>Résultat 1.3: La coopération et le partenariat sont développés avec les centres de formation statistique</p>	<p>1.3.1. Animation, des ateliers, séminaires et enseignements à la demande des écoles</p>	-	<p><i>Un cours réalisé au profit des élèves ITS sur la rénovation de l'IHPC et les enquêtes associées</i></p>	
		<p>Un séminaire atelier sur la planification stratégique et la gestion axée sur les résultats est animé dans un centre de formation statistique</p>	<p><i>Un cours sur la planification stratégique et la gestion axée sur les résultats a été dispensé à l'ISSEA</i></p>	
		<p>Deux séminaires sur la mesure et l'analyse de la pauvreté et l'élaboration des systèmes d'information sont organisés dans au profit des écoles à leur demande</p>	<p><i>Un cours sur la mesure et l'analyse de la pauvreté a été organisé à l'intention des 44 élèves inscrits ISE 3 et de 30 étudiants inscrits en DESS statistiques, tous à l'ENSEA</i></p>	
	<p>1.3.2. Participations croisées aux réunions statutaires</p>	<p>La participation aux réunions de la CODESA est assurée</p>		
	<p>1.3.3. Accueil des étudiants stagiaires</p>	<p>2 stagiaires hors ENSEA, ISSEA et ENEA sont accueillis</p>		

	1.3.4. Participation des enseignants aux programmes de recherche appliquée d'AFRISTAT	Deux enseignants chercheurs des écoles (ENSEA, ISSEA) sont accueillis à AFRISTAT pour travailler sur des documents méthodologiques portant sur des évaluations d'impact, la mesure et l'analyse de la pauvreté ou sur le marché du travail		
Résultat 1.4: Des informations sur les opportunités de financement et les procédures des partenaires techniques et financiers sont compilées et transmises aux SSN	1.4.0. Compilation et transmission aux SSN d'informations sur les opportunités et procédures des PTF	Les informations sur les opportunités et procédures d'au moins deux PTF sont compilées, transmises aux SSN et diffusées sur le site Internet d'AFRISTAT	<i>Des informations ont été mises à disposition sur la soumission de projets au Trust Fund de la Banque mondiale et un lien intitulé connaître les procédures des PFT envoyant sur le site Internet d'Espace francophone</i>	
			<i>Un manuel pour le suivi et évaluation des financements dans le domaine statistique est élaboré</i>	
			<i>Questionnaire de PARIS21 dûment rempli</i>	
			<i>Dispositif de collecte des données et du reporting des appuis expérimenté au Bénin et au Cameroun</i>	
Objectif spécifique 2: Apporter un appui aux INS des États pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de communication				
Résultat 2.1: Les appuis sont apportés aux États membres pour l'élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies de communication dans le domaine de la statistique	2.1.1. Appui à l'élaboration de la stratégie de communication	-		
	2.1.2. Appui à l'élaboration des supports de communication	Une plateforme commune de publication est créée et utilisée	<i>- Financement assuré par le Trust Fund de la Banque mondiale, dispositif pour le suivi administratif et financier mis en place, formation à écrire.net des experts réalisée et un avis de manifestation d'intérêt pour la mise en place de la plate forme a été lancé</i>	
	2.1.3. Appui à la diffusion des résultats des travaux des SSN	Trois INS au moins sont appuyés dans la diffusion des résultats de leurs travaux diffusés sur leur site Internet	<i>Le système de création automatisé des publications est opérationnel à la Commission de l'UEMOA</i> <i>La base de données MauriLDB et le module de diffusion MauriPUBtanie installés et les utilisateurs et informaticiens formés à leur utilisation.</i>	
Résultat 2.2: Les appuis sont apportés aux États membres pour la	2.2.1. Renforcement du fonds documentaire des INS	-		

création et/ou la dynamisation de leurs centres de documentation				
	2.2.2. Installation de bases de données documentaires dans les INS	Le logiciel Winisis installé et la base de données documentaire est consultable en ligne sur le site dans au moins 3 INS		
	2.2.3. Formation du documentaliste à la gestion de la base de données	Des documentalistes sont formés dans au moins 3 Etats membres		
	2.2.4. Poursuite de l'appui à la gestion des sites Internet	Les sites Internet des INS du réseau-AFRISTAT et de la CEDEAO sont régulièrement mis à jour	<i>Suivi et maintenance des sites de Etats membres en continu et à distance assurés</i>	
Les sites web des écoles de la CODESA sont créés, mis à jour et accessibles		<i>Mise en ligne du site de ISSEA Yaoundé</i>		
Résultat 2.2. Les appuis sont apportés aux États membres pour la création et/ou la dynamisation de leurs centres de documentation				
Objectif spécifique 3: Contribuer au développement de la formation initiale et de la formation continue en matière statistique dans les États membres				
Résultat 3.1: Des appuis en matière de formation initiale sont apportés aux écoles de formation statistique (ENSEA, ISSEA, ENEA)	3.1.1. Participation à la préparation des modules de formation à l'initiative des écoles	Un module de formation sur l'analyse de la pauvreté est élaboré	<i>Un support de cours pour la formation dispensée aux ISE inscrits en 3ème année a été élaboré et est disponible</i>	
		Un module de formation sur les systèmes d'information pour le suivi des DSRP et des OMD et sur le CRESMIC est préparé	<i>Un module de cours a été élaboré et déposé à l'ISSEA</i>	
	3.1.2. Cours assurés par les experts d'AFRISTAT à la demande des écoles	Des sessions de formation en matière de suivi des DSRP et des OMD sont assurées dans au moins une des écoles de statistiques	<i>Une session de formation a été organisé à l'attention des étudiants inscrits en 3ème année du cycle ISSEA à l'ISSEA de Yaoundé</i>	
	3.1.3. Co-organisation des ateliers et séminaires de formation dans les écoles à la demande de celles-ci	-		
	3.1.4. Encadrement de stages de formation des étudiants des écoles	Trois stagiaires au moins sont encadrés et leurs rapports de stage sont produits à temps et présentés aux experts d'AFRISTAT	<i>Un seul stagiaire de l'ENSEA d'Abidjan a pu terminer son stage. Celui de l'ISSEA a quitté sans raison valable</i>	
	3.1.5. Participation à l'organisation de la préparation aux concours d'entrée dans les écoles de formation statistique	Les concours sont organisés et le rapport d'exécution technique et financière est élaboré et diffusé	<i>Rapport de l'année 2008 finalisé</i>	
Résultat 3.2. Élaboration et mise en œuvre d'un plan régional de formation continue	3.2.1. Élaboration d'un cadre régional de formation continue	Le cadre régional de formation continue est élaboré	<i>Le cadre diffusé</i>	
		Le cadre de formation communiqué aux PTF		

<p>Résultat 3.2. Élaboration et mise en œuvre d'un plan régional de formation continue</p>	3.2.2. Préparation de modules de formation (en collaboration avec les écoles)	Des modules de formation en planification stratégique et gestion axée sur les résultats sont préparés en collaboration avec les écoles	Une première version a été préparée et a servi de support au cours dispensé à l'ISSEA	
		Le manuel de formation en planification stratégique et gestion axée sur les résultats est mis au point et imprimé	Il n'a pas été imprimé	
	3.2.2. Préparation de modules de formation (en collaboration avec les écoles)	Un module de formation en analyse approfondie des données des Recensements Généraux de l'Agriculture est mis au point	Un premier draft est disponible et sera examiné par le Comité de lecture d'AFRISTAT	
	3.2.3. Identification régulière de programmes de formation (programmes et centres spécialisés) et diffusion aux États	Les informations sur les programmes de formation et les centres de formation spécialisés sont diffusés aux INS	De telles informations sont communiquées régulièrement	
	3.2.4. Organisation de séminaires de formation dans divers domaines	Un séminaire sur la planification stratégique et la gestion axée sur les résultats est organisé au moins dans un Etat membre à sa demande	Un séminaire-atelier sur la création et la gestion d'un site Internet est organisé à l'intention des 5 pays anglophones de la CEDEAO	
		Un atelier de formation de cadres des administrations tchadiennes a porté sur l'analyse et la mesure de la pauvreté ainsi que sur la mise en place d'un système d'information pour la réduction de la pauvreté	- Cet atelier qui a concerné une cinquantaine de cadres de différentes administrations a été organisé à N'Djamena (Tchad), à la demande de l'Observatoire de la pauvreté	
Un atelier de formation des cadres de l'administration malienne était prévu, dans le cadre des activités du projet PRIME Mali		Les termes de référence de l'atelier ont été réexaminés et amendés à la suite de plusieurs séances de travail avec le Coordonnateur du projet au Mali, l'INSTAT, la Cellule CSLP, l'ODHD et certaines CPS sectorielles	Le re-examen des termes de référence et du contenu de l'atelier a imposé un nécessaire report en 2010	
<p>Objectif spécifique 4 : Développer le partenariat avec les institutions d'intégration économique sous-régionales</p>				
<p>Résultat 4.0. Des conventions de coopération sont signées avec les institutions d'intégration sous-régionales</p>	4.0.1. Formalisation des cadres de collaboration avec les unions sous-régionales (CEDEAO, UEMOA, CEMAC, etc.)	Des accords signés avec la CEDEAO et l'Union africaine	Aucun accord n'a été signé	
		Un protocole d'échanges des données entre les INS des Etats membres de la CEDEAO est signé	Aucun protocole n'a été signé	
	4.0.2. Mise en œuvre des actions de développement de la statistique dans les Etats membres	Le suivi de la mise en œuvre du projet de rénovation de l'IHPC dans les pays de l'UEMOA (coordination technique du projet) est assuré	Le suivi de la mise en œuvre du projet est assuré, le rapport semestriel est rédigé	

<p>Résultat 4.0. Des conventions de coopération sont signées avec les institutions d'intégration sous-régionales</p>	<p>4.0.2. Mise en œuvre des actions de développement de la statistique dans les Etats membres</p>	<p>Le suivi de la mise en œuvre du Programme statistique 2009 de la Commission de la CEMAC y compris la convention avec l'Ambassade de France à Bangui est assuré</p>	<p><i>Suivi assuré et rapport final transmis</i></p>	
		<p>Suivi de la mise en œuvre des conventions signées avec la CEDEAO pour l'harmonisation des statistiques et pour la mise en place des bases de données dans les Etats membres de la CEDEAO</p>	<p><i>Rapports de suivi préparés et communiqués aux partenaires</i></p>	
		<p>Le suivi de la mise en œuvre du PARCSE BM/Trust Fund de la Banque mondiale au profit des Ecoles est assuré</p>	<p><i>Suivi de la mise en œuvre du PARCSE BM/Trust Fund de la Banque mondiale au profit des Ecoles assuré</i></p>	
		<p>Le suivi de la mise en œuvre du projet PARCPE de la RCA est assuré</p>	<p><i>Deux (2) semestriels rédigés et transmis</i></p>	
		<p>Le suivi de la mise en œuvre du projet Congo est assuré</p>	<p><i>Suivi assuré</i></p>	
		<p>La supervision des activités du projet LMIS/ACBF/AFRISTAT est assurée</p>	<p><i>Suivi assuré</i></p>	
		<p>Le suivi de la mise en œuvre du PRCS-BAD est assuré</p>	<p><i>Suivi de la mise en œuvre du PRCS-BAD assuré</i></p>	
<p>Résultat 4.0. Des conventions de coopération sont signées avec les institutions d'intégration sous-régionales</p>	<p>4.0.2. Mise en œuvre des actions de développement de la statistique dans les Etats membres</p>	<p>Le suivi de la mise en œuvre du Projet IHPC-UEMOA est assuré</p>	<p><i>Rapports trimestriels rédigés et transmis / réunion du Comité de suivi organisées et recommandations mise en œuvre</i></p>	
		<p>Le projet IHPC-CEMAC formulé</p>	<p><i>TDR du projet rédigé et validé et convention signée</i></p>	

Volet II : Appui pour le développement des systèmes d'information pour la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que des Objectifs du millénaire pour le développement

Objectif général II : Apporter un appui aux États dans le développement des systèmes d'information pour la mise en œuvre, le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté et des Objectifs du millénaire pour le développement

Objectif spécifique 5: Participer à l'élaboration des méthodologies peu coûteuses de collecte et de traitement de données démographiques par des enquêtes et recensements, y compris l'état civil, et aider les Etats membres à les mettre en œuvre

Résultat 5.1 : Appuis apportés aux Etats qui préparent les recensements de la population	5.1.1. Participation d'AFRISTAT à la préparation de la série des recensements 2010	Un document sur l'analyse des coûts des RGPH dans la sous région est élaboré et diffusé	Questionnaire pour la collecte des informations élaboré, validé et transmis aux pays	
	5.1.2. Vulgarisation des manuels et des guides sur les recensements de la population	Un appui à la finalisation des questionnaires, des manuels et des guides des RGPH est apporté à au moins un Etat	Un tel appui a été réalisé	
		Un document méthodologique d'élaboration d'une table de mortalité type à partir des données du RGPH est élaboré	Activité non réalisée	
	5.1.3. Organisation des séminaires et ateliers sur la pratique des recensements de la population	Séminaire sur la valorisation des données de recensement	Activité non réalisée	
Résultat 5.1 : Appuis apportés aux Etats qui préparent les recensements de la population	5.1.4. Appuis techniques apportés aux Etats pour l'organisation des recensements de la population	Un appui à la préparation de l'Enquête de Couverture est apporté à au moins un Etat	Un tel appui a été apporté au Mali	
Résultat 5.2 : Appuis apportés aux Etats sur la collecte des données d'état civil	5.2.1. Vulgarisation des manuels et guides sur la pratique d'exploitation des données d'état civil	-		
	5.2.2. Organisation des séminaires et ateliers sur l'exploitation des données d'état civil	-		
Résultat 5.2 : Appuis apportés aux Etats sur la collecte des données d'état civil	5.2.3. Appuis techniques apportés aux Etats pour l'exploitation des données d'état civil	Rapport de déroulement des activités de collecte et d'exploitation des données de l'état civil ANSD (Sénégal)	Rapport non encore élaboré	
		Un appui est apporté au Niger dans l'exploitation et l'analyse des données de l'Etat civil	Un tel appui a été réalisé	
Objectif spécifique 6: Apporter un appui aux SSN pour l'élaboration des systèmes d'information de suivi des stratégies sectorielles (emploi, éducation, santé et développement rural, etc.)				
Résultat 6.1 : Un appui est apporté pour l'élaboration et la mise en œuvre des mécanismes de suivi appropriés des stratégies sectorielles dans les États	6.1.1. Plaidoyer en faveur de l'amélioration des systèmes d'information sur les statistiques socio-démographiques (marché de travail, éducation, santé, etc.) et sur le développement rural en rapport avec les organisations internationales compétentes dans ces domaines	-		

	6.1.2. Mise en place de réseaux d'institutions sous-régionales et régionales s'intéressant aux statistiques socio-démographiques (marché de travail, éducation, santé, etc.) et sur le développement rural en rapport avec la pauvreté			
<p>Résultat 6.2. Des cadres méthodologiques communs pour la collecte des statistiques sectorielles (emploi, éducation, santé et développement rural) sont élaborés avec la participation des États membres</p>	6.2.1. Recensement de bonnes pratiques et de comparaisons internationales			
	6.2.2. Harmonisation des outils de collecte des données et des instruments de mesure des indicateurs	<p>Les TDR pour l'élaboration de cahiers de charges pour la normalisation des statistiques démographiques et sectorielles du Mali sont élaborés</p> <p>Plan d'action pour l'amélioration et le suivi des statistiques du secteur informel en Afrique pour la période 2010-2012</p>	<p><i>Activité non réalisée</i></p> <p><i>Un projet de ce plan d'action a été élaboré, en collaboration avec le CAS/CEA, qui va servir comme document de base lors des travaux du groupe de travail sur le secteur informel en Afrique, pendant les travaux de StatCom-Afrique II</i></p>	
	6.2.3. Appuis à la collecte des statistiques sociales	<p>Rapports d'enquêtes produits et séminaire de restitution aux parties prenantes du Burundi organisé</p>	<p><i>L'atelier de restitution a été organisé par l'ISTEEBU et a connu une participation des institutions nationales, des centres de recherches et des organismes internationaux. Les résultats ont été validés. Les rapports seront relus et finalisés pour une publication par l'ISTEEBU un document de plaidoyer pour la poursuite des enquêtes 1-2-3 a été élaboré avec une estimation des coûts pour les trois années à venir. Ce document a été présenté à certains bailleurs de fonds.</i></p>	
		<p>La méthodologie des enquêtes QUIBB et EESIC au Congo est finalisée et mise en œuvre</p>	<p><i>La méthodologie de l'enquête EESIC au Congo est finalisée. Le plan de sondage et échantillonnage sont élaborés et les responsables de l'enquête formés</i></p> <p><i>La méthodologie de l'enquête QUIBB au Congo est finalisée. Le plan de sondage et échantillonnage sont élaborés</i></p>	
<p>Résultat 6.2. Des cadres méthodologiques communs pour la collecte des statistiques sectorielles (emploi, éducation, santé et développement rural) sont élaborés avec la participation des États membres</p>		<p>Appui à au moins deux pour la préparation de leur enquête ménages</p>	<p><i>Un voyage d'étude organisée pour deux cadres camerounais</i></p>	

			<i>La méthodologie de l'enquête IOF de Sao Tomé et Principe est finalisée. Le plan de sondage et échantillonnage sont élaborés</i>	
			<i>La méthodologie de l'enquête EICVM du Burkina Faso est finalisée. Une stratégie de collecte de données a été définie</i>	
	6.2.4. Organisation d'ateliers de formation ainsi que de campagnes de sensibilisation incluant les outils de plaidoyer en faveur des systèmes d'information (sur les statistiques socio-démographiques (marché de travail, éducation, santé, etc.) et sur le développement rural	-	<i>Deux consultants de la DGSCN du Togo ainsi que 4 cadres ont été formés sur l'analyse approfondie de la pauvreté sur la base des données de l'EDM 2008 et du Quibb 2006 de Lomé et une feuille de route a été élaborée pour la suite des travaux</i>	<i>La formation s'est déroulée en décembre 2009 et il n'était pas possible de produire le profil de pauvreté 2008 de Lomé en 2009. Ledit document sera produit en 2010</i>
Résultat 6.3: Un appui est apporté aux SSN pour le renforcement de leurs capacités d'analyse des données en matière de statistiques socio-démographiques (suivi du marché de travail, éducation, santé, etc.) et sur le développement rural	6.3.1. Élaboration des répertoires des sources d'information	-		
		Documents méthodologiques et tirage d'échantillon du Cameroun, du mali validés		
	6.3.2. Élaboration des cadres méthodologiques de traitement et d'analyse	Appui au traitement et à l'analyse des enquêtes auprès des ménages réalisé à la demande des pays (Cameroun, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Mali, Sénégal, Gabon, Bénin, Congo et Niger)	<i>Les données des enquêtes dépenses sont traités dans tous les pays et les pondérations principales et saisonnières ont été produites et utilisées pour l'IHPC; Les drafts des 8 rapports nationaux d'analyse des enquêtes sont disponibles</i>	
			<i>12 cadres de l'ONS de Mauritanie ont été formés aux techniques de mesure, de traitement et d'analyse de la pauvreté et le profil de pauvreté 2008 de la Mauritanie est en cours de rédaction</i>	

<p>Résultat 6.3: Un appui est apporté aux SSN pour le renforcement de leurs capacités d'analyse des données en matière de statistiques socio-démographiques (suivi du marché de travail, éducation, santé, etc.) et sur le développement rural</p>	<p>6.3.2. Élaboration des cadres méthodologiques de traitement et d'analyse</p>	<p>Programme d'extension du dispositif de l'enquête 1-2-3 au milieu rural du Burundi élaboré et requête de son financement formulée</p>		
		<p>Documents méthodologique d'une enquête agricole couplée d'une EBC en milieu rural élaborés</p>		
		<p>Un manuel méthodologique de traitement et d'analyse des enquêtes auprès des ménages est produit</p>		
	<p>6.3.3. Élaboration des modules de formation</p>			
	<p>6.3.4. Organisation des ateliers de formation</p>		<p><i>Formation des cadres de la division des méthodes et analyses de l'INSTAT-Mali sont formés aux techniques d'analyses factorielles - TDR élaboré-Formation programmé et manuel fini au 1/3</i></p>	

Objectif spécifique 7 : Assister les États membres dans le développement des systèmes d'information opérationnels pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD

<p>Résultat 7.1 : Le Cadre de référence et le support méthodologique minimum commun pour le suivi des DSRP et les OMD sont mis en œuvre. Des appuis sont apportés aux États membres pour le développement architecturé de leurs systèmes d'information de suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté</p>	<p>7.1.1. Identification pour chaque pays concerné des besoins en terme de suivi et évaluation</p>	-		
	<p>7.1.2. Réalisation pour chaque pays assisté de l'état des lieux des systèmes d'information</p>	-	<p><i>Les rapports sur la réconciliation des données nationales et internationales sur les indicateurs des OMD sont produits et validés au Burkina Faso et au Sénégal</i></p>	
	<p>7.1.3. Validation pour chaque pays assisté du système d'information et de l'architecture de la base de données proposés</p>	-	<p><i>Deux ateliers de validation des études ont été organisés au Burkina Faso et au Sénégal</i></p>	
	<p>7.1.4. Élaboration d'une approche décentralisée dans les systèmes d'information de réduction de la pauvreté (basée sur le SIG) à travers le développement de la cartographie de la pauvreté</p>	-		

Résultat 7.2: Appui apporté aux Etats membres demandeurs pour la mise en œuvre opérationnelle des trois sous-systèmes d'information de suivi des stratégies de réduction de la pauvreté dans le cadre d'un réseau d'acteurs nationaux pour la collecte, le traitement et l'analyse des données	7.2.1. Appui à la mise en place ciblée dans le temps du sous-système de suivi de la pauvreté et des conditions de vie des ménages	Mise en place du système de suivi et évaluation du DSRP au Congo appuyée	<i>Activité non encore réalisée</i>	
	7.2.2. Appui à la mise en œuvre du sous-système de suivi de l'exécution des politiques, programmes et projets par secteur stratégique	-		
	7.2.3. Appui au développement du sous-système d'évaluation d'impact à partir des méthodologies appropriées	Suivi des indicateurs des DSRP et des OMD et élaboration du rapport d'analyse d'impact des politiques au Niger appuyés	<i>Activité non encore réalisée</i>	
Volet III : Appui pour le renforcement des capacités de collecte, de traitement et d'analyse des données statistiques de base et d'élaboration des synthèses statistiques et économiques				
Objectif général III : Apporter un appui aux États membres pour le renforcement des capacités de collecte, de traitement et d'analyse des données statistiques économiques de base, et d'élaboration des synthèses statistiques et économiques				
Objectif spécifique 8 : Renforcer les capacités des États membres en matière de collecte et de traitement de statistiques économiques				
Résultat 8.0: Des cadres méthodologiques et outils communs pour la collecte et le traitement de statistiques économiques de base sont élaborés avec la participation des États membres et des institutions d'intégration sous-régionale	8.0.1. Organisation d'ateliers d'appui méthodologique pour la mise en place des bases de sondage et des répertoires	Des appuis sont apportés à au moins quatre pays dans leurs processus de mise en place ou d'actualisation de leur répertoire d'entreprises (Burundi, Centrafrique, Guinée, Niger, etc...)	<p><i>-Le répertoire d'entreprises national à des fins statistiques à été mis en place en Centrafrique et 18 cadres nationaux ont été formés sur les processus de sa création et de sa gestion</i></p> <p><i>-Le répertoire d'entreprises national à des fins statistiques à été mis en place au Niger et 18 cadres nationaux ont été formés sur les processus de sa création et de sa gestion</i></p> <p><i>-14 cadres nationaux de la Guinée ont été formés sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques</i></p> <p><i>- Le responsable des statistiques d'entreprises du Burundi a été orienté sur la prise en compte, des besoins essentiels de création d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques.</i></p>	<i>Les activités de mise en place d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques au Burundi et en Guinée ont été programmées en 2010</i>

<p>Résultat 8.0: Des cadres méthodologiques et outils communs pour la collecte et le traitement de statistiques économiques de base sont élaborés avec la participation des États membres et des institutions d'intégration sous-régionale</p>	<p>8.0.2. Élaboration ou révision d'outils méthodologiques pour la collecte des données statistiques dans les secteurs moderne et informel (agriculture, entreprises, commerce, prix, service, etc.)</p>	<p>Les documents méthodologiques de l'IHPI et du répertoire d'entreprises sont finalisés</p>	<p>Les documents méthodologiques sont finalisés et adoptés ainsi que le règlement n°01/CM/AFRISTAT/2009 sur le répertoire d'entreprises et le règlement n°02/CM/AFRISTAT/2009 sur l'IHPI</p>		
		<p>Une centrale de bilans est mise en place dans au moins deux Etats membres (Cameroun et Mali)</p>	<p>Activité non réalisée</p>		
		<p>Le nouveau dispositif de calcul des indices harmonisés des prix à la consommation des Etats membres de l'UEMOA est validé et fonctionnel et les indices sont régulièrement diffusés</p>	<p>Les dispositifs de calcul des IHPC rénovés sont fonctionnels et les Etats disposent des indices base 2008 pour la période de janvier08 à décembre 2009</p>		
		<p>Un indice des prix à la consommation provisoire des pays de la CEMAC est mis en place et publié suivant la COICOP 12 et avec des nomenclatures secondaires</p>	<p>Un tel indice n'a pas pu être mis en place</p>	<p>Une convention a été signée entre la Commission et Afristat pour sa mise en place</p>	
		<p>Un appui est apporté à la Mauritanie, à la Guinée et au Burundi pour l'amélioration de leurs indices de prix à la consommation</p>	<p>Activité non réalisée</p>		
	<p>Résultat 8.0: Des cadres méthodologiques et outils communs pour la collecte et le traitement de statistiques économiques de base sont élaborés avec la participation des États membres et des institutions d'intégration sous-régionale</p>	<p>8.0.2. Élaboration ou révision d'outils méthodologiques pour la collecte des données statistiques dans les secteurs moderne et informel (agriculture, entreprises, commerce, prix, service, etc.)</p>	<p>Nomenclatures d'activités et de produits des Etats membres d'AFRISTAT révisées</p>	<p>Draft provisoire NAEMA et NOPEMA révisées</p>	<p>Attente de la sortie du document de mise en œuvre des Nations unies prévue pour début 2010</p>
			<p>Documents méthodologiques de raccordement de séries produits, les cadres formés et les séries SCN68 et SCN93 du Cameroun raccordés.</p>	<p>De tels documents n'ont pas été élaborés</p>	<p>Activité reportée</p>
			<p>Documents méthodologiques d'élaboration des comptes des ISBL produits et appliqués à une année de comptes</p>	<p>De tels documents n'ont pas été élaborés</p>	<p>Activité reportée</p>
<p>Documents méthodologiques des comptes des compagnies d'assurances élaborés</p>			<p>De tels documents n'ont pas été élaborés</p>	<p>Activité reportée</p>	
	<p>Un manuel pratique de sondage à l'attention des statisticiens d'enquête des Etats membres est disponible</p>	<p>Un tel manuel n'a pas pu être élaboré</p>			

		Le guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux est révisé	<i>Activité non réalisée</i>	<i>En attente de la traduction du SCN2008 en français</i>
		Les méthodologies du commerce extérieur sont harmonisées et les nomenclatures uniformisées	<i>Activité non réalisée</i>	
		Les outils de traitement et d'analyse des données du commerce extérieur sont installés	<i>Activité non réalisée</i>	
		Les documents méthodologiques de l'indice harmonisé des prix à la consommation rénové dans les Etats membres de la CEMAC sont élaborés et adoptés	<i>Les documents techniques et méthodologiques sont rédigés mais non validés</i>	
	8.0.3. Appuis à la collecte des statistiques économiques	Les Etats membres disposent de méthodologies peu coûteuses de production d'indicateurs conjoncturels pour l'analyse économique et la prévision	<i>Activité non réalisée</i>	
		Les capacités de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des cadres des services des prix de trois pays sont améliorées. Les publications sont de meilleures qualités (Burundi, Guinée et Comores)	<i>Appui apporté au Congo pour la mise en place de l'IHPC à Brazzaville et à Pointe Noire</i>	

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts	
Résultat 8.0: Des cadres méthodologiques et outils communs pour la collecte et le traitement de statistiques économiques de base sont élaborés avec la participation des États membres et des institutions d'intégration sous-régionale	8.0.3. Appuis à la collecte des statistiques économiques	Des appuis sont apportés à au moins 3 pays dans la mise en place ou la révision de l'IHPI (Burundi, Guinée, Mauritanie)	'-L'IHPI a été mis en place en Guinée et les cadres nationaux ont été formés. -Le dispositif de production et de publication de l'IHPI a été revu en Mauritanie, de même le dispositif de l'enquête sur la situation et les perspectives dans l'industrie a été mis en place, un questionnaire qualitatif d'enquêtes d'opinions a été élaboré et une application informatique de saisie et de calcul des soldes d'opinions a été mise en place.		
		Des appuis à l'organisation technique du recensement d'entreprises du Burundi et du Cameroun sont réalisés	Les outils du recensement des unités économiques (méthodologie, manuels, questionnaires) ont été élaborés et validés par l'ISTEEBU		
		Un appui à au moins 4 pays dans la mise en place d'un indice du chiffre d'affaires des entreprises industrielles est réalisé (Burundi, Cameroun, Congo et Guinée)	Activité non réalisée		
		Appui aux Etats dans la collecte, l'analyse et la publication des séries du commerce extérieur	Activité non réalisée		
		Les bases de données conjoncturelles des Etats membres présentant les informations essentielles pour l'analyse de la conjoncture économique sont disponibles	Activité non réalisée		
	8.0.4. Formation à l'utilisation des applications informatiques existantes et/ou développement de programmes de collecte et traitement de données (enquêtes auprès des ménages, enquêtes auprès des entreprises et DSF, enquêtes prix, etc.)	IHPC UEMOA : Les experts prix des INS sont formés à l'utilisation de l'application informatique et à la gestion des IHPC renouvelés	Le cahier des charges informatique de la nouvelle application informatique de calcul de l'IHPC a été adopté		
			La liste restreinte des sociétés est réalisée suite à la manifestation d'intérêt		
		Les comptables nationaux d'au moins 3 pays formés à l'exploitation des DSF	Un programme intermédiaire est créé pour calculer les indices de prix en attendant l'application définitive		
				Activité non réalisée	

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
Résultat 8.0: Des cadres méthodologiques et outils communs pour la collecte et le traitement de statistiques économiques de base sont élaborés avec la participation des États membres et des institutions d'intégration sous-régionale	8.0.5. Appui aux institutions d'intégration économique sous-régionale pour l'élaboration des données statistiques harmonisées	Un outil de traitement des DSF élaboré	<i>Activité non réalisée</i>	
		Rattrapage des comptes nationaux dans les Etats membres de l'UEMOA effectué	<i>Rattrapage en cours</i>	Retard accusé dans la signature de la convention avec la Commission de l'UEMOA
		La Participation aux ateliers sur l'IHPI organisés par l'UEMOA est assurée	<i>Participation aux deux réunions du Comité de suivi de l'IHPC assurée</i>	
		Les Documents méthodologique pour la préparation de l'année de base de l'indice (2010) des prix des Etats de la CEDEAO non membres de l'UEMOA sont élaborés et validés	<i>Activité non réalisée</i>	<i>Cette activité devrait être réalisée à la demande de la Commission de la CEDEAO</i>
		Nomenclatures d'activités et de produits des pays de la CEDEAO harmonisées	<i>Activité non réalisée</i>	<i>Cette activité devrait être réalisée à la demande de la Commission de la CEDEAO</i>
Objectif spécifique 9: Renforcer les capacités d'élaboration de synthèses statistiques et d'analyses économiques				
Résultat 9.1: Des cadres méthodologiques communs sont élaborés avec la participation des États membres pour l'analyse des données statistiques économiques	9.1.1. Élaboration de cadres méthodologiques communs et de modules de formation en analyse de données en relation avec les besoins de formulation et de suivi des politiques de développement	Notes techniques sur l'élaboration des comptes nationaux par thème (APU, SQS, SNF, secteur Informel) rédigées et diffusées	<i>Des telles notes n'ont pas été rédigées mais dans le cadre du PCI-Afrique une note méthodologique de validation intra et inter des données décomposition du PIB est élaborée</i>	
		Des notes de synthèse sur les sujets discutés sur le forum de la comptabilité nationale diffusées	<i>Des telles notes n'ont pas été rédigées</i>	
		Méthodologies d'évaluation des dépenses de recherche pour la santé dans les Etats élaborées et validées	<ul style="list-style-type: none"> - Des documents méthodologiques élaborés (questionnaire, nomenclatures, manuels de l'agent enquêteur) ont servi aux pays pilotes pour la collecte des données - Les bases de données consolidées des trois pays pilotes sont disponibles - le rapport d'exécution technique et financière du projet est disponible - une version provisoire de la note méthodologique sur l'évaluation des dépenses de recherche pour la santé est disponible 	<i>La finalisation de la note méthodologique relative à l'évaluation des dépenses de recherche pour la santé a pris du retard à cause du retard accusé dans la transmission des bases de données et des délais de traitement des données</i>

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
Résultat 9.1: Des cadres méthodologiques communs sont élaborés avec la participation des États membres pour l'analyse des données statistiques économiques		Module de formation en analyse approfondie des données des RGA		
	9.1.2. Organisation des ateliers de formation	Au moins un atelier sur les comptes nationaux pour les États membres est tenu	Un atelier sur l'interpolation des comptes a été réalisé : 6 cadres nationaux ont été formés	
	9.1.2. Organisation des ateliers de formation	Au moins un atelier sur les comptes nationaux pour les États membres est tenu	Un atelier d'analyse des comptes nationaux réalisé : 9 cadres nationaux ont été formés	
Résultat 9.2. L'appui à la rénovation des comptes nationaux est régulièrement apporté aux États membres	9.2.1. Organisation de campagnes de sensibilisation en faveur de la rénovation des comptes nationaux	Des articles à publier dans LLA rédigés Des notes de vulgarisation du SCN93 sont écrites	De tels articles n'ont pas été rédigés De telles notes n'ont pas été rédigées	
	9.2.2. Poursuite des implantations du système ERETES dans les États membres	ERETES implanté dans au moins 7 États membres à leur demande (Mali, Burundi, Bénin, Comores, RCA, Tchad)	Appuis au Niger, au Burundi, Burkina Faso, Tchad, Mali, Togo	
	9.2.3. Organisation des ateliers de formation au SCN93	-	-	
Résultat 9.3: Des propositions dans le cadre de la révision du SCN 93 sont formulées par AFRISTAT et ses États membres	9.3.1. Elaboration d'un état des lieux sur l'utilisation du SCN 93 dans les États membres	Tableau synoptique sur la mise en œuvre du SCN93 diffusé	Le tableau a été élaboré et présenté au cours du séminaire annuel sur les comptes nationaux	
	9.3.2. Organisation d'un séminaire de validation du rapport sur l'Etat des lieux sur l'utilisation du SCN93 et formulation des observations et propositions	-	-	
Résultat 9.4. L'appui à l'élaboration des comptes nationaux provisoires est régulièrement apporté aux États membres	9.4.1. Élaboration de cadres méthodologiques harmonisés pour l'élaboration des comptes nationaux non définitifs et provisoires	Un rapport de mise en œuvre de la méthodologie des comptes définitifs et provisoires dans les États membres est élaboré	Guide d'interpolation des comptes nationaux et celui d'analyse des résultats des comptes nationaux, Les rapports des ateliers	
	9.4.2. Organisation d'ateliers de formation et d'échanges sur l'élaboration des comptes nationaux provisoires	-	Deux ateliers sur l'interpolation des comptes nationaux sur la base des données du Mali : ils ont permis d'élaborer les comptes nationaux 2000-2004 du Mali Un atelier ciblé sur l'analyse des résultats des comptes nationaux (Burkina-Faso, Cameroun, Côte-d'Ivoire et Mauritanie) a été tenu : les capacités d'établissement de diagnostics et d'analyse des comptes nationaux des cadres des pays concernés ont été renforcées.	

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
Résultat 9.5. L'appui à la production et à l'analyse des données de conjoncture économique et sociale est régulièrement apporté aux États membres	9.5.0. Organisation de séminaires de formation en analyse de la conjoncture économique et sociale	Les capacités d'analyse conjoncturelle et de prévision économique des cadres des administrations économiques sont renforcées.	<i>Les capacités de 57 cadres ont été renforcées aux techniques d'analyses et de prévision à court terme au cours de deux 2 séminaires sous-régionaux tenus à Brazzaville et à Bamako</i>	
Résultat 9.5. L'appui à la production et à l'analyse des données de conjoncture économique et sociale est régulièrement apporté aux États membres	9.5.0. Organisation de séminaires de formation en analyse de la conjoncture économique et sociale	Les capacités d'analyse conjoncturelle et de prévision économique des cadres des administrations économiques sont renforcées.	<i>Le dispositif de suivi conjoncturel du Congo est renforcé (diagnostic, reprofilage de la base de données et du bulletin des données conjoncturelles, formations du personnel)</i>	
			<i>Des cadres centrafricains sont formés aux techniques d'analyse de la conjoncture économique</i>	
		Les publications conjoncturelles et de prévision de 3 Etats membres au moins sont améliorées et les délais de production sont respectés	<i>30 cadres formés lors d'un atelier sur les techniques de production rapide des publications conjoncturelles</i>	
Résultat 9.6. L'appui à la prévision et à la modélisation macroéconomique est apporté aux États membres	9.6.0. Organisation de séminaires de formation aux techniques de prévision et de modélisation macroéconomique	Les participants ont acquis des compétences dans la mise en place et l'entretien du modèle TABLO	<i>Modèle TABLO adapté aux économies des pays d'AFRISTAT</i>	
			<i>Des cadres centrafricains sont formés aux techniques de modélisation et à l'utilisation du modèle TABLO</i>	

Volet IV : Appui pour le renforcement des capacités de diffusion statistique

Objectif général IV : Apporter un soutien et une assistance techniques aux systèmes statistiques nationaux dans le développement de bases et de diffusion de données statistiques ainsi que la mise à leur disposition de méthodes et outils statistiques

Objectif spécifique 10: Apporter un appui aux États pour l'appropriation des nomenclatures et la maîtrise de l'utilisation des logiciels courants en matière statistique

Résultat 10.1: Les SSN sont informés et sensibilisés à l'utilisation	10.1.1. Recensement d'ouvrages méthodologiques	Liste d'ouvrages mise à jour	Activité courante	
--	--	------------------------------	-------------------	--

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
et à la mise en œuvre des principes fondamentaux de la statistique et des principaux cadres et méthodologies internationaux d'élaboration de données statistiques	10.1.2. Actions de sensibilisation à l'utilisation et à l'appropriation des principes fondamentaux de la statistique publique et des cadres méthodologiques	Une note d'information sur le mécanisme de mise en œuvre de la charte africaine de la statistique est rédigée et diffusée	<i>Une telle note n'a pas été rédigée</i>	
Résultat 10.2: Les SSN sont dotés de nomenclatures, de classifications et de logiciels statistiques adaptés à leurs activités	10.2.1. Recensement des nomenclatures et logiciels et promotion de ces logiciels	Liste des nomenclatures et logiciels mise à jour	Activité courante	
Résultat 10.2: Les SSN sont dotés de nomenclatures, de classifications et de logiciels statistiques adaptés à leurs activités	10.2.2. Suivi régulier des évolutions des nomenclatures et logiciels; information des SSN et diffusion des évolutions	Le suivi régulier de l'évolution des nomenclatures et logiciels est assuré et les SSN sont informés de leur évolution	Révision de nomenclature en cours	
	10.2.3. Révision de la NAEMA et de la NOPEMA	Les nomenclatures des activités et des produits d'AFRISTAT sont révisées	Cf. 8.0.2	
Objectif spécifique 11: Apporter un appui aux SSN pour mettre en place des bases de données socioéconomiques centralisées, assurer l'archivage des données d'enquêtes auprès des ménages et développer des systèmes d'information géographique				
Résultat 11.1: Chaque État membre est doté d'une base de données socio-économiques centralisée et d'une banque de données d'enquêtes	11.1.1. Appui aux États dans les choix méthodologiques pour l'élaboration des bases de données	Choix méthodologiques opérés dans au moins 6 dont 3 pays pilotes pour le projet CEDEAO	Atelier de formation et d'adoption réalisé	
	11.1.2. Appui aux États dans le recensement des sources des données	Appuis apportés dans l'alimentation de la BDD Statbase	StatBase installée dans les pays et procédure d'alimentation mise en place	
	11.1.3. Appui aux États dans la construction de la banque de données d'enquêtes ou base de données (collecte et saisie des données)	Des appuis sont apportés à au moins 11 pays (dont pays anglophones) dans la construction de la banque de données d'enquêtes ou base de données	Non réalisée	Pas de sollicitation de la part de PARIS21 et des pays
	11.1.4. Formation des gestionnaires nationaux des bases et banques de données	Des administrateurs des bases et banques de données d'au moins 5 pays sont formés	Non réalisée	Pas de sollicitation de la part de PARIS21 et des pays
	11.1.5. Mise en place des bases de données dans les Etats membres	Bases de données fonctionnelles dans au moins 5 Etats membres	- Les INS du Nigéria, de Gambie et de Sierra Leone sont équipés en matériel informatique pour la diffusion des données (dans le cadre du projet France/CEDEAO) ; - La base 2gLDB est installée au Niger, le codage des indicateurs a débuté, l'outil de publication est installé en démonstration	
Résultat 11.2. Des cadres des SSN sont formés aux techniques d'archivages des données	11.2.1. Organisation des ateliers	-	Activité non prévue en 2009	

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
Résultat 11.3. Chaque État est doté d'un système d'information géographique (SIG) pour une diffusion appropriée de ses données socio-économiques	11.3.1. Appui aux États dans les choix méthodologiques pour l'élaboration des SIG	-	<i>Activité non prévue en 2009</i>	
	11.3.2. Formation des cadres nationaux	Séminaire sur l'analyse et la cartographie de la pauvreté au niveau régional réalisé	<i>Activité non réalisée</i>	
	11.3.3. Appui à l'élaboration des SIG	-	<i>Activité non prévue en 2009</i>	

Volet V : Recherche appliquée en vue du développement des méthodologies adaptées aux systèmes statistiques nationaux ainsi que pour la formulation et le suivi et évaluation des politiques de développement

Objectif général V: Contribuer à la recherche appliquée en vue du développement des méthodologies adaptées aux capacités des systèmes statistiques nationaux des États membres ainsi que pour la formulation et le suivi et évaluation des politiques de développement

Objectif spécifique 12 : Poursuivre l'investissement méthodologique dans le domaine statistique afin de valoriser les travaux d'enquêtes des États ayant bénéficié d'un appui d'AFRISTAT et de pérenniser les différents dispositifs nationaux

Résultat 12.0: Les travaux d'enquêtes des États ayant bénéficié d'un appui d'AFRISTAT sont valorisés et les différents dispositifs pérennisés.	12.0.1. Réalisation d'un bilan diagnostic de profils de pauvreté élaborés par les États membres	-		
	12.0.2. Évaluation des documents méthodologiques de chacune des phases du dispositif d'enquêtes 1.2.3.	Rapport d'évaluation disponible pour la phase 2		
	12.0.3. Réalisation d'une étude sur les conditions techniques de l'extension au niveau national du champ de l'enquête 1.2.3.	Rapport d'étude disponible		
	12.0.4. Mise en œuvre d'un panel emploi et secteur informel à partir des données des phases 1 et 2 du dispositif d'enquête 1.2.3.	-		
	12.0.5. Réalisation d'un bilan diagnostic des dispositifs d'enquêtes existants	-		

Objectif spécifique 13 : Mener des activités d'analyse et de recherche appliquée centrées sur les enquêtes ménages, avec des élargissements dans le domaine des prévisions

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
Résultat 13.0. : L'analyse et la recherche appliquée centrées sur les enquêtes auprès des ménages avec élargissement dans les domaines de la prévision sont assurées	13.0.1. Élaboration d'un document méthodologique pour l'évaluation ex ante de l'impact des politiques sociales	Un rapport de synthèse sur les méthodologies d'évaluation ex ante des politiques publiques de réduction des inégalités et de la pauvreté est produit	<i>Un projet de note méthodologique est disponible mais il sera finalisé en 2010. Il comporte les deux aspects de l'évaluation de l'impact des politiques (ex ante, ex post)</i>	
	13.0.2. Élaboration du document méthodologique pour l'évaluation ex post de l'impact des politiques sociales	-		

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
Résultat 13.0. : L'analyse et la recherche appliquée centrées sur les enquêtes auprès des ménages avec élargissement dans les domaines de la prévision sont assurées	13.0.3. Élaboration d'un dispositif d'analyse de la pauvreté pour les perspectives de comparaison régionales de la pauvreté	Un rapport d'analyse de la pauvreté pour des perspectives de comparaison régionale est produit	Un tel rapport n'est pas encore disponible mais les premiers tableaux d'analyse ont été produits à partir des données de l'EDM 2008 réalisée dans les 8 Etats membres de l'UEMOA	La constitution du panier alimentaire au niveau régional a mis en évidence des insuffisances dans les nomenclatures des produits alimentaires qui ne sont pas en réalité harmonisées. Certains produits ne sont pas collectés dans tous les pays et cela a retardé le bon déroulement des travaux
	13.0.4. Élaboration des outils améliorés d'enquêtes (questionnaires, nomenclatures de collecte, manuels d'analyse, manuels d'apurement..) auprès des ménages et intégrant les dimensions genre, gouvernance, démocratie et pauvreté subjective etc.).	-	-	-
	13.0.5. Élaboration du pack méthodologique pour la détermination des coefficients budgétaires suivant les types d'enquêtes dépenses auprès des ménages	-	-	-
	13.0.6. Élaboration de méthodologies allégées et moins coûteuses d'enquêtes agricoles pour l'estimation des superficies et des rendements des cultures	-	-	-
	13.0.7. Réalisation d'une étude comparative pour le choix d'une méthode de prévision des récoltes	-	-	-
	13.0.8. Réalisation d'un bilan, conception et mise en place dans un pays pilote d'un système d'information agricole et alimentaire (indicateurs, méthodes de calcul, sources de données...) satisfaisant au besoin de la comptabilité nationale, de l'analyse de la sécurité alimentaire	-	-	-
	13.0.9. Conception de méthodologies d'évaluation d'impact des politiques agricoles.	-	-	-
	13.0.10. Conception de méthodologies d'élaboration des modèles macroéconomiques de simulation à moyen terme	-	-	-

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
Résultat 13.0. : L'analyse et la recherche appliquée centrées sur les enquêtes auprès des ménages avec élargissement dans les domaines de la prévision sont assurées	13.0.11: Elaboration d'une méthodologie de projection démographique et économique à moyen terme (sur 3 à 5 ans)	-		
Objectif spécifique 14: Procéder à des échanges et à une valorisation des résultats obtenus à travers des publications, des communications, l'accueil de chercheurs, etc. dans un but d'insertion dans la communauté scientifique (économique et statistique)				
Résultat 14.0. L'échange et la valorisation dans un but d'insertion dans la communauté scientifique (économique et statistique) internationale sont développés	14.0.1. Echange de publications et de communications	Le système de veille scientifique est entretenu	<i>Une riche documentation a été mobilisée sur des thématiques comme les matrices de comptabilité sociale et le modèle d'équilibre général calculable et l'adresse d'un site de référence en économétrie a été communiquée</i>	
	14.0.2. Insertion d'articles dans des revues scientifiques	Deux articles sont soumis pour publication dans des revues scientifiques dont un anglophone	<i>Activité non réalisée</i>	
	14.0.3. Échange de chercheurs	Deux chercheurs sont accueillis au CERA et deux experts d'AFRISTAT sont accueillis dans un centre partenaire	<i>Seulement un chercheur a été accueilli à AFRISTAT dans le cadre de la collaboration CEPED/AFRISTAT et trois experts d'AFRISTAT ont été accueillis à DIAL dans le cadre des activités du projet ISS</i>	
	14.0.4. Participation à des rencontres scientifiques internationales	Participation à au moins 2 rencontres scientifiques internationales	<i>- Conférence mondiale sur l'échange des données statistiques et des métadonnées organisée à l'OCDE du 19 au 21 janvier 2009 - Forum mondial 2009 sur la recherche pour la santé, organisée à Cuba, la Havane, du 16 au 21 novembre 2009 - Réunion régional de lancement du réseau de recherche de la CEDEAO organisé par le projet ESCAP/CEDEAO, à Abidjan, du 23 au 25 septembre 2009 - Atelier régional sur l'emploi dans le secteur informel et l'emploi informel organisé par l'UNSD, le BIT et le NBS of Tanzania et co-animé par AFRISTAT, organisé du 28 septembre au 2 octobre 2009 à Dar Es Salaam (Tanzanie)</i>	

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
Résultat 14.0. L'échange et la valorisation dans un but d'insertion dans la communauté scientifique (économique et statistique) internationale sont développés	14.0.5. Dynamisation des séries "Annuaire", " Méthodes" et "Etudes" des publications d'AFRISTAT	Les rapports et analyses sont systématiquement produits dans les séries de publications AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> - La publication "Méthodologie d'élaboration de la ligne de pauvreté sur une base harmonisée : bilan dans les Etats membres d'AFRISTAT" a été finalisé et tiré en 1000 exemplaires - Ce document a été distribué aux administrateurs d'AFRISTAT lors de la 20^{ème} session du Comité de Direction d'AFRISTAT (13-14 octobre 2009) - Les tomes 1 et 2 des actes du séminaire international sur le secteur informel en 2008 sont disponibles - Le rapport général du SISIA 2008 est disponible - Tous les produits audio-visuels du SISIA 2008 sont disponibles (avec certains déjà postés sur le site d'AFRISTAT) 	La publication de l'ouvrage collectif n'a plus été jugée pertinente à la suite de l'élaboration du tome 2 des actes du séminaire qui reprend des communications retenues.

Volet VI : Renforcement des moyens de travail d'AFRISTAT

Objectif général VI : Doter AFRISTAT de ressources nécessaires afin d'apporter un appui efficace au renforcement des systèmes statistiques nationaux

Objectif spécifique 15: Renforcer les ressources humaines, matérielles et financières d'AFRISTAT

Résultat 15.1: Les capacités d'intervention et de gestion de la Direction générale d'AFRISTAT sont renforcées	15.1.1. Renforcement d'AFRISTAT en personnel (recrutement d'experts et d'agents d'appui administratif et financier)	Un expert des statistiques des entreprises est recruté	<p><i>Un tel recrutement n'a pas eu lieu. Sur le Fonds AFRISTAT, un expert en statistiques des prix, un expert en statistiques sociodémographiques et un assistant comptable ont été recrutés. Sur les fonds des partenaires un expert en systèmes d'information sur le marché du travail, trois experts en comptabilité nationale, en statistiques des prix et en SNDS et un assistant administratif ont été recrutés.</i></p>	
	15.1.2. Révision des procédures de gestion administratives et comptables	Le manuel de procédures de gestion administratives et comptables est révisé suivant les conclusions du diagnostic institutionnel d'AFRISTAT	Activité non réalisée	

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
Résultat 15.1: Les capacités d'intervention et de gestion de la Direction générale d'AFRISTAT sont renforcées	15.1.3. Formation continue du personnel	Quinze experts ont renforcé leurs connaissances en anglais	<i>Quelques séances ont été organisées</i>	
	15.1.3. Formation continue du personnel	Tous les experts en bureautique; en planification stratégique ; 3 en management; 7 en micro-simulation, et PAT : 1 en gestion administrative et 1 en assistance de direction	<i>Les experts sont formés aux techniques de rédaction sur internet, au logiciel Eurotrace.</i>	
	15.1.4. Poursuite de la politique de recours aux consultants extérieurs	Dix consultants nationaux et 5 consultants internationaux sont recrutés	<i>De tels recours ont été faits dans les domaines des prix, de la programmation stratégique, de l'informatique, des enquêtes auprès des ménages, des nomenclatures et des statistiques d'entreprises</i>	
Résultat 15.2: La Direction générale est dotée d'équipements nécessaires à la conduite de ses missions	15.2.1. Acquisition de mobiliers, d'équipements spécialisés pour le traitement des données et matériels divers	Des mobiliers divers et matériels informatiques sont acquis	<i>Des équipements informatiques et bureautiques acquis</i>	
	15.2.2. Acquisition de logiciels informatiques nécessaires	De nouveaux logiciels sont acquis et le renouvellement aux abonnements assuré (y compris logiciels comptables)	<i>Renouvellement abonnements antivirus</i>	
Résultat 15.3: Les contributions des États membres au Fonds AFRISTAT 2006-2015 sont entièrement libérées et AFRISTAT est doté de financements complémentaires des partenaires techniques et financiers (PTF)	15.3.1. Actions de sensibilisation auprès des États membres et des PTF	Les contributions des Etats sont mobilisées à 80%	<i>Ce niveau n'est pas encore atteint. Il se situe à 67,6%</i>	
	15.3.2. Élaboration de projets à soumettre au financement	Au moins 2 projets sont élaborés (UE, BAD et autres)	<i>*Projet de plate-forme éditoriale commune des INS soumis à la Banque mondiale ; *Projet régional de renforcement des capacités financé par la BAD ; *Le projet de recherche sur le secteur informel en Afrique est élaboré par l'ISS avec l'appui technique d'AFRISTAT</i>	
	15.3.3. Suivi de la mise en œuvre des projets ou programmes de coopération	Un dispositif de suivi de la mise en œuvre des projets et programmes de coopération est mis en place	<i>Un tel dispositif n'est pas encore élaboré</i>	
		Les rapports de mise en œuvre des projets (PCI-Afrique, Projet ACBF, CEDEAO, FSP, PARCPE, UEMOA, TFSCB/BM etc.) sont élaborés et les réunions de leurs instances de pilotage tenues	<i>La réunion du comité technique de suivi de la mise en œuvre du projet France/CEDEAO tenue et le compte-rendu de la réunion rédigé, mis en ligne et envoyé à la Commission de la CEDEAO</i>	
			<i>Les protocoles d'accord sont signés entre AFRISTAT et les 5 pays bénéficiaires du projet LMIS II. Le recrutement de l'expert régional a eu lieu,</i>	

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts	
			<i>Le rapport de démarrage du PARCES-BM rédigé et envoyé à la banque mondiale</i>		
Résultat 15.4: Les réunions statutaires d'AFRISTAT sont organisées et l'exécution du programme stratégique de travail d'AFRISTAT est régulièrement examinée	15.4.0. Organisation des réunions statutaires	Les rapports d'activités 2008 (statutaire et illustratif), le plan d'action 2009 et autres dossiers sont disponibles	<i>Rapports d'activité 2008, illustratif 2008 et rapport à mi-parcours du Plan d'action 2009 disponibles</i>		
		Quatre réunions statutaires sont tenues (CS, CD et CM)	<i>Compte rendu du 18^{ème} Conseil des ministres, relevés des conclusions du CS et du 19^{ème} et 20^{ème} CD disponibles</i>		
Objectif spécifique 16: Faire connaître AFRISTAT (son statut, ses missions, ses activités, ses réussites, etc.) à travers des actions de sensibilisation et de communication bien ciblées					
Résultat 16.0: La stratégie de communication d'AFRISTAT est élaborée et la mise en œuvre réalisée	16.0.1. Elaboration de la stratégie de communication d'AFRISTAT	La stratégie de communication est élaborée	<i>Une telle stratégie n'est pas encore élaborée mais des outils de communication ont été développés lors de l'exposition organisée en novembre 2009 en marge de la réunion de PARIS21.</i>		
	16.0.2. Élaboration des supports de communication	Le site Internet est amélioré (forum, moteur de recherche, charte graphique, etc.)	<i>Le site a été relooké</i>		
	16.0.3. Information et sensibilisation des Etats membres, et des partenaires techniques et financiers sur les activités d'AFRISTAT	Les quatre numéros de La lettre d'AFRISTAT sont disponibles		<i>Quatre numéros de LLA ont été publiés et diffusés</i>	
		La lettre d'AFRISTAT version anglais est publiée		<i>Une telle publication n'a pas été élaborée</i>	
		Le comité de lecture chargé de sélectionner les documents des experts pour publication sur le site est opérationnel		<i>Quatre publications ont été évaluées dont deux sont publiées</i>	
Un numéro du Bulletin officiel est publié		<i>Le bulletin n'a pas été publié</i>			
16.0.4. Participation des experts d'AFRISTAT aux colloques et conférences organisés par les Etats membres et les partenaires	Les rapports de participation aux différentes rencontres sont disponibles		<i>Rapports élaborés et mis sur Intranet</i>		
Objectif spécifique 17: Renforcer les capacités de diffusion et de publication d'AFRISTAT					
Résultat 17.1: La base de données régionale d'AFRISTAT (AFRILDB) est régulièrement mise à jour	17.1.1. Inclusion des indicateurs des DSRP et OMD dans AFRILDB	Les indicateurs des DSRP et OMD sont mis à jour et intégrés dans AFRILDB			
	17.1.2. Collecte régulière, vérification et saisie des données conjoncturelles et structurelles	Les données conjoncturelles et structurelles des Etats membres sont collectées, traitées et validées	<i>-La base de données est régulièrement mise à jour et les données sont postées sur le site internet d'AFRISTAT - Les données structurelles de l'enquête 2009 du Burundi, du Cameroun, du Congo, du Mali et du Niger sont traitées validées</i>		

Résultats attendus	Activités	Produits (ou résultats) attendus	Produits (ou résultats) réalisés	Raisons des écarts
			- Tous les rapports de collecte dans le cadre de la convention de partenariat ont été élaborés et envoyés à l'AFD. L'AFD a exprimé sa satisfaction par rapport au travail réalisé	
Résultat 17.1: La base de données régionale d'AFRISTAT (AFRILDB) est régulièrement mise à jour	17.1.3. Publication des données d'AFRILDB	Les bulletins des données structurelles des Etats membres d'AFRISTAT (BDSEA) et des données conjoncturelles (BDCEA) sont publiés sur le site Internet www.afristat.org et diffusés	Les BDCEA 13, 14, 15 et 16 sont publiés ; Les recueils des données structurelles est disponible pour chaque pays	
Résultat 17.2: La base de données institutionnelles des systèmes statistiques nationaux des Etats membres d'AFRISTAT est régulièrement mis à jour	17.2.1. Collecte régulière, vérification et saisie des données institutionnelles	Les données institutionnelles des SSN de 2007 sont collectées, traitées et validées	Enquêtes lancées dans tous les pays ayant signés les conventions (13 pays)	
		Le rapport sur l'état des SSN des Etats membres d'AFRISTAT édition 2009 est publié	Tableau des données de 10 pays sur quatorze élaborés et contrôle des données de quatre pays se poursuit	
Résultat 17.3: Une banque de données régionale est construite	17.3.1. Consolidation de la méthodologie et construction de la banque de données régionale	-		
	17.3.2. Formalisation de protocoles d'échange de données avec les pays	Protocoles d'échangés finalisés et signés avec au moins 10 pays	Non réalisée	Changement de stratégie
	17.3.3. Collecte des données d'enquêtes auprès des États membres	Données collectées sur au moins 10 pays	Non réalisée	Changement de stratégie
	17.3.4. Numérisation, formatage et archivage	-		
	17.3.5. Mise en place de dispositifs permettant la diffusion des données par Internet	Les pages Internet sur le site www.afristat.org sont créées		
Résultat 17.4: Le centre de documentation d'AFRISTAT est doté d'équipements appropriés et d'ouvrages en quantité importante et utiles à la mise en œuvre des missions d'AFRISTAT	17.4.1. Établissement de la liste des équipements et leur achat, actualisation régulière des ouvrages et acquisition de nouvelles publications	La liste des nouveaux équipements et nouvelles publications acquis est établie et la liste des ouvrages est actualisée	Acquisition d'un présentoir, des ouvrages et des périodiques	
	17.4.2. Amélioration de la gestion du centre de documentation	Les registres du centre de documentation sont tenus	Liste des nouvelles acquisitions diffusée régulièrement en interne Base de données bibliographiques régulièrement mises à jour Winisis est installée sur le serveur et la BDD est consultable sur le réseau	

**ANNEXE 4 : Note sur l'évaluation de mise en œuvre des
règlements sur les statistiques d'entreprises**

INTRODUCTION

Dans un souci d'harmonisation méthodologique dans le domaine des statistiques d'entreprises, le Conseil des Ministres a adopté lors de sa 18^{ème} session, tenue le 16 avril 2009 à Ouagadougou (Burkina Faso), deux règlements relatifs à l'élaboration d'un répertoire d'entreprises national et à la production d'un indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) au sein des Etats membres d'AFRISTAT. Il s'agit du :

- (i) Règlement n°01/CM/AFRISTAT/2009 du 16 avril 2009 portant adoption d'un cadre commun aux Etats membres d'AFRISTAT pour la création et la gestion d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques ;
- (ii) Règlement n°02/CM/AFRISTAT/2009 du 16 avril 2009 portant adoption d'une méthodologie commune aux Etats membres d'AFRISTAT pour l'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle.

Afin de faciliter l'appropriation de ces règlements par les Etats et surtout de faciliter leur application, la Direction générale d'AFRISTAT a élaboré une note sur les conditions de leur mise en œuvre. L'objectif poursuivi est l'appropriation de ces outils méthodologiques par les Etats membres et leur mise en application effective. A cet effet, depuis 2009, des appuis directs ont été apportés à des Etats et d'autres sont prévus dans le programme de travail d'AFRISTAT 2010.

La présente note a pour objet de faire le point sur les activités déjà menées et celles programmées, mais aussi de relever les difficultés rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre des règlements.

I. MISE EN PLACE D'UN REPERTOIRE D'ENTREPRISES NATIONAL A DES FINS STATISTIQUES

1.1. Appuis réalisés pour la mise en place d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques

Dans le cadre de la mise en œuvre du règlement sur le répertoire, des appuis ont été apportés aux Instituts nationaux de statistiques (INS) du Burkina Faso, du Burundi, du Centrafrique et du Niger.

1.1.1. Appui apporté au Burkina Faso

L'appui apporté au Burkina Faso en mars 2010 consistait à évaluer le dispositif de création et de gestion du répertoire d'entreprises national à des fins statistiques mis en place par le projet INSD/SCB (Institut national de la statistique et de la démographie/Statistiska Centralbyran) dans le cadre de la coopération avec la Suède. La mise en place de ce répertoire, intitulé Statistic Business Register (SBR), est pilotée par un expert de l'office de la statistique de la Suède, M. Peter THOREN, qui travaille à temps plein au sein du service des statistiques de production de l'INSD. Ce répertoire, en cours de finalisation, est alimenté par des informations provenant des sources administratives (la Direction générale des impôts, le Centre de formalité des entreprises, la Caisse nationale de sécurité sociale, la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina) et la base de données du recensement industriel et commercial de 2009. Il contient les entreprises (et leurs établissements) formelles implantées sur le territoire national.

Afin d'assurer la conformité aux normes du règlement, des recommandations ont été faites sur les variables répertoriées, les sources de mise à jour du répertoire, la stratégie de pérennisation et la méthode de mise à jour du répertoire, l'organisation du travail pour la gestion du répertoire et le dispositif d'évaluation de la qualité du répertoire.

1.1.2. Appui apporté au Burundi

Au Burundi, l'appui apporté en février 2010 a permis de former 17 cadres de l'Institut de statistique et des études économiques du Burundi (ISTEEBU) sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises. Un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques a été mis en place à partir des données provenant du recensement des unités économiques de 2009. Ce répertoire contient les entreprises du secteur moderne exerçant dans l'industrie, le commerce, les services et le BTP. Les procédures de sa gestion courante ont été mises en place.

Compte tenu de la faible couverture de ce recensement, les données recueillies seront complétées par celles des sources administratives, en particulier celles du service des impôts. Le dispositif d'évaluation de la qualité du répertoire ainsi que le mécanisme du suivi de la démographie des entreprises n'ont pas été mis en place. Un second appui technique est prévu pour le troisième trimestre 2010 afin de permettre à l'ISTEEBU d'améliorer le système d'information sur les sources administratives et de finaliser le répertoire.

A la création du répertoire, 1296 entreprises du secteur moderne avaient été identifiées.

1.1.3. Appui apporté au Centrafrique

L'appui apporté en juillet 2009 a permis de former 18 cadres de l'Institut centrafricain de la statistique, des études économiques et sociales (ICASEES) sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises. Un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques a été mis en place ainsi que les procédures de sa gestion courante.

Ce répertoire contient les entreprises du secteur moderne et les institutions sans but lucratif, dont notamment les organisations non gouvernementales, les associations, les partis politiques et les confessions religieuses. Il a été créé à partir des données des sources administratives et du recensement des unités économiques de Centrafrique de 2007. Il sera mis à jour de façon annuelle au cours de la période de mai à juin et des protocoles de collaboration ont été élaborés avec les structures détentrices de ces sources administratives pour pérenniser les mises à jour. Un dispositif d'évaluation de sa qualité a été également mis en place.

A sa création, 554 entreprises du secteur moderne, 156 organisations non gouvernementales, 145 associations, 24 partis politiques et 51 confessions religieuses ont été saisies.

Le répertoire d'entreprises national à des fins statistiques du Centrafrique contenant les données de 2008 a été présenté au Gouvernement Centrafricain et est en cours de diffusion.

1.1.4. Appui apporté au Niger

Le Niger avait initié un répertoire d'entreprises national il y a quelques années. L'appui apporté en septembre 2009 a consisté à améliorer le processus de création du répertoire, à élaborer les procédures de gestion conformément au règlement et à former sept (7) cadres sur le processus de création et de gestion d'un répertoire d'entreprises à des fins statistiques. Ainsi, un nouveau répertoire

d'entreprises national à des fins statistiques a été mis en place et les procédures de sa gestion courante ont été définies.

Le répertoire national d'entreprises à des fins statistiques du Niger mis en place contient les unités du secteur moderne et celles du secteur informel enregistrées au niveau des services des impôts. Ce sont les entreprises du secteur moderne soumises au régime réel (réel normal, réel simplifié) et celles du secteur informel soumises au régime de patente synthétique, enregistrées au niveau des services des impôts. Ce répertoire a été créé à partir des données des sources administratives et du recensement des unités économiques de 2007. Il sera mis à jour de façon annuelle au cours du mois de mai et des protocoles de collaboration ont été élaborés avec les structures détentrices de ces sources administratives afin de garantir et de pérenniser la gestion courante du répertoire. Un dispositif d'évaluation de sa qualité a été également mis en place.

A sa création, 14.880 entreprises avaient été identifiées, soit 11.300 entreprises du secteur moderne et 3.580 entreprises du secteur informel. Le contenu du répertoire sera complété par la disponibilité du fichier des contribuables non soumis au régime du NIF¹³.

1.2. Activités programmées pour la mise en place d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques en 2010

Au cours de l'année 2010, selon les besoins exprimés par les Etats, il est prévu d'apporter des appuis au Cameroun et à la Guinée :

- Au Cameroun, un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques sera mis en place, conformément au règlement, en avril 2010 ;
- En Guinée, un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques sera mis en place, conformément au règlement, en mars 2010 ;

Des correspondances ont été adressées au Bénin et au Togo pour les accompagner dans le processus de création des répertoires d'entreprises nationaux à des fins statistiques, et au Gabon, pour l'assister à améliorer le répertoire existant conformément aux normes du règlement. D'autres correspondances seront adressées plus tard au Congo pour l'accompagner dans le processus de création d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques, et à la Mauritanie et au Tchad pour les assister à améliorer les répertoires existants.

1.3. Développement du logiciel de gestion du répertoire d'entreprises national à des fins statistiques

Les répertoires d'entreprises nationaux à des fins statistiques mis en place dans les Etats (Centrafrique, Niger¹⁴, Burundi) sont gérés dans un premier temps sous Microsoft Excel. Une application de gestion du répertoire sous Windev dénommée TIGRE (Technologie Informatique de Gestion du Répertoire d'Entreprises) a été élaborée et est en phase de test. Elle sera opérationnelle au cours du 2^{ème} trimestre 2010 et sera installée dans les Etats.

¹³ Le régime du NIF est un régime d'imposition particulier que la Direction générale des impôts du Niger accorde aux entreprises.

¹⁴ Le Niger dispose déjà d'un logiciel sous Access de gestion du répertoire élaboré lors de l'initiation de l'ancien répertoire. La mission avait recommandé de réadapter ce logiciel au nouveau répertoire.

II. MISE EN PLACE D'UN INDICE HARMONISÉ DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

2.1. Appuis réalisés pour la mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle

Dans le cadre de la mise en œuvre du règlement sur l'indice harmonisé de la production industrielle, des appuis ont été apportés au Burkina Faso, au Burundi, au Congo et à la Guinée.

2.1.1. Appui apporté au Burkina Faso

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso avait interrompu la production de l'indice de la production industrielle, suite à la suspension des enquêtes de suivi. L'appui apporté à l'INSD en mars 2010 a permis de mettre en place un dispositif de la collecte complémentaire de base auprès des entreprises industrielles retenues dans l'échantillon. Cet appui n'a pas permis de calculer l'indice harmonisé de la production (base 2007=100) à cause de l'insuffisance des données collectées. Le recensement industriel et commercial des entreprises de 2009, qui devrait permettre de mettre en place cet indice, n'a pas pris en compte l'identification et la collecte des informations sur les produits fabriqués ou transformés par les entreprises industrielles. Un chronogramme d'activités a été mis en place à cet effet et l'IHPI (base 2007=100) sera calculé au plus tard le mois de juin 2010 pour les quatre trimestres de 2007, 2008, 2009 et le premier trimestre 2010. Cet indice sera produit et publié de façon trimestrielle, 60 jours après le trimestre sous revu.

En outre, 2 cadres de l'INSD, dont le chef de service des statistiques de production, ont été formés sur le processus de mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle.

2.1.2. Appui apporté au Burundi

Un IHPI provisoire a été mis en place au Burundi en février 2010. Le recensement des unités économiques n'a pas pu couvrir l'ensemble du tissu industriel du fait du taux considérable des non réponses de la part de certaines entreprises importantes. Une collecte complémentaire est envisagée pour la mise en place de l'IHPI définitif. Des échantillons provisoires des entreprises et de produits ont été mis en place. Les indices provisoires trimestriels (base 2007=100) élémentaires, de sous branches, de branches et l'indice global ont été calculés. Un outil de traitement et de calcul de l'indice harmonisé de la production industrielle a été développé sous Excel.

Compte tenu de la collaboration difficile des entreprises industrielles du Burundi, il a été convenu que l'IHPI soit produit 60 jours après le trimestre sous revu.

En outre, 17 cadres de l'ISTEEBU ont été formés sur le processus de mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle.

2.1.3. Appui apporté au Congo

L'appui apporté au Centre national de la statistique et des études économiques (CNSEE) du Congo en novembre 2009, dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui à l'amélioration du circuit de la dépense et du suivi de la pauvreté (PACDIP) financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), n'a pas permis de calculer l'indice harmonisé de la production (base 2008=100) à cause de l'insuffisance des données collectées. Une collecte supplémentaire est envisagée pour combler les non réponses (partielles et totales) afin de permettre le calcul de l'IHPI en 2010. La base de sondage provisoire disponible a permis de mettre en place des échantillons provisoires des entreprises et des produits. Un outil de traitement et de calcul de l'indice harmonisé de la production industrielle a été

développé sous Microsoft Excel. L'indice harmonisé de la production industrielle sera produit et publié de façon trimestrielle, 60 jours après le trimestre sous revu.

2.1.4. Appui apporté à la Guinée

L'appui réalisé en Guinée en juin 2009 a permis de mettre en place un IHPI provisoire car la collecte des données auprès des unités industrielles était incomplète du fait des non réponses enregistrées de la part des certaines grosses entreprises au cours de l'enquête. Une collecte complémentaire est envisagée pour la mise en place de l'IHPI définitif en 2010. Des échantillons provisoires des entreprises et des produits ont été mis en place. Les indices provisoires trimestriels (base 2006=100) élémentaires, de sous branches, de branches et l'indice global de l'année de base 2006 et de l'année courante 2007 ont été calculés ; compte tenu du poids élevé des industries extractives, un indice global hors industries extractives a été calculé. Un outil de traitement et de calcul de l'indice harmonisé de la production industrielle a été élaboré sous Microsoft Excel.

Compte tenu de la collaboration difficile des entreprises industrielles de la Guinée pour la collecte des données, il a été convenu que l'IHPI sera produit 60 jours après le trimestre étudié, dans un premier temps, puis 45 jours après le trimestre sous revu après une sensibilisation des chefs d'entreprises.

En outre, 14 cadres de l'INS ont été formés sur le processus de mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle.

2.2. Activités programmées pour la mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle en 2010

Au cours de l'année 2010, selon les besoins exprimés par les Etats, il est prévu d'apporter des appuis au Bénin, à la Guinée et au Mali :

- Au Bénin, la rénovation de l'ancien indice de la production industrielle (base 1999=100) sera faite, un indice harmonisé de la production industrielle sera mis en place conformément au règlement ;
- En Guinée, compte tenu de la réalisation de la collecte complémentaire, les indices définitifs de 2006, 2007, 2008 et de 2009 vont être calculés.
- Au Mali, la rénovation de l'ancien indice de la production industrielle (base 2001=100) sera faite, un indice harmonisé de la production industrielle sera mis en place en 2010, conformément au règlement.

III. DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES REGLEMENTS ET RECOMMANDATIONS

Les premiers travaux de mise en œuvre des règlements relatifs au répertoire d'entreprises et à l'IHPI ont permis de relever quelques problèmes récurrents de nature à perturber le programme de mise en application desdits règlements.

De façon générale, on note un faible suivi des recommandations faites à la suite des missions d'assistance technique d'AFRISTAT. Les travaux à faire en amont ne sont pas toujours réalisés dans les délais prescrits. Les principales difficultés rencontrées sont :

- La faible couverture des enquêtes ou recensement auprès des entreprises : ces opérations sont souvent caractérisées par des taux de non réponses ou partielles très élevés, ce qui ne permet malheureusement pas de finaliser le processus d'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle.
- Des difficultés d'accès à certaines sources administratives, notamment les déclarations statistiques et fiscales provenant des services des impôts. Ceci est dû souvent au manque de collaboration entre les INS et les autres producteurs des statistiques d'entreprises (organismes publics ou privés, les services sectoriels de la statistique, etc.).
- La collaboration insuffisante entre les INS et AFRISTAT dans certaines phases du processus de mise en œuvre. Certains INS n'associent pas AFRISTAT dans la préparation et le déroulement de certaines activités telles que les opérations en amont de collecte des données de base pour l'élaboration de l'IHPI. En outre, certains INS refusent de transmettre à AFRISTAT, les données qui doivent servir à la préparation des missions d'appui. Cette transmission, en réalité, devrait permettre à AFRISTAT de détecter les éventuelles défaillances et de demander à l'INS de les prendre en compte avant la réalisation de la mission. Ce qui permettrait à AFRISTAT d'assurer une certaine efficacité de ses interventions.
- Des difficultés de mobilisation des moyens financiers pour assurer les enquêtes périodiques de suivi pour la production de l'IHPI ou pour la gestion du répertoire.

Pour cela, AFRISTAT recommande :

- Une bonne sensibilisation des chefs d'entreprises avant la réalisation des opérations de collecte. Les conseils nationaux de statistiques, là où ils existent, doivent fortement s'engager pour assurer cette sensibilisation auprès de l'ensemble des producteurs et des utilisateurs des données d'entreprises. Ce qui permet de d'assurer un taux de réponse élevé aux enquêtes et recensements auprès des entreprises.
- Le renforcement de la coordination statistique afin de faciliter la collaboration entre les INS et les autres les administrations productrices des données d'entreprises. Les réunions du conseil national de la statistiques, là où il existe, constitue un moyen efficace pour assurer cette coordination.
- Une meilleure collaboration avec AFRISTAT dans la mise en œuvre des règlements pour assurer la qualité des données lors des collectes auprès des entreprises et assurer une efficacité des appuis d'AFRISTAT. AFRISTAT doit être associé dès le démarrage des processus de mise en place d'un indice harmonisé de la production industrielle et d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques.

CONCLUSION

AFRISTAT dans sa mission de développement des systèmes statistiques, est disposé à fournir une assistance technique aux Etats pour mettre en place (ou améliorer) des répertoires d'entreprises nationaux à des fins statistiques et des dispositifs d'indices harmonisés de la production industrielle en conformité avec les normes décrites dans les règlements.

Pour cela, il est impératif que les Etats fassent des efforts en mettant en place des conditions préalables notamment sur le plan institutionnel, des ressources humaines, matérielles et financières. Mais aussi ils doivent améliorer la collaboration avec AFRISTAT à tous les stades du processus afin d'optimiser son assistance.

AFRISTAT poursuivra son appui à ses Etats membres dans la perspective d'achever la mise en œuvre de ces règlements.